

JURY... { Président : M. PERREAU, professeur.
Suffragants. { MM. AFTALION { professeurs
PIROU }

1934

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*

Présentée et soutenue le 8 mars 1934, à 14 heures

Jean JACOB

Ingénieur des Arts et Manufactures

JURY....
 { *Président* : M. PERREAU, *professeur*.
 { *Suffragants*. } MM. AFTALION { *professeurs*
 PIROU {

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
60, RUE SAINT-JACQUES

1934



INTRODUCTION

I. Parmi les matières premières, le coton occupe une place importante. La puissance des industries qui utilisent cette fibre, l'ampleur de ses débouchés, expliquent que ses vicissitudes propres aient des répercussions considérables sur l'activité de tous les pays.

Il est donc intéressant, dans les circonstances actuelles, d'essayer d'analyser les causes du développement passé de l'industrie cotonnière, d'étudier la situation présente et d'en dégager les facteurs déterminants de l'avenir.

Le coton étant un produit agricole, non ou fort peu utilisable sans transformation, doit, avant d'arriver au consommateur, passer par l'intermédiaire des opérations multiples de la filature et du tissage. Il s'ensuit, qu'aux difficultés particulières à la production, s'ajoutent celles provenant de l'organisation industrielle.

La production et la transformation sont tellement liées, qu'il est indispensable de les étudier toutes deux, pour comprendre les maux dont chacune souffre.

Le véritable essor de l'industrie du coton date du début du XIX^e siècle. Nous aurons l'occasion de voir suivant quel rythme rapide s'opéra ce développement et la difficulté, pendant de longues années, de pourvoir, en matière première, les machines nouvelles.

Ce léger décalage entre la transformation et la produc-

tion, joint à la nature de ce produit agricole, subissant profondément l'influence des intempéries, expliquent l'inquiétude constante des industriels pour leur approvisionnement et l'habitude des pronostics sur la récolte future, ce qui devait infailliblement conduire à la spéculation.

La spéculation se retrouve en effet, à chaque instant, dans l'étude que nous envisageons, à tel point, qu'il est permis parfois de se demander si le coton est véritablement considéré par beaucoup comme une matière première ou comme une mise de jeu.

La situation est encore intéressante à étudier en raison de certains facteurs qui, bien que ne lui étant pas propres, se présentent ici avec une netteté saisissante (tel est le cas de l'évolution des marchés d'Orient).

L'intervention des pouvoirs publics n'a pas manqué de se s'exercer dans le domaine de la production du coton fibre, et dans les directions les plus diverses, soit pour diminuer ou augmenter l'acréage des terres plantées, soit pour faire des essais de valorisation dans les circonstances les plus curieuses, montrant une fois de plus la vanité des leçons de l'histoire, même de l'histoire proche.

En résumé, nous croyons que si le coton est un des produits les plus touchés par la crise actuelle, cela tient au fait qu'il est un de ceux qui ont le moins obéi à la saine loi de l'offre et de la demande. C'est pourquoi, dans ce qui va suivre, nous nous efforcerons surtout de rechercher les causes permanentes de la crise cotonnière, passant assez rapidement sur les circonstances exceptionnelles de la situation présente, en nous affranchissant de cet optimisme incompréhensible (à moins d'y voir l'optimisme du joueur) qui règne dans les milieux cotonniers.

C'est dans ce même esprit que nous croyons utile de con-

sacrer un chapitre à l'étude de la décade qui précéda la guerre, époque que nous prendrons comme période de base, et que nous essaierons, d'autre part, d'éclaircir certains points, comme la nature de la consommation individuelle du coton.

Une première partie sera consacrée aux généralités et à l'histoire du coton.

Dans une deuxième partie, nous étudierons les causes de la crise.

La troisième et la quatrième partie se rapporteront à l'évolution de la situation, aux remèdes, et aux prévisions d'avenir.

II. Il paraît indispensable, en vue de décharger le texte, de faire quelques remarques et de donner quelques précisions dès à présent, au sujet des statistiques employées.

Malgré les essais faits en vue d'unifier les statistiques, il existe toujours dans les procédés et les unités¹ employés pour dresser les tableaux de chaque pays, une diversité regrettable. Suivant l'origine, on risque de se trouver en présence de chiffres très discordants, c'est pourquoi nous avons utilisé, le plus souvent possible, les renseignements fournis par la « Fédération Internationale Cotonnière », qui, depuis de nombreuses années, recueille de façon identique, les données de ses documents.

Cependant, dans de nombreux cas, nous avons recouru à des statistiques d'origines différentes, aussi, convient-il de ne pas s'étonner de certaines contradictions apparentes,

1. Les unités de poids les plus employées sont : la tonne, la livre, le cantar et la balle variable suivant les pays (on ramène généralement à la balle courante américaine de 478 Lbs de poids brut), les linters sont parfois comptés, parfois exclus, (les linters sont une sorte de duvet restant de la coque de la graine, après égrenage, ils sont extraits par une nouvelle opération et trouvent une utilisation spéciale dans la fabrication des feutres, des poudres, etc...)

Les unités de surface sont : l'acre, le feddan et l'hectare.

mais qui ne présentent aucun inconvénient, les comparaisons étant toujours faites à l'aide des mêmes sources.

D'autre part, en raison de la grande influence des conditions climatiques sur les récoltes de coton, celles-ci peuvent varier considérablement d'une année à l'autre et même, parfois, d'un groupe d'années à un autre groupe d'années, entraînant une variation correspondante de prix, c'est pourquoi nous éliminerons ces variations annuelles dans les comparaisons que nous serons appelés à faire en ne considérant que les récoltes ou les prix fictifs donnés par la détermination des courbes de longue durée.

Enfin, pour terminer, rappelons que l'année cotonnière commence le 1^{er} août et se termine le 31 juillet.

PREMIÈRE PARTIE

Evolution de la production et de la consommation du coton

La production mondiale du coton représente plus de 60 % de la production totale en fibres naturelles ou artificielles aptes au tissage. En valeur, ce pourcentage est inférieur, mais il n'en reste pas moins vrai que le coton est de beaucoup la matière première la plus importante sur le marché des textiles.

Ce rôle économique du coton prend un aspect particulier quand on s'aperçoit que sa culture et sa transformation ont été longtemps et restent encore concentrées dans un nombre restreint de pays. L'Amérique satisfait environ les 2/3 des besoins en matière première. L'Egypte se spécialise dans cette culture à tel point que la valeur du coton fibre exporté représente 80 % du total de ses exportations. L'Angleterre a envoyé hors de ses frontières, en 1932, pour 62.800.000 livres sterling de fils et tissus de coton, soit plus de 17 % du montant total de ses exportations.

Ces quelques chiffres, situant approximativement la position économique du produit qui nous intéresse, abordons son étude proprement dite.

CHAPITRE PREMIER

GENERALITES SUR LE COTON

Il est indispensable de préciser dès maintenant certains points relatifs à la production, à la vente et à la consommation du coton, c'est ce que nous nous proposons de faire dans ce chapitre.

Section I. — La production.

§ 1. — Le coton, connu depuis l'antiquité, n'acquiert quelque importance que lorsque les progrès mécaniques du ^{xviii}e siècle rendent pratique la filature des fibres de ce textile. La production américaine qui était de 8.890 balles en 1791, passe successivement à :

1.000.000	balles	en	1830
4.800.000	—	—	1850
9.000.000	—	—	1900
10.000.000	—	—	1910 ¹

En Egypte, grâce à la découverte par le Français Jumel, d'une espèce fort belle de coton, qui réussit très bien dans ce pays, la progression est encore plus saisissante.

1. Chiffres cités par M. René Pupin, dans son ouvrage : *Le coton, sa production sa consommation, son rôle économique* (1905-06) et cités dans le rapport de la commission permanente des valeurs de douane.

<i>Années</i>	<i>Cantars</i> ¹	<i>Années</i>	<i>Cantars</i>
1820...	944	1900...	5.435.488
1830...	186.675	1910...	7.505.072
1850...	384.439	1920...	6.035.504

§ 2. — En raison des conditions climatiques nécessaires à la culture du coton, celle-ci se trouve concentrée dans une zone relativement étroite. Le besoin d'humidité naturelle ou provoquée par irrigation pour la formation de la graine et de sécheresse pour sa maturation et sa cueillette, sont, en effet, fort restrictives².

Si les régions où pousse ce textile sont peu nombreuses, celles qui permettent la culture du coton fin sont encore plus rares. On peut même dire que pendant longtemps, l'Egypte, grâce à son ciel et à son sol exceptionnels, a eu le monopole du coton à longue fibre, mais aujourd'hui, divers pays, tels que le Pérou, l'Ouganda, la Rhodésie, le Brésil et certaines régions des Etats-Unis, produisent des quantités appréciables de coton qui, s'il n'égale pas en qualité le produit égyptien, s'en rapproche assez.

En résumé, les conditions particulières à chaque pays producteur, donnent naissance à un produit bien défini, ayant ses qualités propres, à tel point qu'il est possible de classer en gros les cotons de la façon suivante :

Gros coton des pays de mousson, fibre de moyenne longueur, mais résistante (Inde).

Coton plus fin des Etats-Unis (Upland, Sea Island).

1. Chiffres donnés par M. Jean Schatz dans *Aperçu général sur les principales cultures égyptiennes*, Imprimerie nationale, Le Caire, (1933).

2. La culture sèche qui n'exige pas les mêmes investissements que la culture irriguée est pratiquée dans les régions où les précipitations atmosphériques sont suffisantes jusqu'à la formation de la graine.

Coton d'Égypte propre à la confection des batistes, des dentelles et apte à la mercerisation¹.

Section II. — Les intermédiaires.

Il est indispensable de connaître, au moins dans l'ensemble, le processus des opérations qui prennent place entre la production agricole et la vente au consommateur.

§ 1. — *Du Producteur au Filateur*².

La fixité de la qualité de chaque coton et l'irrégularité des récoltes, expliquent que, bien plus que pour tout autre textile, les achats se fassent de loin et à l'avance.

Ce qui s'explique un peu moins, c'est le nombre invraisemblable des intermédiaires. Prenons, à titre d'exemple, le cas du coton cultivé par le fellah d'Égypte.

Le fellah vend son coton à l'égréneur ou le cède directement à un courtier, de toute façon, le coton passe entre les mains du courtier qui l'a acheté pour le compte d'un exportateur d'Alexandrie, marché où se concentre la quasi-totalité du coton égyptien. Cet exportateur a des représentants sur les grands marchés d'Europe ou d'Amérique. Ces représentants s'abouchent là avec des courtiers qui leur servent d'intermédiaires auprès des filateurs de la région.

1. Le classement des fibres se base surtout sur leur longueur qui va de 1 à 6 cm. Les variétés à longue soie les plus recherchées pour les tissus fins sont classées sous la dénomination de Sea Island. La grande majorité des cotons américains est rangée dans le groupe Upland dont le type « Middling » comporte quatre classes supérieures et quatre inférieures.

Les Anglais se servent de 12 numéros pour chaque espèce, la qualité moyenne (fair) porte le n° 6.

Les classifications empiriques basées sur des échantillons-type ont été en partie adoptées sur le marché français du Havre où les cotons américains sont classés comme suit : Inferior, low ordinary, good ordinary, low middling, middling, fully middling, good middling, fully good middling, middling fair choice.

2. Voir Maurette : *Les grands marchés des matières premières*.

Ces courtiers à l'importation achètent « à l'avenir » le textile et même l'entreposent.

Du champ à la filature, le coton passe donc, fictivement du moins, en un certain nombre de mains. La filière est généralement la suivante :

Cultivateur, égreneur, courtier de l'intérieur, exportateur, agent à l'étranger de l'exportateur, courtier à l'importation et filateur.

Cette filière est à peu près la même, quel que soit le pays producteur ; cependant, nous aurons l'occasion de voir que le Japon, favorisé par la concentration de son industrie, s'efforce d'employer le procédé d'achat direct. Les Américains, de leur côté, essaient depuis quelques années, mais sans grand succès, de réduire le nombre des intermédiaires.

On conçoit aisément le rôle que la spéculation peut jouer dans un commerce aussi compliqué et la nécessité, pour les vendeurs à l'origine, comme pour les acheteurs définitifs, de ne s'adresser qu'à des places sûres, peu nombreuses, mais largement pourvues et prudemment organisées. C'est là une première cause qui tend à réduire le nombre des marchés du coton à l'exportation comme à l'importation et à concentrer dans ces marchés la plus grande quantité possible de marchandises.

Les achats de coton se font par ailleurs, à l'avance. Le filateur a surtout intérêt à ce que sa production soit régulière et continue, or, la récolte du coton variant à chaque campagne, il est prudent pour lui de se garantir par une commande à l'avance. Il achète donc à terme, un lot de coton qui n'est pas mûr et s'il veut se prémunir contre toute perte en se couvrant, il ne le pourra que sur un marché honnêtement et sagement organisé.

§ 2. — *Du Filateur au Consommateur.*

Nous n'insistons pas sur les opérations de filature, de tissage et de finissage qui relèvent plutôt du domaine de la technique, mais nous aurons cependant l'occasion, dans cette étude, de voir le rôle énorme joué par la progression et le perfectionnement de l'outillage sur la situation cotonnière.

Les produits terminés, emballés, sont expédiés aux pays importateurs de cotonnades pour y être vendus par l'intermédiaire de nouveaux courtiers. Ici encore, ces intermédiaires ont été supprimés par les industriels japonais.

Section III. — La consommation.

Il est d'autant plus intéressant de préciser la nature de la consommation du coton, que le monde cotonnier se plaît à la considérer souvent sous un aspect par trop favorable.

Au début du siècle dernier, les étoffes fabriquées dans le monde, comprenaient en poids de matière première : 78 % de laine, 18 % de lin, et 4 % de coton.

Au début du ^{xx}e siècle, les proportions étaient inverses : 74 % de coton, 20 % de laine et 6 % de lin.

Cet extraordinaire développement de l'emploi du coton est dû à la modicité du prix de revient des produits manufacturés (bon marché de la fibre, légèreté relative de l'outillage, main-d'œuvre réduite.) C'est cet avantage essentiel qui, seul, explique ce progrès¹.

M. A. Siegfried compare les conditions du développement de la consommation du coton à celles s'imposant à certai-

1. Depuis quelques années, cependant, les applications industrielles du coton tendent à augmenter, on l'utilise dans l'industrie du pneu, des isolants électriques etc. en vertu de ses qualités propres.

nes plantes qui ne peuvent croître qu'entre deux altitudes bien définies.

Un peuple de civilisation très primitive, au pouvoir d'achat réduit, aux besoins peu développés, emploiera peu ou pas de coton. De même, dans un pays de civilisation très raffinée, la laine, la soie, le lin seront plus recherchés¹.

Ainsi, la zone propre à la consommation du coton se trouve être en même temps le domaine de la civilisation moyenne. Dans la marche en avant de l'humanité, tout n'est pas gain pour la consommation du coton. Les deux limites « d'altitude de civilisation » restent fixes, c'est la civilisation qui s'élève, mais si des débouchés nouveaux s'ouvrent chez les peuplades jusqu'alors sauvages, des pays de civilisation déjà avancée échappent à son emploi. La question qui se pose est donc de savoir quelle est l'importance du gain par rapport à la perte subie pour en déduire si le domaine du coton s'agrandit ou s'amenuise. C'est ce que nous nous efforcerons de déterminer plus loin.

Remarquons aussi, pour l'intelligence de ce qui va suivre, qu'il est impossible d'apprécier exactement la consommation réelle du coton. Dès son entrée dans l'industrie pour y subir les transformations qui l'adaptent aux besoins, il échappe à tout contrôle certain.

1. Le climat ne semble pas avoir le rôle qu'on lui attribue si souvent sauf au point de vue restriction de la consommation dans des pays froids où le coton n'est utilisé qu'en faible proportion et mêlé aux anciens textiles (étoffes mi-laine, mi-soie). L'usage des étoffes de laine est de beaucoup préféré dans les pays de climat froid, tempéré ou méditerranéens.

Dans la zone tropicale et équatoriale seulement l'usage du coton correspond à une nécessité ne pouvant être remplacé que par des textiles très coûteux. Mais même dans cette zone, depuis quelques années, la soie artificielle fait des progrès considérables en raison de ses qualités et de son bon marché.

Les progrès de la statistique ont permis pourtant de connaître, avec assez de précision, les quantités de filés qui sont livrées au tissage et celles transformées et vendues sous forme de tissu (avec une exactitude moindre sous cette dernière forme, en raison de l'emploi mélangé avec d'autres textiles). Mais cela est loin d'indiquer la consommation réelle, c'est-à-dire la mise hors d'usage des produits. Aussi, étant dans l'impossibilité de connaître cette consommation individuelle, considérerons-nous comme consommation, les débouchés de la matière première, la consommation des filatures.

Section IV. — Rôle des marchés à terme.

La spéculation.

En étudiant le rôle des intermédiaires entre le producteur et le filateur, nous avons volontairement laissé dans l'ombre l'action de la Bourse et de la spéculation boursière, car cette action est si importante en matière cotonnière qu'il nous a semblé indispensable de l'étudier séparément.

L'existence de marchés sérieux de coton disponible (qui sont généralement des ports d'embarquement situés sur le littoral des pays producteurs) est une nécessité. Il en est de même des marchés à livrer ou à terme des pays importateurs. Quant aux marchés à terme des pays exportateurs, leur utilité ne peut sérieusement être contestée. Voici à ce sujet l'opinion d'un auteur¹ :

« Le grand marché à terme de la Nouvelle-Orléans, est absolument indispensable à chacun; c'est grâce à lui

1. René Pupin. *Le coton, sa production, sa consommation, son rôle économique*, 1905-06.

que les planteurs peuvent en toute circonstance s'assurer un prix de vente lorsque le cours du coton est à leur convenance. Un simple message téléphonique à l'une des maisons de commission qui servent d'intermédiaire entre producteurs et consommateurs et toute la récolte est vendue pour une époque déterminée ».

Comme toutes les bourses à terme, celle du coton correspond donc à un besoin de sécurité et est utile au producteur comme au filateur à condition de l'utiliser normalement.

Reprenons un à un les arguments présentés en faveur des marchés à terme et voyons ce qu'il convient de penser dans ce cas particulier :

§ 1. — D'après les économistes, les spéculateurs purs ont leur utilité; ils forment les prix. Analysant les éléments qui déterminent la situation statistique du marché, à savoir la récolte de la campagne présente, les stocks de la dernière campagne et les prévisions concernant la récolte future, il font passer graduellement d'une campagne à une autre.

En raison des différences très fortes que peuvent présenter deux récoltes consécutives, la spéculation cotonnière aurait, à ce point de vue, un avantage énorme.

Malheureusement, on est bien obligé de constater que les irrégularités des écarts entre les prévisions et les prix effectifs indiquent que très souvent la tendance des prix futurs n'a pas été prévue exactement¹.

La raison de cet échec doit être cherchée dans la difficulté des prévisions et l'hétérogénéité des spéculateurs.

Les influences atmosphériques qui interviennent sur le

1. Voir à ce sujet l'étude statistique du Professeur C. Breciani-Turroni sur *l'Influence de la Spéculation sur les fluctuations des prix du coton*, *Egypte Contemporaine*, n° 127.

coton plus que partout ailleurs en raison de la concentration géographique de sa culture, rendent toute prévision extrêmement malaisée.

Les stocks chez les filateurs sont difficiles à évaluer. Aussi, on peut dire, sans exagération, que toute spéculation ne peut se faire que sur une base de prévision bien fragile.

En admettant même que les spéculateurs purs se rendent compte de la situation exacte, rien ne prouve qu'ils soient suivis par la masse des petits spéculateurs qui « jouent à la bourse » ou, s'ils en sont suivis, ceux-ci peuvent accentuer le mouvement d'une façon exagérée¹.

§ 2. — Pour des raisons que nous aurons l'occasion de voir plus loin, la fonction d'assurance du marché à terme ne joue que très imparfaitement. Les producteurs préfèrent souvent spéculer en ne vendant pas à l'avance à un prix qui pourtant serait suffisamment rémunérateur. Les filatures, de même, ne profitent souvent pas de la possibilité de se couvrir. Au Japon, par exemple, il est de règle de ne couvrir aucun achat et bien souvent les industriels d'Europe se sont laissés entraîner dans cette voie.

Aussi, le marché à terme, bon en soi, fonctionne-t-il très mal en matière de coton par la faute des usagers. Ce marché, le plus spéculatif qui soit, au lieu d'atténuer les variations de prix ne fait que les amplifier².

Cependant, si cet institut d'assurance contre les risques de fluctuation des prix qu'est la bourse, fonctionne mal,

1. C'est un fait bien connu et il suffit de vivre quelque temps dans un pays producteur de coton pour se rendre compte que cette habitude déplorable s'est répandue dans toutes les classes de la société et que chacun, selon ses moyens, passe des marchés fictifs.

2. L'exemple de juillet et août 1932 est frappant à ce sujet, malgré l'énormité des stocks, une simple information pessimiste sur la récolte 1933 provoqua une hausse de prix de 80 %, information erronée d'ailleurs mais qui, même réelle, n'eut pas dû provoquer une hausse supérieure à 20 %.

il serait injuste de lui attribuer des méfaits, dont il n'est pas coupable. Il faut se souvenir qu'en aucun cas, la spéculation ne modifie les courbes de longue durée des prix et que ce n'est pas la spéculation qui crée l'instabilité des prix, mais que c'est au contraire cette instabilité qui excite la spéculation et que celle-ci ne fait qu'accentuer un mouvement déjà commencé.

CHAPITRE II

ETUDE DE LA PERIODE DE BASE 1895-1914

On se contente presque toujours, dans l'étude de la situation cotonnière actuelle, de rechercher les modifications apportées par la guerre et de la rattacher arbitrairement à la situation en 1914. Or, précisément, l'argument le plus fort, tendant à prouver que la crise cotonnière n'est pas due à la surproduction, est basée sur la comparaison de la consommation et de la production des filatures durant ces dernières années, avec la consommation et la production des années qui ont directement précédé la guerre.

Cette comparaison n'a évidemment de valeur que si on connaît exactement le terme de base, c'est pourquoi nous croyons indispensable de préciser, dans la mesure du possible, la situation cotonnière de la période 1895-1914. Nous ne ferons ainsi que définir l'étalon qui servira à mesurer tous les éléments rencontrés dans les pages qui vont suivre.

Section I. — Progression de la production et de la consommation.

Il a été déjà indiqué que la production américaine¹

1. Il est préférable pour cette période de comparer les récoltes américaines en raison de l'imprécision trop grande des chiffres exprimant le total des récoltes mondiales. La production mondiale suit vraisemblablement le même rythme, la production américaine en représentant toujours les 50 à 60 centièmes.

qui était de 1.000.000 de balles en 1830, atteignait 5.198.000 balles en 1860 et 7.115.000 balles en 1894¹.

A partir de 1894, le développement s'accélère encore et la production mondiale passe successivement par :

14.726	milliers de balles de 500 livres en 1902-03
14.159	— — — — 03-04
17.944	— — — — 04-05
15.651	— — — — 05-06
18.614	— — — — 06-07
15.475	— — — — 07-08
18.030	— — — — 08-09
15.289	— — — — 09-10
16.870	— — — — 10-11
21.015	— — — — 11-12
20.890	— — — — 12-13
23.280	— — — — 13-14

La consommation des filatures suit la même progression :

8.751.000	balles en	1887-88 ²
12.960.000	—	97-98
14.028.000	—	02-03
16.281.000	—	07-08
21.700.000	—	12-13

Le nombre des broches augmente dans des proportions énormes :

Nombre de broches en millions :

1890	91	1910	133
1895	97	1913	143
1904	112	1914	150

1. Chiffres cités dans le rapport de la Commission permanente des valeurs en douane, année 1913.

2. Chiffres cités par M. Leroy-Beaulieu (*Economiste français*, 1911,

Cette augmentation se trouve encore amplifiée du fait de l'accroissement de puissance des broches nouvelles.

Production annuelle d'une broche de chaîne de 28 :

1855	17 kgs
1890	20 —
1910	30 —

En tenant compte de ce facteur, la capacité de production de filé a augmenté de 132 % de 1895 à 1914. Il est fort vraisemblable que, dans cette période, la capacité productrice des métiers à tisser augmente parallèlement.

En résumé, de 1895 à 1914, la production de matière première et la consommation augmente de 85 % environ, tandis que la capacité de production des industries croît de plus de 130 %.

A se borner à l'examen de ces chiffres, il semblerait que malgré le léger déséquilibre entre la production et l'outillage, que cette période fut pour le cultivateur comme pour l'industriel du coton une ère de prospérité, mais ils sont loin d'indiquer la situation réelle. L'industrie cotonnière subit, en effet, un malaise prolongé qui, sensible dès 1904, s'accrut en 1910 et se fit sentir jusqu'à la guerre. Il est indispensable de rechercher les causes de ce malaise pour comprendre à quel point était anormale la position industrielle de cette époque.

Nous exposerons successivement : les variations du prix du coton fibre, la position des industriels.

Section II. — Prix du coton fibre.

On ne doit pas oublier que la période envisagée est une période de hausse générale des prix très accentuée, aussi convient-il d'observer la hausse du prix du coton comparativement à ce mouvement d'ensemble.

En raison des variations annuelles des récoltes et des variations de prix qui en résultent¹, nous ne tiendrons compte que des prix indiqués par la courbe de longue durée. (C'est la droite de longue durée des logarithmes de prix qui sera utilisée, cette droite étant dans le cas présent plus précise que la courbe de longue durée des prix réels).

On en déduit, pour le marché du Havre (voir Planche I), un taux annuel d'accroissement des prix de 3,6 % tandis que les indices fictifs des prix des années extrêmes 1895 et 1914 sont de 64,25 et 121,20, soit une augmentation de 88 %.

Quant aux indices des prix en France obtenus par le même procédé, ils sont de : 82,5 en 1895 et de 114,7 en 1914, soit une augmentation de 39 % seulement. On voit par ces chiffres que la hausse du coton fibre se sépare nettement du mouvement général des prix et que son ampleur est beaucoup plus grande.

Il reste à chercher une explication, mais une remarque liminaire semble indispensable².

Il est bien évident que la production des matières première influe sur les prix, tout autant que leur consommation; autrement dit, le prix est une combinaison de l'offre et de la demande. Or, dans le cas du coton, contrairement à ce qui se produirait pour des matières premières extractives de production plus stable que la consommation, c'est au contraire la consommation réelle qui varie ici plus lentement, c'est donc la production qui devrait exercer une action prépondérante sur l'orientation des prix. C'est

1. Voir à ce sujet : Moore : *Forecasting the yield and prices of cotton*.

2. Nous insistons un peu sur ce point car nous aurons l'occasion de voir le même processus se reproduire de 1926 à 1930.

PLANCHE I

PRIX DU COTON BRUT AMERICAIN (MIDDLING) AU HAVRE

(Moyennes annuelles - Indices calculés
en prenant comme base les années 1901-1910).

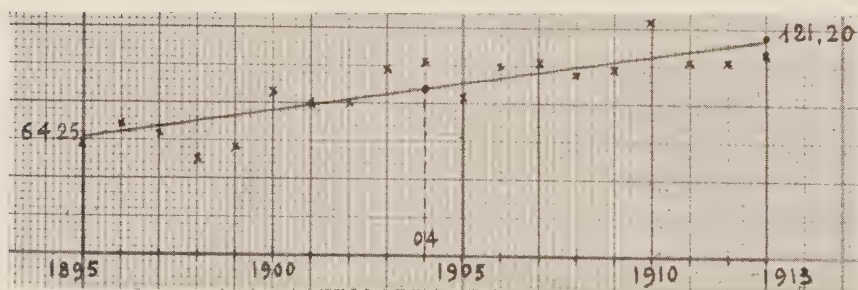
Année	Prix	Indice		Année	Prix	Indice
1895	46.35	63.39		1905	62.56	85.56
1896	51.98	71.09		1906	73.27	100.20
1897	48.59	66.45		1907	80.68	110.34
1898	41.14	56.26		1908	70.26	96.09
1899	54.56	60.94		1909	77.00	105.31
1900	65.67	89.81		1910	96.85	132.45
1901	58.22	79.62		1911	74.98	102.54
1902	58.55	80.07		1912	75.90	103.12
1903	74.93	102.47		1913	78.20	106.95
1904	78.84	107.82		1914	—	—

COURBE DE LONGUE DURÉE DES INDICES LOGARITHMIQUES :

Pente de la courbe : 0,01531

Raison de la progression : 1,036

Valeurs extrêmes des indices : 64,25 et 121,20.



bien d'ailleurs ce qu'on observe en période normale, mais si, pour une raison ou une autre, des fluctuations de cours surviennent, ce mécanisme peut se trouver faussé.

En effet, à côté de la consommation réelle, correspondant à des besoins individuels, il faut tenir compte de la consommation spéculative. Quand les prix sont en hausse, comme cela est le cas dans la période étudiée et pour une cause que nous rechercherons, la consommation spéculative croît, entraînant une augmentation de prix qui accentue encore à son tour la demande spéculative. Cette hausse se poursuit ainsi jusqu'au moment où la production ou les stocks en usines sont nettement trop en avance sur la consommation individuelle. Une nouvelle période s'ouvre alors pendant laquelle il faut résorber les stocks.

Or, pendant la période 1895-1914, nous ne croyons pas que la hausse des prix soit due uniquement à l'accroissement de la consommation réelle, mais bien plutôt à la politique d'union des producteurs poussant le cours vers la hausse et entraînant, par contrecoup, la demande spéculative des filatures.

C'est en effet, au début du siècle que les planteurs cotonniers se chargent de provoquer eux-mêmes la hausse. Des associations se sont constituées comme la « Farmers Educational and Cooperative Union » (en 1902) et la « Southern Cotton Association » qui réunissent très rapidement près de 3 millions et demi d'adhérents. Ces associations délibèrent sur la question des prix et favorisent la création d'entrepôts de coton, mais leurs résultats eussent été sûrement moins nets sans l'amplification due, d'une part, aux éléments précédemment analysés et, d'autre part, à la hausse générale des prix et à l'augmentation de la consommation individuelle, quoique ce dernier facteur

soit resté bien faible, comme le prouvera l'étude rapide de la situation de l'industrie cotonnière.

Section III. — La situation de l'industrie cotonnière.

Devant l'augmentation des cours du coton brut, les industriels, aussi étrange que cela puisse paraître, ne peuvent élever leurs prix de vente. Ils se trouvent dans une situation exceptionnelle, alors que les métallurgistes élèvent les leurs de 30 à 40 %, les prix des tissus et filés restent à peu près stationnaires. On est bien obligé donc de conclure que la demande était loin d'être ferme.

En 1912, sur 140 usines du Lancashire, 34 n'ont distribué aucun dividende à leurs actionnaires. Certains industriels pensent que le moyen de lutter contre les inconvénients de la spéculation est de se couvrir au fur et à mesure des marchés de fournitures qu'ils font, mais cela ne permet aucun bénéfice, alors qu'au contraire, ils gagneraient beaucoup à acheter le coton brut à des prix inférieurs à ceux pratiqués à l'époque où ils passeront leurs marchés de vente de filés. A ce propos, citons le passage suivant de l'article de M. Deschamps¹, qui permet de se rendre un compte exact de la situation.

« Le filateur, qui, évitant toute spéculation et même tout négoce, se serait fait une loi de ne pas s'approvisionner de coton sans vente correspondante et de ne pas vendre de filés sans se couvrir aussitôt, ne demandant de bénéfice qu'à son industrie, ce filateur aurait pendant les vingt dernières années, gagné annuellement un peu moins de 2 centimes au kilogramme, c'est-à-dire une somme dérisoire qui ne permettrait même pas de reconstituer le matériel.

1. *L'industriel textile*, février 1913.

Si des filateurs se sont enrichis depuis vingt ans, ce n'est donc pas à leur industrie qu'ils le doivent, mais à leur habileté commerciale, tantôt à des ventes hardies faites sans couverture, tantôt à des spéculations heureuses sur la matière première ».

Après avoir ainsi rapidement analysé quelques éléments situant la position de l'industrie cotonnière dans les années qui ont précédé la guerre, nous croyons pouvoir dire qu'on se trouve en présence d'une période de surproduction caractérisée, que la consommation individuelle est stimulée d'une façon toute factice par des prix anormaux, dont souffre l'industrie, alors que les planteurs profitent très largement du mouvement général de la hausse.

La conclusion de tout ceci est donc que si l'on est amené à établir une comparaison avec la période base 1895-1914, il conviendra de ne jamais oublier sa nature anormale.

CHAPITRE III

EVOLUTION ET TRANSFORMATION

DE LA SITUATION COTONNIERE de 1914 à 1918

La crise cotonnière actuelle dont nous étudierons l'évolution, commença de se manifester en 1927. C'est à cette date qu'après avoir atteint son point culminant, la consommation s'orienta vers la baisse.

Ne croyant pas devoir regarder la crise cotonnière comme un cas particulier et une conséquence de la crise générale, mais considérant qu'en dehors de la sous-consommation imputable aux restrictions qui résultent de cette dépression mondiale, il existe des causes propres à l'organisation cotonnière, nous essaierons d'étudier dès à présent l'évolution de cette organisation pour en rechercher les défauts.

Nous nous bornerons d'ailleurs dans ce chapitre à n'observer que les faits que nous tenterons d'analyser plus tard.

Section I. — La période 1914-1918.

L'industrie des pays neufs¹.

Ralentissement et déplacement géographique de la consommation suivis d'un déplacement géographique de la

1. Nous donnerons dans ce chapitre les principaux chiffres utiles, de façon à décharger le texte dans la partie traitant de l'étude des causes de la crise.

production industrielle, telles sont les caractéristiques de la période de guerre.

La récolte de 1914 atteignait un volume qui n'avait jamais été approché; la crise des prix qui en résultait, les circonstances exceptionnelles de la guerre, furent le point de départ d'une réduction de la culture qui ramène à 20.948.000 balles la récolte de 1919, soit une diminution de 18 % sur la moyenne des cinq dernières années d'avant-guerre.

D'autre part, les grands marchés de cotonnade d'Orient sont en partie abandonnés par leur principal pourvoyeur, le Lancashire, occupé par le marché intérieur et les fournitures aux armées. Les frais de transport et l'assurance alors énormes, rendaient d'ailleurs ses produits prohibitifs.

L'occasion était belle pour l'industrie cotonnière japonaise qui avait établi ses premières manufactures en 1881 et dont le développement commençait à prendre quelque ampleur. Le Japon commença par importer un grand nombre de machines des Etats-Unis et ce qui donna encore plus d'impulsion à la production textile, ce fut l'invention d'un métier automatique produisant 15 % de plus que le métier le plus rapide.

Il n'y a pas de doute que, sans la guerre, l'industrie japonaise eut progressé, mais sur un rythme beaucoup plus lent.

Un fait permet de mieux se rendre compte de l'invraisemblable concours de circonstances qui favorisa cet essor et des habitudes commerciales japonaises qui sont encore celles d'aujourd'hui. Au début des hostilités, les industriels japonais achetèrent des quantités massives de coton et l'augmentation que subirent les cours de cette matière

première, leur procura des bénéfices beaucoup plus considérables que ne leur auraient donné les filatures ou les tissages. Ces bénéfices furent employés à la création d'une grosse industrie, comme le seront plus tard une partie importante des bénéfices résultant du « boom » qui prit fin en 1927.

Dans les autres pays industriels d'Asie, le développement, durant cette période, est moins net, surtout au point de vue outillage.

Voici quelques chiffres qui permettent de mesurer l'amplitude des modifications créées par la guerre en Extrême-Orient¹.

	Japon			Chine			Inde		
	1910	1914	1919	1910	1914	1919	1910	1914	1919
Consommat. en mill. bal- les	881	1.554	1.694	400.	450.	950	1.935	2.143	2.086
Broches (mil- liers)	1.897	2.657	3.117	1.500	1.585	1.585	6.196	6.779	6.690
Métiers (mil- liers)	10	25	38	4	5	5	83	104	116

Pourcentage des importations anglaises et japonaises
sur les marchés d'Extrême-Orient.

Marché	Inde		Chine		Indes Néerlandaises	
	Fourni par Gde-Bretagne	Japon	Gde-Bretagne	Japon	Gde-Bretagne	Japon
1913....	97 %	1 %	50 %	33 %	45 %	1 %
1920....	87 %	10 %	27 %	57 %	36	19 %

Ces chiffres donnent nettement une idée de la différence de politique des industriels japonais et de celle de la Chine et de l'Inde, développement de l'outillage et de la puissance de production d'une part et utilisation du matériel existant de l'autre.

Nous verrons que ce progrès des industries cotonnières d'Extrême-Orient est loin de se ralentir à la fin de la guerre,

1. Ne pas établir d'après ces chiffres des comparaisons entre ces trois pays, en raison des différences de l'outillage et des modes d'établissement des statistiques.

mais il était intéressant de voir le rôle catalytique des événements de 1914-1918 dans une évolution qui pourrait paraître invraisemblable.

Section II. — L'après-guerre. Les prodromes de la crise.

§ 1. — *La Production.*

La moyenne de cinq récoltes de 1910 à 1914 était de 25.640.000 balles, la récolte de 1918-19 était de 30.948.000 balles seulement¹. Depuis cette époque, la production croît régulièrement jusqu'à atteindre en 1927, le chiffre de 34.685.000 balles soit une augmentation de 17 % sur la base 1910-1914, mais il est préférable de tenir compte des récoltes moyennes quinquennales.

1910-14	25.640.000 balles.	Indice : 100
1915-19	24.349.000	— — 95
1920-24	22.322.000	— — 87
1925-29	29.275.000	— — 114

C'est en 1925, que la production atteint son chiffre de 1913, mais elle le dépasse rapidement et on voit que la moyenne durant la période 1925-29 dépasse celle de 1910-14 de 14 %.

Le tableau détaillé de la Pl. II appelle quelques observations.

Il faut noter, en effet, le parallélisme frappant qui existe entre la courbe de la production mondiale et celles des productions de l'Inde et des Etats-Unis, ces deux pays produisant constamment près de 75 % du total du coton brut. Quant à l'accroissement imputable aux 15 % restants, il faut l'attribuer surtout à la mise en culture de nouveaux

1. Chiffres un peu différents de ceux indiqués précédemment mais que nous préférons employer à présent en raison des comparaisons à établir et qui sont extraits de l'*Amiral Handbook* de Londres.

En millions de balles (déchets compris)						Indic. Product. Quinquen			
Année	U.S.A.	Inde	Egypte	Di v	Total	U.S.A.	Inde	Egypte	Total
1909-1910	10.610	5.317	673	2.768	19.368				
1911	12.120	4.587	984	6.324	24.015				
1912	16.108	4.178	965	6.374	27.625	100	100	100	100
1913	14.106	4.692	969	7.716	27.483				
1914	14.882	6.149	970	7.804	29.805				
1915	15.108	4.753	832	6.991	27.684				
1916	12.93	5.414	728	7.663	26.733				
1917	12.941	4.827	631	5.813	24.212	95	91	79	95
1918	11.907	4.000	714	5.538	22.59				
1919	11.640	3.1	718	4.919	20.980				
1921	11.377	4.921	445	3.986	20.729				
1922	11.635	6.109	764	3.498	22.024	86	117	84	87
1923	11.283	6.54	945	4.193	23.075				
1924	11.290	6.30	927	4.399	22.946				
1925	14.698	6.670	935	5.410	27.713				
1926	15.615	6.556	946	6.353	29.70				
1927	19.206	6.027	1.034	6.418	32.685	117	123	107	114
1928	14.444	5.963	906	5.705	27.018				
1929	15.785	5.811	1.076	6.817	29.489				
1930	14.574	5.260	870	7.104	27.748				
1931	13.925	5.253	995	8.131	28.304				
1932	17.112	4.078	991	6.911	29.092	111	99		107
1933	15.100	5.121	—	—	24.500				

pays sud-américains, des colonies françaises et belges, de la Russie soviétique, etc.

Production en millions de quintaux¹

<i>Pays</i>	<i>Période 1909-1913</i>	<i>Période 1926-1929</i>
Brésil	907	1.128
Mexique.....	437	577
Pérou.....	261	552
Argentine	6	238
U. R. S. S.	1.960	2.460
Colonies françaises et belges	—	—

§ 2. — *La Consommation. Les Prix.*

Alinéa I. — Pour les motifs qui seront indiqués, la courbe de la consommation n'est pas parallèle à celle de la production durant les années comprises entre 1919 et 1928 (Voir Pl. IV et PLV).

La consommation qui était tombée en 1919 à 21.515.000 balles, se relève en 1920 pour redescendre encore plus bas en 1921 (19.118.000 balles). Depuis cette date, la consommation croît à peu près régulièrement, atteint en 1925 le niveau d'avant la guerre, le dépasse, accélère son mouvement pour parvenir au chiffre de 26.501.000 balles en 1928². Ce maximum atteint, la courbe, change de direction et s'infléchit assez rapidement.

1. Chiffres donnés par l'Institut International d'Agriculture de Rome.

2. Certaines statistiques indiquent 1927 comme année de consommation maximum. Voici les chiffres donnés par la Fédération Internationale :

1926	—	24.681
1927	—	26.141
1928	—	25.540
1929	—	25.882
1930	—	25.209

Alinéa II. *Les prix. Le coefficient d'inutilisation du coton.*

— Nous avons précédemment vu que les prix ne résultaient pas uniquement de l'abondance des récoltes et qu'inversement, les prix n'avaient qu'une influence limitée et lente sur les volumes de celle-ci, en raison de la confiance exagérée des cultivateurs.

Aussi, bien qu'ayant une utilité capitale, le facteur-prix est-il insuffisant pour mesurer l'intensité de la crise cotonnière.

Remarquons cependant que, depuis 1924, les cours du coton décroissent constamment, comme on peut s'en rendre compte par le graphique de la Pl. III. (La moyenne des prix fictifs donnés par les droites de longue durée des prix les plus hauts et les plus bas, est de 27,40 en 1924 et de 18,52 en 1928, soit une diminution de 32 %¹.) On voit très nettement aussi que l'écart entre les prix extrêmes d'une même année va en diminuant (le pourcentage de l'écart au prix moyen qui est de 44 % en 1924, tombe à 30 % en 1928), par suite de l'importance des stocks qui atténue la spéculation en diminuant l'influence des prévisions (les cours les plus hauts tombent de 49 % alors que les cours les plus bas ne descendent que de 40 %).

En raison de l'insuffisance de l'indice de prix, nous essayons de le compléter par un élément supplémentaire.

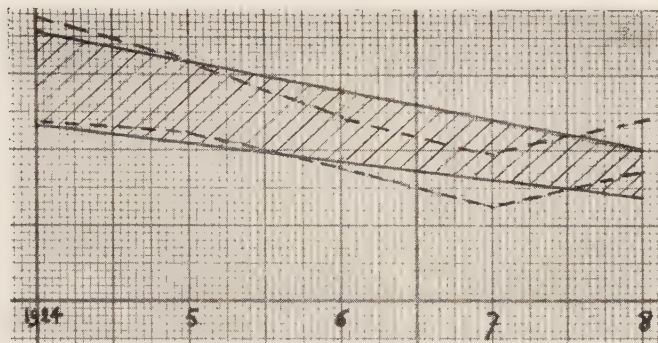
Il serait possible d'étudier les variations des stocks, mais ceux-ci sont liés aux récoltes. Quand une récolte est abondante, les stocks s'accumulent sans que cette accumulation dénote pour cela un malaise permanent aussi, peut-on essayer de corriger quelque peu ce défaut en ne considérant, non pas les stocks, mais « l'indice d'inutili-

1. Cette baisse des prix ne peut-être imputée à l'appréciation de l'or, résultant du retour à l'étalon or, la réduction résultant de ce fait ne dépassant pas, pour la plupart des matières premières 10 %.

PLANCHE III

PRIX DU COTON A NEW-YORK

— — — — — Prix réels.
 - - - - - Prix fictifs.



Année	Cours le plus haut	Cours le plus bas
1924	37.65	23.50
1925	31.50	22.15
1926	24.75	17.85
1927	19.20	12.15
1928	23.90	17.00

Prix fictif moyen en 1924 (donné par la droite de longue durée) . . . 27.40

— — — 1928 18.52

Diminution du prix fictif moyen : 32 %

Pourcentage de l'écart des prix extrêmes au prix moyen en 1924 0.44

— — — — — 1928 0.30

sation » établi en calculant pour chaque année, le pourcentage de la récolte non consommée¹.

Malgré ces imperfections, la courbe d'inutilisation donne des indications assez précises. On peut remarquer d'abord, qu'il y a une correspondance presque parfaite entre les maxima de cette courbe et de celle des prix et qu'à la pente ascendante de la première correspond une pente descendante de la seconde.

L'examen de l'indice d'inutilisation montre que celui-ci se maintient assez haut à partir de 1924, expliquant ainsi les débuts de la baisse des prix et de la crise. En effet, dès 1924, l'indice croît très sensiblement et dès 1926, *la situation s'aggrave* par suite de l'abondance de la récolte, mais se trouvant en période d'augmentation de consommation et d'optimisme, l'excédent se résorbe momentanément. Survient la mauvaise récolte de 1928, les prix croissent mais pas longtemps, car on s'aperçoit vite que le déficit n'est pas suffisant pour faire disparaître les stocks constitués précédemment, on se rend compte de la surproduction et la légère hausse se transforme en chute rapide des cours qui ira en s'accéléralant comme nous le constaterons plus loin.

En résumé, la spéculation et la crainte de voir la matière première manquer malgré les stocks, masquent pendant quelques années l'existence d'une surproduction, ce n'est que le jour où une récolte déficitaire se montre incapable de les faire disparaître, que la situation s'éclaircit et que le pessimisme s'empare des spéculateurs.

1. Le calcul lui-même n'est pas parfait, car les chiffres de la production devraient être diminués des déchets, or, ceux-ci ne sont jamais exactement connus. D'autre part, il serait préférable de considérer plutôt le rapport de ce qui n'est pas consommé au total de ce qui est disponible chaque année, c'est-à-dire à la somme du produit de la récolte et des stocks existants résultant des excédents des années précédentes, mais l'imprécision de ceux-ci rendrait l'indice illusoire.

PLANCHE IV

PRODUCTION. CONSOMMATION

Stocks et indice d'inutilisation.

<i>Année</i>	<i>Production</i>	<i>Consommation</i>	<i>Stocks</i>	<i>Indice d'inutilisation</i>
1919	20.948	21.515	4.773	2.7
1920	22.838	21.564	4.691	5.6
1921	20.729	19.118	6.041	7.7
1922	22.024	19.335	3.639	12.2
1923	23.075	21.393	2.098	7.2
1924	22.946	22.016	1.847	4.0
1925	27.713	22.718	2.325	18.0
1926	29.470	24.400	3.601	17.2
1927	32.685	25.837	4.867	20.9
1928	27.018	26.501	4.327	1.8
1929	29.489	25.471	3.799	13.6
1930	27.748	25.610	5.453	7.7
1931	28.304	23.838	7.428	15.7
1932	29.092	23.799	9.074	18.2
1933	24.000			

Nous croyons pouvoir dire dès à présent que la crise dont le début se place en 1928 est en grande partie la conséquence de l'excédent de coton fibre sur les besoins de la consommation industrielle qui, elle-même dépassait les besoins réels du monde.

Section III. — Développement comparé de la production cotonnière.

On aurait une idée incomplète de l'importance du développement de la production cotonnière durant la période 1914-1929, si on n'établissait pas une comparaison avec celui d'autres produits.

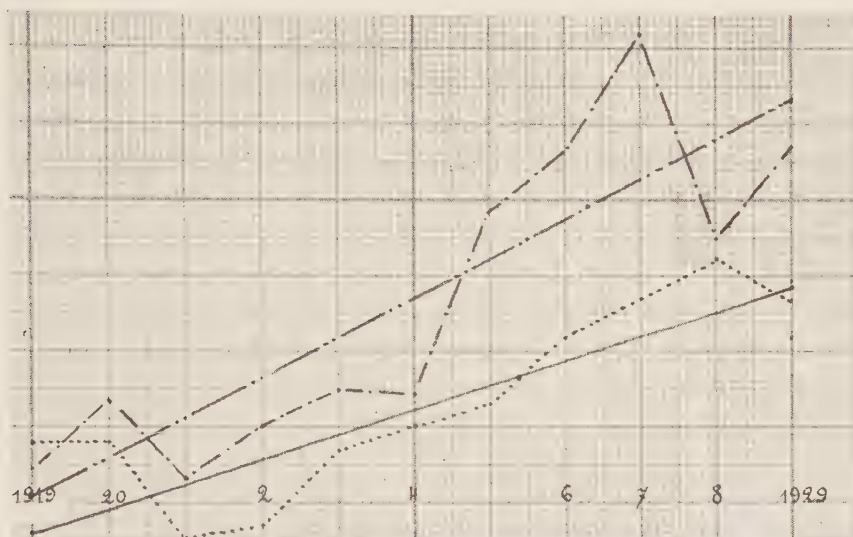
Voici, basé sur la moyenne 1910-14 (compté 100) la production moyenne pendant les années 1925-1929 de quelques articles essentiels de grande consommation.

Lin	78	Café	127
Laine	109	Blé	130
Coton.....	114	Acier	150
Soie naturelle	150	Cuivre	200
Soie artificielle ...	1.610	Automobile	985

On voit que parmi les textiles usuels, le coton semble être de ceux ayant progressé le plus (l'accroissement considérable de la soie artificielle est dû surtout à l'étroitesse de la base 1910-14).

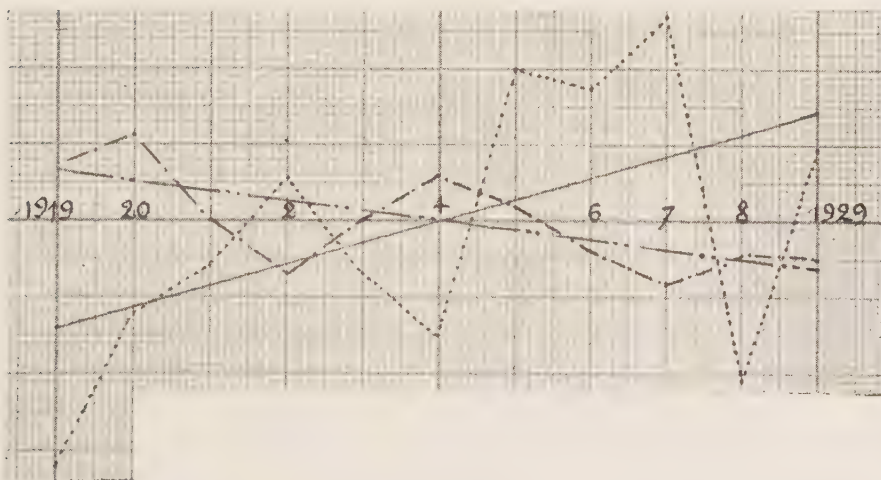
Si l'on compare maintenant les progressions de la production cotonnière et des objets mentionnés dans la deuxième colonne, on s'aperçoit que pour ces derniers le mouvement est plus accentué. Cette constatation ne devait pas manquer de faire dire aux producteurs et aux indus-

VARIATION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION
DE 1919 A 1929



Courbe de longue durée de la consommation
 — réelle —
 -.-.-.-. — de longue durée de la production.
 ———— — réelle —

VARIATION DES PRIX ET DE L'INDICE D'INUTILISATION
DE 1919 A 1929



——— — Courbe de longue durée de l'indice d'inutilisation.
 — réelle —
 -.-.-.-. — de longue durée des prix
 ———— — de longue durée des prix
 ———— — réelle —

triels du coton, que ce produit était loin d'avoir bénéficié de la prospérité générale, qu'il ne souffrait pas de surproduction, mais d'une simple sous-consommation momentanée.

Nous verrons ce qu'il convient de penser de cet argument.

DEUXIÈME PARTIE

Les causes de la crise cotonnière

Ayant analysé rapidement la situation du monde cotonnier dans la décade précédant la crise, il sera désormais possible de rechercher les causes de cette dernière et de la prospérité relativement moins grande de l'industrie qui nous occupe par rapport aux autres industries.

Il semble que crise et prospérité modérée s'expliquent de la même façon par le jeu de certains facteurs existant depuis longtemps déjà, mais qui se sont aggravés en 1927-1928.

Il est impossible de nier que la crise du coton, et la crise mondiale, ont des causes qui leur sont communes. Ce que nous voulons, c'est non pas séparer les deux crises, ce qui serait absurde, mais montrer que celle que nous considérons a des caractéristiques propres, et qu'indépendamment de la sous-consommation résultant du déséquilibre général, il y avait, dès 1928, surproduction caractérisée.

De plus, il convient de noter, que si certaines de ces causes peuvent n'être que temporaires, beaucoup, par contre, semblent avoir un caractère permanent, et sont, par suite, des facteurs déterminants de l'avenir.

Nous répartirons les divers facteurs à étudier en différents chapitres, mais il est bien évident qu'une telle classification est arbitraire et ne peut convenir qu'en raison de la commodité de l'exposition.

CHAPITRE PREMIER.

Nombreux sont ceux qui ont voulu voir dans l'accroissement de la population la justification du développement de la production cotonnière et certains industriels n'hésitent pas à affirmer que cette production est insuffisante pour les besoins du monde. La question est grosse de conséquences et il est bien évident que la politique future du coton est intimement liée à l'idée que l'on se fait des besoins de la consommation.

Section I. — La population.

Il est impossible, à l'heure actuelle, de se procurer une documentation statistique complète se rapportant au chiffre total de la population du monde.

Malgré cette impossibilité reconnue par le Comité économique de la Société des Nations¹ certains spécialistes des questions cotonnières n'hésitent pourtant pas à appuyer leur thèse de sous-consommation par des affirmations quelque peu hardies. Voici, à ce propos, une opinion montrant sur quelles bases se fonde l'optimisme de beaucoup d'industriels.

« Les démographes calculaient autrefois que la population du monde augmentait régulièrement de 4 % par an. Ce chiffre a été ramené par des travaux récents à 1 1/2 %

1. La situation économique mondiale S. D. N., 1932.

De 1913-1914 à 1929-1930, se sont écoulé 16 années, donc l'augmentation doit être de 40 %; or, la production cotonnière n'est que de 22.738.000 balles en 1913-1914, pour 26.733.000 en 1929-1930; c'est-à-dire une augmentation de 18 % seulement. Le développement de la production cotonnière est donc en retard de 22 % sur celui de la population mondiale. »

Une appréciation aussi décisive semble quelque peu exagérée, surtout si l'on compare les chiffres approximatifs fournis par l'*Annuaire Statistique International* de la S. D. N. aux chiffres d'avant guerre¹.

La population du globe qui était d'environ 1.650.000.000 en 1910 serait de 1.950.000.000 en 1928, ce qui représenterait une augmentation de 18 %. Même en doutant de la précision de ces indications, on voit que l'on est loin de l'augmentation de 40 % et il convient même d'ajouter que ce chiffre de 18 % est encore supérieur à ceux indiqués par de nombreux économistes qui préfèrent considérer que l'accroissement de la population est compris entre 10 et 15 %.

Il est un point à noter peut-être aussi intéressant que celui de la connaissance du total brut de la population mondiale, c'est le déplacement du centre de gravité de cette population. L'accroissement ne s'est pas fait uniformément, il a été plus rapide dans les régions où les richesses agricoles et minières n'avaient pas été encore exploitées. Cette modification amorcée par la guerre s'est continuée et accentuée pendant la décade 1920-1930 (En Californie, augmentation de près de 66 %; en Argentine, de 31 % et en Grande-Bretagne, de 6 % seulement).

Donc, en somme, il s'est produit depuis 1910 un accroissement de la population considérable dans les pays

2. Fournis par *La Statistique annuelle de géographie comparée*.

neufs, alors que ceux de vieille civilisation en enregistraient un très léger.

Quant à la production cotonnière, nous savons que celle de la période 1926-1929 marquait une augmentation de 14 % sur celle de la période 1910-1914. Il semble donc, que toutes choses égales d'ailleurs, la situation durant ces dernières années, soit identique à celle des années précédant la guerre.

Mais les conditions de la consommation sont-elles restées les mêmes? C'est à cette question que nous essaierons de répondre maintenant.

Section II. — Modification des habitudes et du Standard de vie.

La guerre a eu, et le fait est incontesté, une influence considérable sur l'évolution des usages et du standard de vie de tous les peuples. Dans cette transformation, le coton a-t-il gagné ou perdu de son importance?

Reprenons la comparaison de M. André Siegfried sur les limites d'altitude de civilisation enserrant la zone de consommation du coton et considérons tout à tour la limite supérieure ou inférieure.

§ I. — La limite supérieure est celle au-dessus de laquelle le coton n'est plus, ou beaucoup moins, consommé par suite du raffinement de la population joint à un développement économique avancé qui font préférer les produits plus fins, tels que le lin, la laine, la soie. Actuellement, comme avant la guerre, il n'existe pas un seul pays dont la population toute entière se passe de coton mais il est certain que dans ceux plus évolués, la fraction donnant la préférence aux tissus de luxe a considérablement augmenté.

La tendance d'origine américaine de démocratisation universelle s'est fait sentir; la politique des hauts salaires et les gains considérables de la période de prospérité ont accru les budgets, et dans ces budgets croissants une grosse part a été plutôt pour les objets de luxe.

Les pays où les modifications ont été les plus sensibles sont ceux, où, comme nous l'avons vu, l'augmentation de la population a été très faible; dans ces conditions il semble que la consommation de ces régions ait dû diminuer considérablement. Il ne faut pas oublier que la population rurale constitue les 3/4 de la clientèle des fabriques de cotonnades. Or, si les gains considérables réalisés par les agriculteurs après la guerre, par suite de la hausse de leurs produits, leur ont permis des dépenses de luxe, ils ont permis en même temps un gaspillage des produits du coton, qui restent indispensables à des travailleurs. Ce gaspillage, très relatif, d'ailleurs, serait dû au soin moins grand donné au linge et aux vêtements et à leur remplacement plus fréquent. Cet accroissement, tout factice, ne constitue pas un élément stable de la consommation, ainsi le relèvement escompté par les industriels en 1930 et 1931 pour le remplacement du linge, présumé usé, ne se produisit pas, prouvant que le paysan peut, sans grande gêne, le faire durer jusqu'à usure absolument complète, préférant cela à la privation d'une dépense de luxe.

Ainsi l'examen de ce qui se passe à la limite supérieure de la zone du coton, semble indiquer qu'après une période anormale succédant à la guerre, la modification des habitudes des pays de civilisation avancée ait eu pour effet d'accroître surtout les dépenses de luxe sans augmentation parallèle des dépenses de nécessités, et ceci dans toutes les classes de la société.

§ 2. — Quant à la limite inférieure, c'est-à-dire, celle au-dessous de laquelle l'individu ne recherche plus les produits de coton, elle est plus incertaine. L'effort commercial des industriels s'est porté plutôt sur les pays de mise en exploitation récente où la population croît rapidement, négligeant les pays primitifs de peuplement ancien.

Donc, à ne considérer que la condition d'altitude, il semble que les couches sociales clientes des productions de tissus de coton, aient diminué. Cela ne signifierait encore rien si maintenant nous ne cherchions à savoir quelle a été la variation d'intensité de la consommation dans cette zone amenuisée.

Dans les régions de civilisation primitive, mais en rapport avec les pays de vieille civilisation dès avant la guerre (colonies riches) l'augmentation de l'activité et des rapports a eu pour conséquence, de diminuer la part faite au coton considéré comme article de luxe au profit d'autres produits (tabac, alcool, armes, etc.).

Les pays de gros peuplement récent (Argentine, Californie, etc.) ayant profité à leurs débuts d'une période de prospérité inouïe, n'ont consacré au coton que le strict minimum.

Quant au grand consommateur de coton qu'est l'Asie, le standard de vie y a évolué énormément, mais les guerres et les troubles sont venus paralyser l'essor de la consommation sans parler de la crise de l'argent métal dont nous verrons les effets.

Dans les pays d'Europe et les Etats-Unis, où, malgré tout, une partie de la population a recours au coton pour les vêtements d'usage, un facteur nouveau est venu diminuer la consommation, c'est la mode.

La mode, et principalement la mode féminine, a évo-

lué depuis 1914 dans le sens d'une diminution de l'emploi de tissus (jupes courtes, sous-vêtements étroits et légers) On estime en France, actuellement, qu'une femme utilise pour s'habiller environ moitié moins de tissus qu'avant la guerre.

Aussi, malgré certains usages nouveau du coton (isolants électriques, rubans de machines à écrire, pneus) la consommation en poids par tête en France pour 1930 était-elle *inférieure de 20 %* à celle de 1913.

Section III. — Les produits concurrents.

Nous avons vu que la transformation des usages avait eu pour résultat de développer la consommation des textiles plus fins que le coton au détriment de celui-ci. Il est bon de savoir dans quelle proportion a pu avoir lieu la substitution.

I. — La soie artificielle.

Nous nous proposons de voir avec quelques détails dans la troisième partie, le rôle que semble devoir jouer dans l'avenir la soie artificielle, qui apparaît, dès à présent, comme un ennemi redoutable du coton. Nous nous bornerons, à présent, à apprécier l'importance de la concurrence de cette fibre nouvelle sur la crise cotonnière.

Malgré son rapide essor, depuis la guerre, l'industrie mondiale de la soie artificielle ne produisait en 1928 que 174.000 tonnes métriques, soit en poids moins de 3100 de la production cotonnière. Dans ces conditions, il est impossible de voir dans la concurrence de ce produit nouveau une cause sérieuse de la chute des prix du coton, d'autant plus qu'il ne s'est pas toujours comporté en ennemi, mais a parfois fourni au coton, un écoulement plus facile utilisé avec lui dans l'industrie des tapis, du linge, etc...

II. — Les autres textiles.

La tradition et l'habitude ont certainement un grand rôle modérateur empêchant les variations brusques de la consommation. Ce modérateur si puissant, surtout pour les peuples d'Orient, n'a pas pleinement joué depuis la guerre. Le besoin de luxe qui se fit sentir fortement chez les peuples atteints par le bouleversement de 1914-1918 se répercutera sur les peuples qui lui furent le plus étranger par l'intensification des échanges et des relations. C'est ainsi que le coton qui entraît, en grande partie, dans la confection du costume national d'un grand nombre de pays, a cédé la place à la laine quand ce costume fut remplacé par le vêtement européen.

La stabilisation de ces nouvelles mœurs orientales semble faite actuellement.

Dès le début de 1931, nous avons vu que les industriels cotonniers prévoyaient une reprise de la consommation due à l'usure des objets de coton indispensable; or, cette reprise ne vint pas, le consommateur préférant acheter de la bonneterie, du tissu de laine, de soie ou de toile fine, de plus long usage. C'est ce qui explique la tendance générale de l'industrie cotonnière à fournir des produits de plus en plus fins¹.

1. On pourrait s'étonner du fait que l'indice de la production du lin pour les années 1925-29 soit de 78 (base 100 pour les années 1910-14). Cette crise de matière première tient au fait que la culture du lin est restée un monopole et que la Russie qui fournit 60 % dans les besoins mondiaux a diminué sa production de 30 % depuis la guerre, quoique la surface cultivée soit plus grande.

CHAPITRE II.

Le nationalisme économique.

Le nationalisme économique a eu, et a encore pour résultat, un déséquilibre désastreux de la production. Cette politique d'économie en vase clos a été pratiquée par la plupart des pays. L'industrie textile, en raison de la facilité relative de sa mise au point, de l'importance réduite de son outillage et de la facilité d'instruction de la main-d'œuvre, devait être des premières choisies pour la réalisation de ces plans économiques.

Section I. — Les causes.

Pendant la période de guerre, les échanges entre belligérants et neutres sont plus ou moins arrêtés, des mesures sont prises pour diminuer le plus possible les importations. Après les hostilités, on conserve ces habitudes de restriction en ce qui concerne l'emploi des produits étrangers, les barrières établies subsistent. Survient la crise des monnaies, la crainte du « dumping » des changes incite les gouvernements à renforcer leurs systèmes douaniers, en même temps la variation continuelle des valeurs relatives des monnaies démoralise le commerce régulier.

De plus, les événements ont prouvé qu'en cas de conflit, le ravitaillement en certains produits de toute première nécessité, ne peut être assuré que si le pays lui-même

ou ses colonies le produisent. C'est tout particulièrement le cas du coton indispensable à la fabrication des explosifs qui, par suite, joue un rôle essentiel dans la défense nationale.

Certains pays, d'ailleurs, se sont trouvés entraînés dans des essais de cultures coloniales, par la crainte de disette de matière première, les Etats-Unis employant, pour leur industrie, une portion de plus en plus grande de leur production¹. C'est le cas de la France et de la Belgique qui essaient d'utiliser certains de leurs territoires d'Afrique dans ce but.

Des pays neufs (Amérique du Sud) désireux d'une indépendance économique aussi grande que possible développent successivement culture et industrie cotonnières.

Il est intéressant de noter aussi que les corrections des frontières nationales après la guerre, rompant parfois l'équilibre existant entre la production des filatures et des industries du tissage d'un même pays, ont été la cause de la création de nouvelles filatures et de nouveaux tissages.

Section II. — Les conséquences.

Les conséquences de ce nationalisme économique sont loin d'avoir toutes contribué avec la même importance à la crise cotonnière.

Il serait ridicule d'attribuer une grande part de responsabilité aux nations colonisatrices qui s'efforcent de déve-

1. Voici ce que dit M. Henri Manuel dans un numéro de la Revue *Coton et Culture cotonnière* de 1926.

« En définitive, il faut se borner à constater que le magnifique essor pris par la production américaine à la fin du ^{XX}^{III}^e siècle a fait place à un certain ralentissement de cette production ou plus exactement une irrégularité beaucoup plus grande du rendement annuel de la récolte.

Seulement, si le pessimisme souvent exprimé à l'égard de la récolte américaine semble s'atténuer, le danger de disette garde son acuité, car les besoins augmentent. »

lopper dans leurs possessions africaines, la culture du coton. Il suffit, pour s'en convaincre, de se souvenir qu'en 1926, le coton colonial rentrait en France pour 2% seulement de la consommation des filatures.

Si pour le coton du Congo Belge ce rapport est un peu plus élevé, il est loin malgré tout de satisfaire à une partie importante des besoins de la métropole. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que cette culture africaine crée un débouché aux produits manufacturés de coton eux-mêmes. Voici à ce propos ce que dit M. Edm. Leplae, directeur général de l'Agriculture du Congo belge :

« La Culture du Coton avait donc avant tout un but d'instruction et de relèvement économique; son adoption dans les villages indigènes fut un premier pas vers la civilisation. En fait dans toutes les régions où la culture du coton fut généralisée, des indices de prospérité deviennent visibles dans tous les villages.

» Les femmes jusqu'alors presque nues, s'habillent d'étoffes européennes; les hommes achètent des outils européens, des fusils de chasse, des bicyclettes ».

De même, les résultats acquis par les nations sud-américaines sont actuellement encore sans influence profonde sur le marché du coton.

A notre sens, la conséquence désastreuse du nationalisme économique a été le développement inconsidéré de l'outillage qui stimula à son tour la production de coton fibre des anciens pays producteurs et de la Russie. Ce point est tellement important que nous étudierons successivement le développement de l'outillage et le déplacement du centre de gravité des forces industrielles qui en est la conséquence.

Avant de passer à cette étude, il est utile de préciser

que le nationalisme en matière cotonnière s'est surtout traduit par une protection douanière intense. A tous les stades de l'évolution de l'industrie, cette protection a fonctionné avec des modalités différentes.

Les pays à leurs débuts, en matière textile, imposent les articles communs déjà confectionnés, les articles filés étant admis en franchise. Puis au fur et à mesure du développement du tissage les gros articles filés sont taxés, les tissus plus fins sont frappés et finalement les articles filés de bonne qualité sont touchés à leur tour par les droits d'entrée quand l'industrie nationale complètement organisée est capable de produire tous ces articles.

CHAPITRE III

LA QUESTION DE L'OUTILLAGE .

Section I. — Le développement de la capacité productrice.

Nous avons vu que l'industrie cotonnière porte en elle-même un élément dangereux, savoir :

La séparation de l'industrie du tissage de celle de la filature. Or, il existait avant guerre une tendance à produire trop peu de coton filé par rapport aux besoins du tissage.

Ce phénomène s'explique par le fait que le tissage exige moins de capitaux et d'habileté professionnelle. Les pays neufs à cette industrie textile importent généralement le coton filé nécessaire au tissage, mais finissent par créer leurs propres filatures, n'achetant plus ou peu aux pays exportateurs lesquels trouvent des difficultés toujours plus considérables à écouler leurs stocks. Mais plutôt que de sacrifier une industrie fonctionnant bien, la tendance toute naturelle pour ces derniers pays est d'augmenter la production du tissage pour absorber le filé en excès, donc, en définitive, un accroissement général de l'outillage se produit.

Le tableau de la Pl. VI et le graphique sont très nets à ce propos. On y voit, d'une part, que le progrès est plus rapide, pour l'outillage équipant les filatures dans les pays où l'évolution de l'industrie cotonnière n'est pas terminée,

comme cela est le cas pour les Etats-Unis et l'Amérique latine, et d'autre part, l'accroissement plus rapide du nombre des métiers dans les pays exportateurs de filé avant guerre (Japon, Inde, Grande-Bretagne).

Le graphique de l'outillage mondial (PL. VII) montre l'existence d'un léger décalage entre la courbe « broches » et la courbe « métiers », ce qui ferait croire à une aggravation de la tendance à l'insuffisance de filés, mais il ne faut pas oublier que la productivité de tout l'outillage a varié depuis 1910 et quoiqu'il soit impossible d'avoir des renseignements exacts sur la productivité des tissages, il est fort probable que celle-ci est inférieure à celle des filatures en raison du perfectionnement très rapide des broches. Ceci, d'ailleurs, n'est vrai que pour l'ensemble de l'outillage mondial, car des progrès énormes ont été réalisés par l'invention de métiers mécaniques très perfectionnés au Japon.

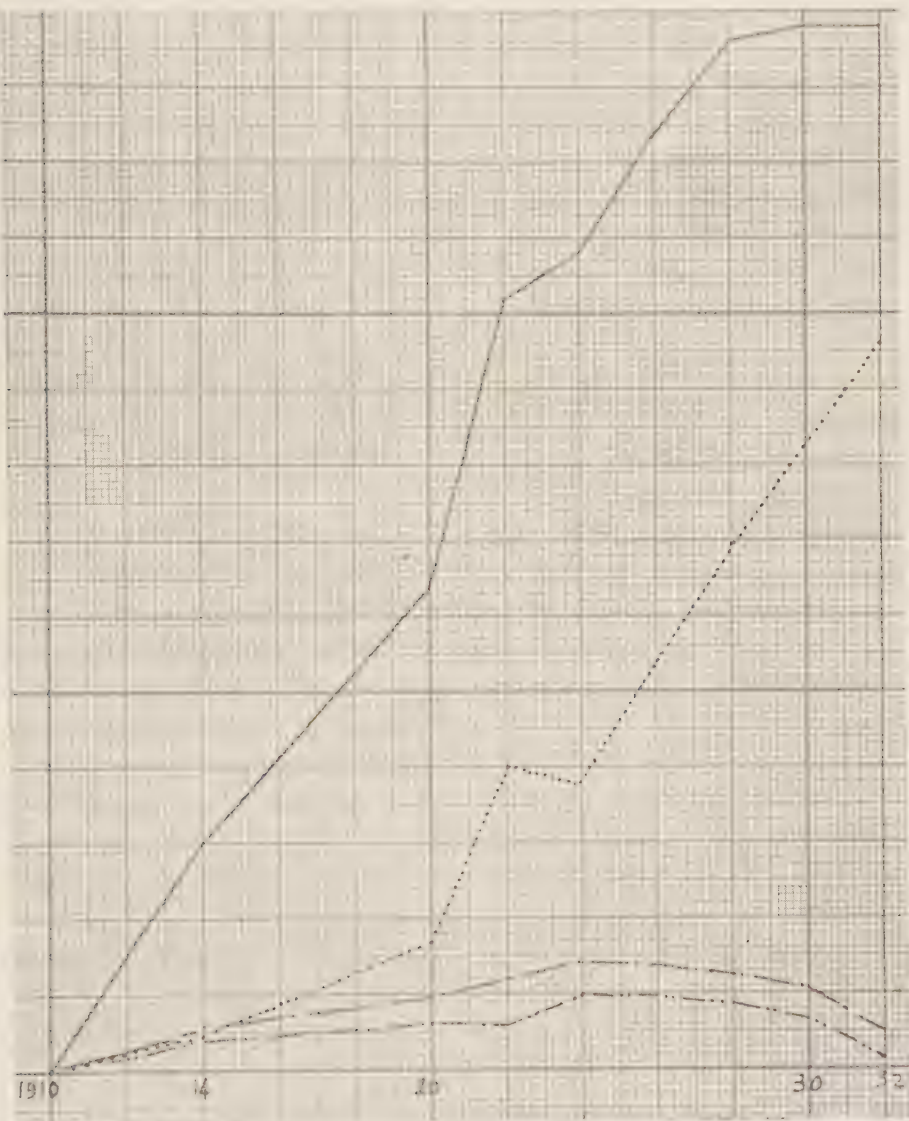
Aussi, semble-t-il, que l'antagonisme entre filature et tissage soit actuellement peu important, d'autant plus que les statistiques montrent que 90 % du coton filé est tissé dans le pays producteur; il se produit donc un équilibre national.

Ce qu'il faut retenir, c'est que cette situation d'équilibre national et mondial a été obtenue, non pas par une réduction de l'outillage trop abondant, mais par augmentation de l'outillage déficient, équilibre indépendant de la demande des consommateurs.

Les variations des deux outillages étant presque toujours de même sens, on pourra, dans ce qui va suivre, ne considérer que la moyenne des courbes des broches et des métiers qu'on appellera la courbe de l'outillage.

VARIATION DES INDICES DES BROCHES ET METIERS
AU JAPON ET AUX ETATS-UNIS

(Indice = 100 pour les nombres exprimant les existants en 1910)



- Métiers au Japon
- Broches «
- - - - - Broches aux Etats-Unis
- . - . - Métiers « «

Section II — Le déséquilibre entre l'outillage et la consommation.

Il nous reste à savoir si ce développement de l'outillage a été parallèle à celui de la consommation. Le tableau de la Pl. VII montre nettement que la courbe de l'outillage suit très sensiblement celle de la consommation et semblerait être la courbe de longue durée de celle-ci¹. Si apparemment, l'équilibre entre l'outillage et la production ne semble pas avoir été jamais rompu, la réalité est tout autre, et c'est au contraire le déséquilibre entre ces deux éléments qu constitue une des causes les plus graves de la crise cotonnière.

La raison de cette anomalie réside dans l'augmentation considérable du rendement de l'outillage dû aux progrès techniques mécaniques et à l'emploi de double ou triple équipes qui se manifestèrent au lendemain de la guerre.

Pour l'Europe, la production par broche qui était de 30 kr en 1910 atteignait 36 kgr. en 1928, soit une augmentation de 20 % due en partie au travail en double équipe organisé dans de nombreuses usines et conséquence de la loi de 8 heures. Au lieu d'un travail de 10 heures, les machines fonctionnèrent pendant 16 heures et même plus.

En adoptant ce chiffre de 20 % (chiffre sûrement inférieur à la réalité pour les industries d'Extrême-Orient) comme augmentation du rendement de l'outillage de 1910 à 1926 et en la combinant à l'augmentation quantitative de 24 % de l'outillage pendant la même période, nous arrivons à la conclusion que la capacité de production des

1. Le graphique montre que la courbe « métiers » suit de très près la courbe de la consommation avec cependant un léger retard et que le décalage est plus accentué entre cette dernière et la courbe « broches ». Ceci est très naturel d'ailleurs.

BROCHES ET METIERS EXISTANT DKS LES FILATURES ET LES TISSALES
(Indice — 100 pour les nombres expirant les existants en 1910).

	<i>Gde-Bretagne</i>		<i>Japon</i>		<i>Inde</i>		<i>Etats-Unis</i>		<i>Amérique latine</i>		<i>Total mondial</i>	
	Broches	Métiers	Broches	Métiers	Broches	Métiers	Broches	Métiers	Broches	Métiers	Broches	Métiers
1910	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1914	104	108	109	120	109	120	111	109	160	142	108	113
1919	103	106	130	131	107	131	118	111	160	146	110	116
1920	104	107	134	133	108	133	119	112	146	146	112	117
1921	104	106	159	134	109	134	124	113	160	158	113	113
1922	102	107	180	139	111	139	124	111	168	163	114	114
1923	102	107	192	127	64	127	150	117	165	163	116	117
1924	103	106	176	159	126	159	158	119	72	188	117	124
1925	104	106	201	316	132	166	128	119	210	191	120	125
1926	104	105	108	348	135	168	127	119	213	196	122	127
1927	105	103	221	368	136	173	127	117	241	200	124	129
1928	104	101	239	372	137	176	125	117	244	205	120	127
1929	103	99	252	384	137	180	123	116	240	205	120	125
1930	100	96	266	376	139	188	121	113	240	205	120	124
1931	100	88	280	376	144	192	114	104	246	207	119	120
1932	100	85	292	376	148	195	110	103	241	216	121	121

usines dépasse de 49 % celle de 1910. Devant l'énormité de ce chiffre, on conçoit l'importance de la question de l'outillage dans la crise. Ce qui peut étonner, c'est que cette crise ne se soit pas fait sentir plus tôt, nous en verrons plus loin la raison.

Notons, dès à présent, que la courbe de l'outillage est en baisse depuis 1927, ce qui prouve bien qu'il existait, dès cette époque, quelques circonstances défavorables.

CHAPITRE IV

LE DEPLACEMENT DU CENTRE DE GRAVITE DES FORCES INDUSTRIELLES.

Nous venons de voir que l'outillage équipant les manufactures dépassait de beaucoup la capacité de production utile pour la satisfaction des besoins de la consommation. De plus, le graphique de la Pl. VII montre que le fait n'est pas récent. Il y a donc lieu de s'étonner du maintien de cette situation anormale durant une période aussi longue. L'explication de cette résistance de l'industrie cotonnière doit être cherchée dans le fait du déplacement du centre de gravité des forces industrielles.

La charge de l'excès de l'outillage qui pouvait se faire sentir partout, a été atténuée pour certains et aggravée pour d'autres. La crise qui pouvait être générale depuis longtemps déjà, s'est transformée en crises locales. Les centres manufacturiers anciens ont dû abandonner certains de leurs débouchés aux concurrents plus jeunes en meilleure posture, supportant ainsi seuls, l'excès de capacité productrice. C'est le cas de l'industrie anglaise qui souffre de ce fait depuis 1921, alors que le Japon n'a ressenti aucun malaise et accroît constamment son outillage.

Il est intéressant de savoir à quoi attribuer ce déplacement; c'est ce que nous allons analyser rapidement. Pour éviter de morceler l'étude du développement de l'indus-

trie des différents pays nous ne nous arrêterons pas toujours à la période précédant la crise, mais souvent, nous envisagerons la situation jusqu'à l'heure présente.

Section II. — Le développement des industries d'Asie.

On connaît la plupart des causes expliquant la création de nouvelles industries cotonnières dans les pays jeunes dans l'organisation manufacturière : désir de ne plus dépendre de l'importation des produits étrangers, abandon par le Lancashire des marchés d'Extrême-Orient pendant la guerre. Mais, à ces causes générales, il faut ajouter, pour certains pays, l'existence de conditions favorables : proximité de la matière première, bas salaires, absence d'organisation syndicale, etc... L'étude rapide de quelques pays fera comprendre l'importance de ces différents facteurs.

L'augmentation, en Asie, du nombre des machines à filer et à tisser depuis 1914, n'est pas excessive, mais, comme on le sait, la machine en elle-même n'est pas un indice certain de production, les heures de travail, la vitesse des broches, la nature de la machine sont des facteurs qui doivent intervenir dans les comparaisons.

Suivant les statistiques de 1932, le nombre de broches utilisées en Asie atteindrait 20,5 millions, mais en tenant compte des différents éléments indiqués, la puissance productrice serait celle de 45 millions de broches du Lancashire. En 1927, il est vrai, le nombre de broches n'était que de 18 millions représentant à peu près 40 millions de broches anglaises.

Il est clair que toutes ces machines, dont la plupart sont récentes, et postérieures à la guerre, devaient déplacer et modifier les marchés orientaux du coton manufacturé, d'au-

tant plus que la proximité des fournisseurs de coton brut et des débouchés pour les tissus, était un autre facteur de succès¹. La nouvelle organisation bénéficie aussi d'une main-d'œuvre bon marché.

	Japon			Chine			Inde		
	1920	1927	1932	1920	1927	1932	1920	1927	1932
Consommat. (en milliers de balles)	1.784	2.195	2.720	2.044	2.113	2.633	1.000	1.800	2.363
Nombre de balles (en mil- liers)	3.329	5.742	7.535	6.690	8.714	9.312	1.585	3.588	4.498
Nombre de mé- tiers (en mil- liers)	42	77	78	118	159	182	24	34	

Examinons rapidement les caractéristiques des trois principaux pays : Japon , Inde, Chine.

Section I. — Le Japon.

Les progrès étonnants de l'industrie cotonnière de ce pays sont dus, en grande partie, au fait que son apprentissage étant terminé en 1914, il lui fut facile de profiter très largement des circonstances de la guerre. Il faut reconnaître que les qualités commerciales dont ont fait preuve les industriels japonais depuis 1918, sont aussi pour beaucoup dans leur succès. Durant la période de prospérité, les profits énormes servirent à constituer des réserves, à rajeunir les anciennes usines, et à augmenter le matériel, alors que le Lancashire dissipait la plus grande partie de ses bénéfices. Aussi, malgré la crise et le boycottage de ses produits en Chine, l'industrie cotonnière japonaise

1. *The Cotton Industry of Japan, China and India and its effects in Lancashire* (Pearse Arno, S.).

a-t-elle pu en 1931 et en 1932, payer des dividendes intéressants.

Cette politique très sage est rendue possible grâce à l'organisation d'énormes syndicats dont l'Angleterre n'offre pas d'exemple, et qui doivent l'existence, d'après M. Pearse, au sens de la solidarité engendrée par le système familial national qui est encore, à l'heure présente, le trait caractéristique de l'âme japonaise. Trois firmes contrôlent 60 % de l'industrie, le contrôle s'étendant depuis l'achat des matières premières jusqu'au placement des produits manufacturés entre les mains des consommateurs. La conséquence, c'est qu'ayant leurs propres maisons dans l'Inde et en Chine, les intermédiaires, dont ne peut se passer le Lancashire, sont presque entièrement supprimés. Une autre particularité de la réussite du travail du Japon, réside dans la règle que tout achat de coton brut ne doit pas être couvert par une vente future correspondante. Cette spéculation est considérée comme toute naturelle, et il a même été créé un fonds de règlement du coton : « Cotton Adjustment Fund » qui couvre les risques.

Si le souci principal semble être l'achat de matière première, il ne faudrait pas croire que les projets techniques et sociaux soient négligés. En raison du coût élevé d'installation des usines (il faut faire venir les machines de l'étranger), les industriels se sont appliqués à généraliser le travail à deux équipes permettant de diminuer le capital de moitié et assurant un renouvellement beaucoup plus fréquent du matériel.

Les usines sont édifiées en général en dehors des villes et disséminées, ce qui évite la formation de syndicats de travailleurs. Les Trade-Unions existent seulement pour une très faible portion de l'élément masculin qui, lui-même,

ne représente guère que 20 % de la main-d'œuvre. L'absence des restrictions dues aux Trade-Unions dans les autres pays et les bas prix des salaires (ils sont moitié de ceux de l'Angleterre tout en permettant un standard de vie convenable) sont deux facteurs importants de succès.

Il faut bien noter que, contrairement à ce que certains auteurs sont tentés de croire, ces avantages ne sont pas prélevés sur le bien-être de l'ouvrier; que celui-ci est instruit et que le système de double équipe est organisé de façon à ne pas bouleverser la vie normale.

Section II. — La Chine.

La progression de l'industrie chinoise est proportionnellement plus rapide que celle du Japon, mais le point de départ est tellement bas que cette rapidité apparente est un peu trompeuse. L'outillage chinois reste faible et est encore loin de pouvoir suffire à l'immense marché intérieur; aussi travaille-t-il à plein rendement. Cependant, dans l'ensemble, le marché de Chine, ne correspond pas à l'immensité du territoire et à la population, et le pays souffre d'une sous-consommation due, en partie seulement, aux troubles politiques, mais très sensible, malgré tout. Cette sous-consommation est désastreuse pour l'industrie japonaise et explique l'âpreté avec laquelle ce pays recherche des débouchés nouveaux, ainsi que nous le verrons dans l'étude de l'évolution de la crise.

L'industrie chinoise a, sur l'industrie japonaise, l'énorme avantage de ne pas être tributaire des pays producteurs de coton et de vendre ses produits ouvrés sur place. De plus, les salaires y sont très bas, mais il est vrai que la main-d'œuvre moins qualifiée, est de 20 % supérieure en nombre pour un même travail.

Section III. — L'Inde.

Les progrès de l'Inde depuis la guerre sont beaucoup plus lents que ceux du Japon ou de la Chine. Sous l'influence de la propagande des nationalistes, le tissage et la filature à la main ont pris une importance considérable, ce qui donne à l'industrie de ce pays, un aspect particulier et rend assez illusoire la considération du chiffre élevé des individus employés dans le tissage et la filature du coton.

De plus, si la liberté financière donnée à l'Inde, après la guerre, et qui se traduit très vite par une élévation des barrières douanières, a permis un accroissement de la production locale, les grandes espérances entretenues en ce qui concerne les textiles ne se sont pas réalisées. La production annuelle des cotonnades, qui est depuis quelques années d'environ 2 milliards de yards, demeure insuffisante, et le pays continue d'acheter à l'extérieur une grande quantité de tissus. Parmi les pays vendeurs, le Japon l'emporte d'ailleurs sur l'Angleterre elle-même, en offrant de moindres prix pour les raisons que l'on sait. On évaluait en 1930, à deux millions, le nombre des métiers à main. Ceux-ci auraient fourni 25 % des tissus consommés, tandis que 43% provenaient des tissages mécaniques du pays et les derniers 32 % étaient importés de l'étranger.

Le taux des salaires industriels dans la Péninsule, n'est pas très élevé, la plupart des ouvriers ne travaillant dans l'industrie que d'une façon irrégulière; ce sont des paysans qui émigrent momentanément vers les centres usiniers pour y amasser un pécule, avec lequel ils retourneront aux travaux agricoles. Malgré ce facteur favorable, malgré les droits d'entrée décrétés en 1927 et la campagne nationaliste, la situation de l'industrie cotonnière n'est pas très prospère dans l'Inde.

Ce qui nous intéresse actuellement, ce n'est pas, tant l'étude des difficultés de l'industrie, que la recherche des chiffres exprimant la production et la capacité des manufactures. Le tableau suivant, et ce qui nous avons dit concernant l'outillage mondial, permet de suivre l'évolution de ce pays.

	1914	1918	1925	1930
	—	—	—	—
Nombre de broches (en milliers)	6.779	6.654	8.510	9.125
Consommation des filatures (en milliers de balles)	2.143	2.086	2.226	2.394
Production (en milliers de balles)				
filés	683	661	719	834
tissus	—	381	459	562
Nombre de métiers	104.179	116.454	154.262	179.250

Pour en terminer avec l'étude des industries d'Extrême-Orient, nous croyons utile de donner quelques extraits de la note présentée au Comité de la Fédération internationale cotonnière en 1932 à sa réunion de Lugano¹ :

« L'association cotonnière belge constate » que les causes de la crise, propres à l'industrie cotonnière, ne doivent être recherchées, ni dans une diminution brusque et anormale de la consommation, ni dans une augmentation excessive de l'outillage. Un examen approfondi des statistiques amène à conclure que la crise de l'industrie cotonnière européenne résulte en ordre principal d'un déplacement de centres industriels de production et d'un accroissement excessif de la capacité de production de l'outillage par suite du travail à double équipe.

Les statistiques de la consommation du coton par les

1. et citée par le Baron Ed. de Moreau dans le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, du 26 novembre 1932.

filatures montrent que, depuis la guerre, l'industrie cotonnière européenne est en recul, l'Amérique maintient à peine ses positions, tandis que l'Asie prend une part de plus en plus grande du total mondial des balles consommées.

Les variations dans l'importance relative de l'outillage marquent une tendance analogue, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

Pays	Broches				Consommation			
	1913	1927	1930	1932	1913	1927	1930	1932
	%	%	%	%	%	%	%	%
Grande Bretagne ...	39	36	34	33	19	12	10	11
Autres pays d'Europe	30	28	30	31	34	28	32	28
Europe (total)	69	64	64	64	53	40	42	39
Amérique	24	25	24	23	28	31	27	26
Total Europe, Amérique	93	89	88	87	81	71	69	65
Asie	7	11	12	13	19	29	31	35
Monde	100	100	100	100	100	100	100	100

Il résulte clairement de ces chiffres que l'industrie se développe en Asie, au détriment de l'Europe et tout fait prévoir que ce mouvement se poursuivra. Quant au rendement de l'outillage : « En 1903, avec 7% des broches du monde, les filatures de l'Asie participaient à concurrence de 19% dans la consommation mondiale du coton. En 1932, avec 13% des broches, l'Asie consomme à elle seule plus du tiers des balles de coton. L'Europe, par contre, quoique disposant encore en 1932 de 64% des broches du monde, n'intervient plus que pour 39% dans la transformation du coton brut. »

Ce clair résumé de la situation permet de bien comprendre l'importance du déplacement des forces industrielles, mais le tableau qui y est annexé permet de voir aussi qu'il convient de ne pas confondre dans une même étude tous les pays d'Europe, et que la Grande-Bretagne est de beaucoup celui qui a le plus souffert du nouvel état de choses. Pour avoir une idée d'ensemble sur la question, il est donc utile d'étudier rapidement les caractéristiques de l'industrie cotonnière dans les différents pays non asiatiques depuis la guerre, cela permettra peut-être de savoir si, pour certains, la dépression n'est pas due en grande partie à la crise générale.

Section IV. — Les industries non asiatiques

I. — LA GRANDE-BRETAGNE

Nous voulons simplement donner ici quelques chiffres qui permettent de se rendre compte de la situation de l'industrie cotonnière anglaise, celle-ci ayant donné lieu à de nombreuses études.

En raison de l'étroitesse relative du marché intérieur et du développement considérable de la consommation des usines, la question de l'exportation des produits manufacturés est vitale. L'examen des courbes de consommation et d'exportation montre le parallélisme presque parfait qui existe entre elles. Le tableau suivant indique l'importance de la diminution des exploitations et permet de mesurer l'ancienneté et l'étendue du mal dont souffre le Lancashire.

	1909 13	1920	1925	1930	1931	1932
Exportations mon- diales						
Filés de coton en mil- liers de Lbs	218.910	147.432	189.531	136.987	133.516	—
Exportations dans :						
Indes Anglaises et	6.326.520	4.435.405	4.435.618	2.406.767	1.716.249	—
Néerlandaises.						
{ Tissus de coton (en milliers de yards carrés	2.741.347	1.606.244	1.644.991	868.978	447.123	—
{ Tissus						
Consommation (en milliers de balles).	3.561	3.434	3.280	2.622	2.011	2.581
Métiers (en milliers).	780	798	788	704	658	625
Broches (en milliers)	58.851	60.079	59.903	57.712	57.575	53.444

Comparées à la moyenne de 1909-13, les exportations de tissus étaient déjà en 1920 réduites de 30% et celles de filés de 23%. Cette réduction continue à se produire régulièrement. En 1930, les exportations ont baissé de 62% pour les tissus et 38% pour les filés, il est vrai, qu'en valeur, la chute est un peu plus faible (de 35% et 4%). Le mouvement de régression est dû, en grande partie, à la perte des marchés d'Extrême-Orient (en 1920, 60% de la diminution des exportations de tissus étaient déjà imputables au développement des industries d'Asie), mais il semble que la chute accélérée de ces dernières années, depuis 1928, soit le résultat de cette cause jointe à la dépression générale des affaires.

Le même tableau montre l'insuffisance de la réduction de l'outillage, réduction qui s'amorça en 1929 seulement.

Tributaire de pays étrangers lointains, aussi bien pour son ravitaillement en matières premières, que pour la vente de ses produits, la Grande-Bretagne n'a donc pu conserver à son industrie cotonnière son ancienne prospérité. Quelques erreurs et l'intransigeance des « Trade-Unions » ont aggravé encore le mal. Alors que l'Angleterre fournissait aux pays neufs l'outillage nécessaire à la marche de leurs filatures, ce qu'elle ne pouvait se dispenser de faire, de crainte de voir ces pays s'équiper ailleurs, les industriels anglais ont commis la faute de négliger de renouveler et de perfectionner leur outillage, faute excusable, en partie, en raison des difficultés subies depuis la guerre et de l'incompréhension totale de la situation dont ont fait preuve les dirigeants des « Trade-Unions ». Le contrat de travail passé en 1919 pour le Lancashire expirait seulement le 31 décembre 1931, il fut impossible durant cette période d'obtenir des modifications et d'adapter

les conditions de travail aux situations nouvelles. Le seul remède était une réduction des prix de revient, surtout pour les cotonnades à bon marché; les initiatives nationales ayant pour but de rechercher un rendement plus élevé de l'outillage par l'emploi de machines plus perfectionnées se heurtèrent toujours à l'opposition ouvrière réclamant une hausse des salaires parallèle à la productivité, hausse qui eut purement et simplement annihilé les avantages de la transformation.

C'est seulement après l'abandon du dernier contrat de travail que quelques accords ont pu intervenir concernant diverses réductions de salaires et en décembre 1932, une augmentation de capacité de travail. Jusqu'à cette date, un seul ouvrier conduisait 4 métiers à tisser, alors qu'au Japon, un ouvrier en conduit 6 et même parfois plus; l'accord se fit pour 6 métiers, d'où, il résulta une augmentation de 50% de la capacité de travail. Cet accord, loin d'accroître le chômage, a permis à plusieurs manufactures, qui avaient dû fermer, par suite du coût trop élevé de leurs prix de revient, de rouvrir leurs portes.

Le résumé de tout ceci, c'est que l'industrie anglaise occupe une place à part et qu'elle est la principale victime de la transformation des marchés d'Extrême-Orient.

Section II. — Les Etats-Unis

Les pays d'Europe continentale, ainsi que nous l'avons vu, ont développé leurs industries textiles poussés par les circonstances de l'après-guerre, et trouvent sur le marché national ou colonial les débouchés pour leurs produits. Ces industries fonctionnèrent régulièrement jusqu'en 1919 et ne sentirent quelques difficultés que lorsque les restrictions résultant de la crise générale s'accrochèrent. Donc,

bien qu'ayant provoqué un accroissement de la production mondiale, elles ne paraissent pas en avoir subi les conséquences directes.

Les Etats-Unis semblent se trouver dans une situation se rapprochant beaucoup de celle de ces pays européens, mais ils ont ressenti pourtant avant eux, quelques malaises, qui semblent dus surtout à un excès d'outillage.

L'industrie cotonnière américaine travaille à peu près exclusivement pour le marché intérieur, les exportations n'atteignant pas plus de 15% de la production. Indépendante pour son approvisionnement, comme pour ses ventes, elle est donc admirablement bien placée; pourtant dès 1924, on voit le nombre de broches décroître, et dès 1926, celui des métiers. En 1927, la consommation s'oriente vers la baisse, mais très lentement. Cet effort des industriels américains pour mettre l'outillage en concordance avec les besoins, bien qu'insuffisant, a néanmoins réussi à éviter de grosses difficultés et il est dommage que le même courage ne se soit pas manifesté chez les planteurs.

CHAPITRE V

LES FACTEURS MONÉTAIRES

Nous avons vu précédemment que la consommation avait évolué depuis 1914, que certains marchés s'étaient complètement fermés aux produits étrangers et que les troubles d'Asie paralysaient quelque peu le commerce sur ce continent. On sait aussi que les populations d'Extrême-Orient souffrent d'une diminution de leur capacité d'achat résultant de la baisse de l'argent métal. Nous allons chercher l'importance à attribuer à la sous-consommation d'origine monétaire en étudiant brièvement dans notre domaine l'influence du retour à l'étalon-or, la question de la répartition de l'or, et l'influence de la dépréciation de l'argent.

Section I. — Le retour à l'étalon-or

Dans certains milieux, il est de règle de considérer le retour à l'étalon-or comme une des causes principales de la crise cotonnière. Il est indispensable de savoir quel crédit doit être attribué à cette affirmation.

Il est indiscutable que le retour à la circulation-or à partir de 1925 ait bien marqué un changement complet dans la direction générale des prix, les amenant fatalement à la baisse par suite de la diminution du pouvoir d'achat du consommateur. Cette réduction du pouvoir

d'achat s'est réalisée par la stabilisation des monnaies quel qu'en ait été le taux.

Les pays qui, comme l'Angleterre, stabilisèrent à un taux tel que les prix intérieurs furent supérieurs à ceux des pays ayant constamment maintenu l'étalon-or, subirent un ralentissement de leur activité industrielle entraînant chômage et crise. Ce résultat était inévitable devant l'impossibilité d'ajuster les prix intérieurs à ceux pratiqués à l'étranger par une réduction des salaires et des impôts.

Les pays qui stabilisèrent comme la France à un taux qui situait le niveau des prix-or des produits intérieurs au-dessous du niveau des prix-or des marchandises extérieures aboutirent au même résultat. En effet, dans ce cas les prix intérieurs ne tardèrent pas à se relever, diminuant le pouvoir d'achat des revenus étrangers et nationaux dans le pays. Donc, dans ces deux cas, avec ou sans crise locale, une influence très forte s'exerce dans le sens d'une baisse générale des prix.

D'autre part, l'extension de l'étalon-or entraîne une appréciation de l'or se traduisant par une baisse des prix de gros des matières premières, qui ne suit pas parallèlement l'indice des prix de détail. Mais il semble, à notre sens, que le véritable élément néfaste de la stabilisation a été non pas la baisse générale des prix qui, généralisée, eût constitué un nouvel équilibre après une période de réajustement assez rapide des prix de détail aux prix de gros, mais le rétablissement des grands courants de prêts et de crédits qui accusait constamment la quantité des marchandises sur le marché.

L'opinion la plus répandue dans les milieux cotonniers est tout autre, et d'après elle il faudrait considérer la crise

de l'industrie qui nous occupe comme une conséquence de l'appréciation de l'or, c'est-à-dire de l'insuffisance des signes monétaires. Il paraît impossible de se ranger à cette opinion. En effet, comment expliquer le fait que l'industrie cotonnière touchée avant les autres industries diminue son outillage dès 1927, alors que l'insuffisance prétendue des signes monétaires était alors plus que comblée par les crédits abondants basés sur l'or? C'est au moment où l'optimisme est débordant, où toutes les branches de l'activité industrielle, stimulées par la baisse des matières premières, n'hésitent pas à se développer d'une façon ridicule que l'on aperçoit les premiers signes de ralentissement. Il nous faut donc bien croire que le malaise n'était pas dû à ce facteur.

Section II. — La question de la répartition de l'or

Cette question de la répartition de l'or est encore un de ces arguments faciles dont le monde industriel se sert trop souvent pour expliquer les difficultés dont il souffre. Nous nous bornerons à dire que du point de vue des économistes les plus éminents, les accumulations d'or dans un petit nombre de banques d'émission a été plus la conséquence de la crise qu'une de ses causes. La nouvelle répartition commencée en 1925 n'a eu aucune espèce d'effet sur les prix, mais a servi uniquement à accroître la couverture du papier-monnaie déjà en circulation. A cette question discutée de la répartition de l'or on peut rattacher la question des dettes de guerre, qui ont assurément une certaine influence sur les échanges internationaux, mais malgré tout très limitée. Il est intéressant de connaître pourtant l'opinion des producteurs de coton des provinces du sud des Etats-Unis.

Dans un article¹, M. W. L. Clayton analysait le problème de la façon suivante :

Il existe pour un pays trois moyens de payer ses achats extérieurs, il peut s'acquitter, soit en marchandises, soit en or, soit en empruntant à son créancier. Or, dans l'après-guerre immédiat, toutes ces méthodes de paiement fonctionnaient normalement. L'Amérique riche achète abondamment les marchandises et les services, les pays étrangers paient leurs excédents d'achats en or, et les Américains n'hésitent pas à investir de nombreux capitaux à l'étranger en valeurs, obligations et fonds publics. Mais en 1930 le nouveau tarif douanier américain arrête les importations, les prix de revient ne pouvant être réduits suffisamment pour compenser l'élévation des nouveaux droits. De plus, quelque temps avant, les achats de valeurs étrangères avaient cessé. Il restait pour les paiements le recours à l'envoi d'or, mais ce moyen est paralysé en partie par l'obligation des versements en or des dettes de guerre. Le résultat de tout ceci est une réduction des prix de revient des produits, des débiteurs de l'Amérique, réduction obtenue par une diminution des salaires et des importations, donc affaiblissement de leur pouvoir d'achat et de leur organisation économique dont les producteurs de coton des Etats du Sud sont les premiers à pâtir.

De cet exposé, il résulte que les difficultés dans les rapports commerciaux entre les producteurs de coton brut et les industriels dues aux dettes de guerre se sont fait sentir à un moment où la crise cotonnière était déjà bien caractérisée et celles-ci ne peuvent être tenues pour une de ses causes originaires.

1. *Cotton Digest*, 17 décembre 1932¹(Houston Texas).

Section III. — La dépréciation de l'argent métal.

Le retour à l'étalon-or eût une conséquence indirecte importante sur la baisse de l'argent métal, mais encore ici on ne peut pas lui imputer intégralement cette baisse.

De 1920 à 1925, alors que la réadaptation des prix à la valeur-or n'est pas encore commencée, la chute des cours de l'argent est déjà très rapide, puisqu'elle atteint durant ces cinq années, 48 %, suivie d'ailleurs d'une chute parallèle des prix de gros (48 % exactement pour les prix de gros de la Grande-Bretagne, qui expriment assez exactement les prix mondiaux

Le pouvoir d'achat des populations asiatiques, durant cette période, reste constant en ce qui concerne le commerce de gros, mais décroît considérablement pour le détail, les prix de détail ne décroissant que de 20 %, ainsi que l'indique le tableau suivant :

COURS DE L'ARGENT COMPARÉ AUX PRIX DE GROS ET DE DÉTAIL¹.

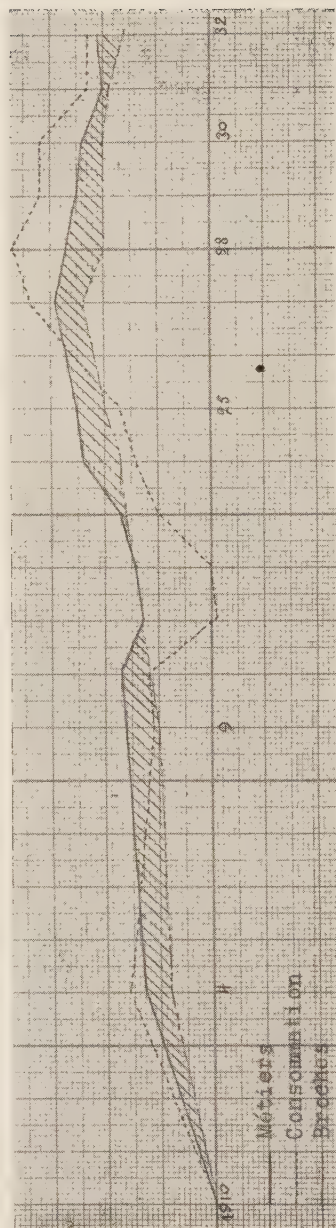
<i>Année</i>	<i>G. B</i>	<i>Inde</i>	<i>Indice de l'argent</i>
	<i>Indice des prix de gros Board of Trade</i>	<i>Indice des prix détail : Bombay India</i>	
1913	100	100	100
1920	307	190	223
1921	197	177	134
1922	159	165	125
1923	159	153	116
1924	165	157	125
1925	159	157	117
1926	148	157	104
1927	142	176	95
1928	140	165	95
1929	136.5	167	80
1930	119.5	158	64

1. Chiffres donnés par la *Fédération Cotonnière de Manchester*.

Après 1925, le retour à l'étalon-or commençant accentue la baisse des cours de l'argent en raison de l'appréciation du métal jaune mais la démonétisation du métal blanc dans certains pays et le manque d'emploi qui en résulte est la principale cause de l'effondrement des cours. Cette dépréciation accompagnée du relèvement des prix intérieurs, alors que les prix mondiaux décroissent régulièrement, réduit le pouvoir d'achat des populations asiatiques. Ainsi l'agriculteur hindou ou chinois qui vend ses produits voit leurs cours baisser de 53 %, de 1920 à 1927, alors que les produits qu'il achète n'ont diminué que de 7 %. Pour la même période la thésaurisation d'argent voit la valeur de celui-ci décroître de 57 %.

Ainsi la dépréciation de l'argent eût assurément une grande influence sur la consommation, mais ce que nous voulons encore bien préciser, c'est l'influence relativement faible du retour à l'étalon-or sur cette dépréciation. De 1925 à 1928, chute de 18 % du cours de l'argent et de 12 % pour les prix de gros. On voit clairement que la politique de retour à l'or n'a pas eu pour résultat de faire sortir violemment le cours de l'argent hors de la courbe qu'il eût suivie comme métal sans emploi monétaire. Le gouvernement de l'Inde ayant déjà en 1927 commencé la réalisation de ses stocks d'argent et devant être tenu pour responsable en grande partie du décalage existant et d'ailleurs très faible en 1928.

Année	Consommation	Broches	Métiers	Outilage moyen	Année	Consommation	Broches	Métiers	Outilage moyen
1910	100	100	100	100	1925	117	120	125	122
1914	100	108	113	110	1926	126	122	127	124
1919	111	110	110	113	1927	134	134	129	126
1920	112	112	117	114	1928	137	120	127	123
1921	99	113	113	113	1929	132	120	125	122
1922	100	114	114	114	1930	132	120	124	122
1923	110	116	117	116	1931	123	119	120	119
1924	114	117	124	120	1932	123	116	121	118



TROISIÈME PARTIE

Evolution de la crise cotonnière

De l'étude des deux premières parties, nous croyons pouvoir conclure à l'existence d'une crise cotonnière indépendante de la crise générale et antérieure à celle-ci. La cause essentielle est tout simplement la surproduction, nous ne disons pas la sous-consommation, les facteurs analysés précédemment dénotant à l'exception d'un seul, celle-là et non celle-ci. La dépréciation de l'argent qu'on peut invoquer en sens contraire est, comme nous l'avons vu, sans grande importance au moment où se déclarent les premiers symptômes du mal dont allaient souffrir la culture et l'industrie du coton. Enfin, nous savons que le déséquilibre entre l'offre et la demande ne se borne pas à un déséquilibre entre la production des produits manufacturés et la consommation réelle, mais provoque une série de ruptures d'équilibre entre la culture et la consommation des usines, entre cette consommation et l'outillage dont elles disposent.

Si la crise cotonnière ne peut pas être considérée comme un cas particulier de la dépression générale, il faut convenir qu'à partir de 1929 les causes intrinsèques et les causes générales se sont superposées pour accélérer le mouvement, pour accentuer toutes les régressions, et transformer les baisses en chutes rapides.

Avant d'aborder l'étude de l'évolution de la crise, rappelons les quelques dates rencontrées précédemment et qui marquent le début des mouvements de régression. Le point de départ de la baisse des cours du coton brut se place en 1924, année où commence l'orientation vers la hausse des stocks. Les récoltes ne diminuent qu'en 1927, ainsi que l'outillage (broches et métiers), très probablement suivis de la consommation qui, en tout cas, est fortement réduite en 1928. En résumé, deux dates à retenir : 1924, début de la crise agricole; 1928, début de la crise industrielle. Il ne faut pas oublier que l'aggravation du mal a provoqué une réaction, que de nombreuses interventions sont venues modifier les conditions du marché. Certaines mesures existaient avant 1929, mais ont été renforcées; d'autres ont été créées de toutes pièces. Nous étudierons systématiquement ces interventions dans la quatrième partie, mais nous aurons l'occasion de rencontrer, dès à présent, quelques-uns de leurs effets, ce qui permettra de présumer de leur valeur. Quoique d'une portée beaucoup plus grande, les questions monétaires rentrent dans le même ordre d'idées et seront étudiées en même temps. Mais il est un facteur observé précédemment qui semblait alors sans grande influence sur l'orientation de l'industrie cotonnière, c'est la question de la soie artificielle. Ce produit nouveau s'impose depuis quelques années avec une telle force qu'il devient un véritable concurrent du coton et risque de devenir redoutable dans l'avenir. Aussi, quelques mots à propos de ce textile sont nécessaires pour préciser la nouvelle position réciproque des deux fibres avant d'aborder l'étude des situations récentes du coton.

CHAPITRE PREMIER

LA SOIE ARTIFICIELLE¹ CONCURRENT DU COTON

Le tableau relatif à la production de la soie artificielle et le graphique s'y rapportant, montrent la régularité surprenante de son accroissement, qui est d'ailleurs insensible aux variations des conditions du marché mondial. La production passe en effet de 174.370 tonnes en 1928 à 209.560 tonnes en 1929, fléchit un peu en 1930 avec 199.850, pour remonter immédiatement à 221.620 tonnes en 1931, et 257.500 en 1932.

Les motifs de cette augmentation peuvent se ramener à quelques particularités propres à ce produit ou à l'organisation de son industrie.

Qualités de la soie artificielle. — Bon marché.

Depuis la guerre, cette fibre nouvelle s'est profondément améliorée. Les recherches ont permis d'obtenir une augmentation considérable de ductilité et de la résistance. La découverte de procédés permettant de réduire à volonté

1. La fabrication d'une fibre artificielle susceptible d'applications industrielles comme textile, était dans l'enfance au début de ce siècle. Les travaux de recherche et de fabrication ont permis depuis de perfectionner la qualité du produit et de diminuer le prix de revient dans des proportions considérables. 80 % de la production mondiale sont obtenus par le procédé Viscose employant des matières premières à bas prix (pâtes de bois, soude caustique et sulfure de carbone, 10 % par le procédé au cuivre et 10 % par le procédé à l'acétate.

le lustre autrefois trop accentué. Tandis que les qualités de la soie artificielle augmentent, son prix de revient ne fait que décroître, la rendant accessible à tous les consommateurs de cotonnades¹.

En Allemagne, depuis longtemps déjà, le bon marché et le perfectionnement de la soie artificielle réussissaient à réduire à fort peu de chose la différence entre les deux produits. Partout, actuellement, l'avantage du bon marché appartient à la soie artificielle, seuls, les cotons à très bon marché gardent quelque supériorité¹.

De ces deux modifications concernant la fibre artificielle résulte ce que M. Auguste Isaac observait déjà en 1931, dans un article de la *Revue des Deux Mondes* :

« Ce qu'on peut constater dès maintenant, c'est la variété inattendue des emplois de la soie artificielle. Elle s'est glissée du vêtement apparent aux dessous qu'on ne voit pas ou qu'on ne doit pas voir. Après le bas de soie, qui nous a montré les jambes, voici qu'on annonce, non seulement le linge de table et le linge de corps, mais même le drap de lit; tout cela, bien entendu, au détriment du coton. En comparant des prix tout récents, on constate que le coton d'Égypte est plus cher que la soie artificielle. L'écart va sans cesse en augmentant, et n'est pas loin, actuellement de 20%, ce qui permet d'entrevoir l'extension de plus en plus sensible de l'emploi de la soie artificielle dans les articles qui, jusqu'à présent étaient du domaine exclusif du coton et même du lin. »

1. Variation es prix des textiles (en shillings par livre) :

	1913	1919	1927	Chiffres du	Times Artificial Silk Supplement.
Fibre Viscose	—	—	—		
150 D.	5/5	16	5		
Coton Égypte	2/1	7/10	3/5 ½		

2. En 1931, sur le marché de Lyon :

Moyenne Viscose 1 ^{er} choix	150 D.	fr.27.25
Coton jumet 84	100 2 peigné	fr.53.20

Une réduction certaine du coût de revient est à prévoir dans l'industrie du textile artificiel, et cette réduction sera sûrement plus rapide que celle qui pourrait résulter pour le coton d'une modification de l'organisation de la production où l'outillage n'intervient dans les prix de revient que pour une très faible part.

Dans de telles conditions, il est certain que la consommation de soie artificielle ne devait pas se ressentir de la crise pour les objets de nécessité où elle entraînait en concurrence avec le coton.

Nature de l'industrie de la soie artificielle.

Un autre facteur expliquant la résistance actuelle de cette industrie et la rapidité de son développement réside dans sa nature elle-même. Employant des matières premières bon marché, souvent faciles à se procurer sur place, la nouvelle industrie devait tout naturellement avoir une place privilégiée dans la politique de nationalisme économique qui fait rage depuis la guerre.

Quelques chiffres permettent de mesurer l'extension géographique de cette industrie :

En 1913 l'Europe	fournit	84%	de la production mondiale
en 1925	»	43%	»
en 1930	»	30%	»

Capitaux investis et organisation de la production.

Les énormes investissements de capitaux¹ et leur extraordinaire enchevêtrement dans l'industrie de la soie arti-

1. Ces investissements étaient évalués à livres sterlings : 170.000.000 en 1932 et se répartissaient ainsi :

Etats-Unis :	63.000.000	France :	11.350.000
Grande-Bretagne :	46.000.000	Allemagne :	10.950.000
Italie : 24.000.000 .	24.000.000	Divers :	14.700.000

ficielle sont encore un facteur favorable pour son développement.

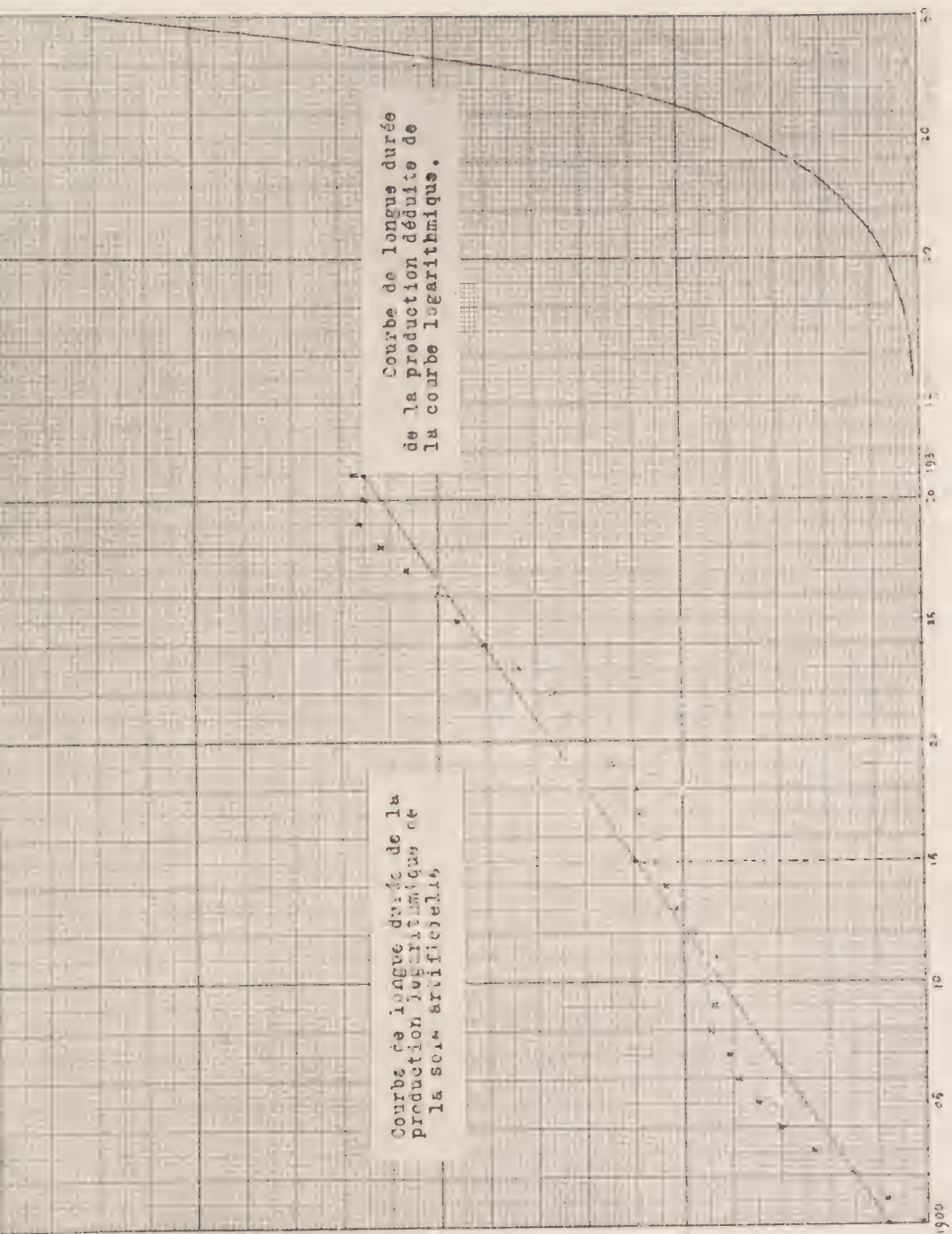
Un rapprochement international des producteurs semble s'imposer dans l'intérêt de tous, rapprochement qui est facilité par la concentration de cette industrie (ainsi aux Etats-Unis, deux sociétés concentrent plus des 3/4 de la production). Dans cette organisation, on est bien obligé de voir un élément de force qui manque totalement à l'industrie du coton, sauf, dans quelques rares pays. Ainsi, nous croyons que le fondement d'un solide et rapide développement est actuellement déjà fermement établi pour la soie artificielle. Aux prix actuels, elle est à même de concurrencer d'importantes catégories de fils de coton et de laine peignée. D'autre part, les qualités de cet article s'améliorent continuellement en solidité, durabilité et en apparence.

Cependant, il faut se garder de croire à l'antagonisme absolu entre les deux textiles. Actuellement, on estime que 20% de la production de la soie artificielle sont absorbés par l'industrie cotonnière pour la fabrication des tissus mixtes ou plaqués dont l'usage se répand de plus en plus. Donc, pour certains articles, loin de s'exclure, ils allient leurs qualités propres à leur profit réciproque.

Malgré cette note optimiste pour le coton, et malgré la confiance qu'il continue à inspirer, on est bien tenté de voir dans la soie artificielle un terrible concurrent à venir, en raison du rythme de sa progression (v. § 8).

Courbe de longue durée de la
production logarithmique de
la soie artificielle

Courbe de longue durée
de la production déduite de
la courbe logarithmique.



PRODUCTION DE LA SOIE ARTIFICIELLE

(en tonnes métriques)

Chiffres extraits du rapport sur la soie artificielle présenté à la S. D. N. et de l'*Annuaire statistique internationale* de la S. D. N.

<i>Année</i>	<i>Production</i>	<i>Année</i>	<i>Production</i>
1896	600	6	13.000
00	1.000	7	15.500
1	1.500	8	16.000
2	2.500	9	20.000
3	3.000	20	25.000
4	4.000	1	30.000
5	5.000	2	35.200
6	6.000	3	49.900
7	6.500	4	66.350
8	8.000	5	86.000
9	7.500	6	101.420
10	8.000	7	140.250
1	8.500	8	174.370
2	9.000	9	209.560
3	11.000	0	199.850
4	12.000	31	221.620
5	13.500	32	257.500

Il est intéressant de rapprocher les courbes de la planche VIII, relatives à la progression de la soie artificielle, de celles représentatives des progressions de différents produits agricoles ou industriels durant le xix^e et le début du xx^e siècle, et dont l'étude a été faite par Carl Snyder dans son remarquable ouvrage *Business cycles and business measurements*.

D'après Snyder la consommation du coton de 1826 à nos jours est représentée par une courbe parabolique à taux d'accroissement annuel décroissant et dont la transformée logarithmique est une parabole de concavité tournée vers le bas. Le taux d'accroissement annuel qui est d'environ 8,5 % de 1826 à la guerre de Sécession passe successivement à 5% de 1870 à 1885, 4 % de 1885 à 1900, 8% de 1900 à 1915 et 2% depuis 1915.

Nous avons pris ici la droite, comme courbe de longue durée des indices logarithmiques, de la production de la soie artificielle, une étude plus poussée par recherche de la parabole de longue durée nous ayant donné un résultat s'en rapprochant énormément, mais fait curieux, cette parabole obtenue a sa concavité tournée vers le haut, indiquant un taux d'accroissement légèrement croissant (fait dû probablement aux circonstances nouvelles créées par la guerre). Ce taux qui est de 14,4% de 1900 à 1915, passe à 17,6% de 1915 à 1930 alors que la droite représentée indique un taux constant de 17,3%.

Pour donner une idée de l'importance relative de la progression de la soie artificielle, rappelons que d'après Snyder la consommation du pétrole croît régulièrement depuis le début du siècle de 8%, que la production automobile est passée successivement depuis 1900 par le rythme de 38%, 47%, 35%, 18%, et depuis 1920 suit le taux de 5%.

Cette comparaison nous amène à penser que la soie artificielle est bien un produit destiné à un brillant avenir, qui a suivi jusqu'à présent les lois de progression des matières premières fondamentales, qui est encore dans la période de progression constante et y restera encore assez longtemps.

CHAPITRE II

LA CRISE COTONNIERE PROPREMENT DITE

Bien que la crise cotonnière se trouve intimement liée à celle de l'industrie cotonnière, nous étudierons plus particulièrement, ici, les effets des circonstances de ces dernières années sur les prix du coton brut et les modifications qui ont pu intervenir depuis 1927 dans le domaine agricole.

Section I. — Production et acreage.

Nous pourrions nous en tenir pour l'étude rétrospective, à la recherche de l'évolution de la production, car seule elle agit sur les prix et crée les stocks. Mais la considération des emblavements est bien plus utile pour mesurer la tendance des planteurs à réduire ou augmenter l'étendue de leurs cultures, les variations du rendement des récoltes ne permettant pas aux facteurs précédents de donner des renseignements à ce sujet.

De plus, il est impossible d'étudier d'une façon globale la situation du coton. Les difficultés rencontrées par les planteurs ne sont pas les mêmes dans les différents pays producteurs; les Etats-Unis, par exemple sont dans une situation toute particulière.

§ 1. — *Les Etats-Unis*.¹

« Quand on analyse la situation du coton, il convient de faire la discrimination entre le coton américain et celui qui provient des autres pays producteurs, puisque la production et la consommation ont suivi un cours très différent suivant que l'on considère l'un ou l'autre de ces deux éléments. Pendant ces dernières années, la production et la consommation du coton originaire d'autres pays que les Etats-Unis, ont l'une et l'autre considérablement augmenté tandis que la production du coton américain ne s'est pas accrue parallèlement et que sa consommation a constamment diminué.

Il est certain que l'importance de la récolte dépend, dans une large mesure des variations atmosphériques, de sorte qu'il est aventuré de bâtir des conclusions sur la production d'une, de deux, ou trois années; il est clair également que si l'on consomme plus de coton produit en dehors de l'Amérique et moins de coton américain, cette coïncidence est due, pour une part, à des causes de nature temporaire, mais il est de toute évidence que ce sont surtout des facteurs agissant à longue échéance et d'un caractère fondamental, qui font augmenter la production et la consommation des cotons non américains et diminuer celle du coton américain. »

Le trait le plus frappant de la statistique de la consommation, c'est donc, d'après M. Garside, le fait que la consommation du coton américain a beaucoup diminué, alors que celle du coton non américain s'est bien maintenue.

Le tableau suivant permet de se rendre compte de l'importance des reliquats des cotons des deux origines et on s'aperçoit que la divergence précédemment indiquée est très nette à partir de 1929 et surtout 1930.

1. Garside (Alston), La situation actuelle du coton, *Economie Internationale*, août 1931.

Année	Récolte américaine	Débouchés	Reliquat	% ¹ Reliquat	Récolte non américaine	Débouchés	Reliquat	% Reliquat ¹
1924	10.140	11.204	927	8,2	11.656	9.392	920	9,8
1925	13.628	14.247	1.106	7,7	13.015	10.221	1.219	11,9
1926	16.104	14.982	2.095	13,9	13.855	10.242	1.406	13,7
1927	17.977	18.039	3.304	18,3	13.479	9.990	1.553	15,5
1928	12.956	15.838	2.371	14,9	10.575	10.115	19.56	19,3
1929	14.478	16.309	1.791	10,9	13.182	10.798	2.008	18,6
1930	14.825	13.800	3.177	23,0	12.647	11.905	2.276	19,1
1931	13.932	11.856	5.349	45,1	14.172	12.035	2.079	17,4
1932	17.096	13.700	7.170	52,3	11.757	9.947	1.904	19,1

1. Calculé par rapport aux débouchés de la saison précédente et exprimant assez bien le ralentissement à l'écoulement.

Cette situation s'explique en partie par le fait indiqué précédemment, les progrès du nationalisme économique. En période de régression de la consommation, les réductions se font évidemment sentir sur les produits d'importation avant d'avoir une influence sur les produits analogues nationaux. Il est donc naturel que les pays exportateurs soient les premiers atteints. L'Egypte, qui exporte la presque totalité de sa production de coton brut se trouve, comme nous aurons l'occasion de nous en rendre compte, dans une situation analogue.

De plus, pour les Etats-Unis, il est à peu près hors de doute que l'ensemble des mesures économiques et douanières de ces dernières années sont en partie responsables de la situation créée dans ce pays. Nous avons vu précédemment ce que pensaient à ce propos les producteurs du coton des Etats du Sud.

L'ensemble des indices défavorables, qui apparaissaient nettement dès 1928, pouvait faire espérer une saine compréhension de la situation de la part des producteurs; malheureusement, il n'en était rien et fut sans résultat sur la production. Un coup d'œil sur l'acréage américain permet de se rendre compte du temps nécessaire pour amorcer une politique de réduction des cultures.

Emblavement en 1.000	1927/28	28/29	29/30	30/31	31/32	32/33
acres aux E. U.	40.138	45.341	45.793	45.091	40.693	36.611
Récolte	12.956	14.478	14.825	13.932	17.096	11.947

Cette faible régression de l'acréage fut même annulée par l'excellence du rendement. Or, si l'on songe que l'Amérique est le pays où le planteur de coton est le moins ignorant, le moins isolé, on imagine facilement ce que l'évidence peut paraître obscure aux autres producteurs.

Ainsi, jusqu'en 1931, les emblavements américains se maintiennent aux environs de 45 millions d'acres. « A ce moment seulement, la résistance des planteurs, encouragée par la divergence des intérêts individuels et les nécessités culturelles aggravées par le régime de la monoculture paraît brisée par la mévente, l'endettement de tous, la ruine complète de certains. Les emblavements pour 1932 ne s'étendent plus que sur 40.693.000 acres¹. »

Cette situation difficile, qui n'est d'ailleurs pas propre aux planteurs de coton des Etats-Unis, mais qui s'étend à toute l'agriculture américaine, a amené le gouvernement à rechercher par tous les moyens possibles à venir en aide aux agriculteurs. C'est dans ce but qu'il créait, par la loi du 15 juin 1929, le *Federal Farm Board*, dont le but était de mettre l'agriculture sur un pied d'égalité économique avec l'industrie et dont nous étudierons les effets désastreux. L'abandon de l'étalon-or est en partie la conséquence du mouvement d'opinion des agriculteurs. Le bill d'aide à l'agriculture est le dernier essai de cette grande république. Nous reviendrons sur l'efficacité de ces différents remèdes.

§ 2. — *Les producteurs non Américains. — La Russie.*

Alors que les Etats-Unis continuent à ensemercer des acréages à peu près constants, mais obtiennent des récoltes assez variables en raison de différences de rendements dues à la concentration géographique, l'ensemble des producteurs non américains, suivant une politique analogue de non-restriction des cultures (sauf quelques pays) obtient

1. *Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de Belgique*, La crise cotonnière en 1931-32, par le baron Ed. de Moreau (25 novembre 1932).

une production presque constante. Le tableau suivant indique assez bien la réaction des divers producteurs devant la crise.

ACRÉAGE DE 1929 à 1933¹

en 1000 acres

Pays	1929.30	1930.31	1931.32	1932.33
Indes	20.812	20.506	19.654	18.466
Chine	5.133	5.228	4.800	5.300
Russie	2.608	3.914	5.346	5.800
Egypte	1.011	2.162	1.747	1.135
Divers	11.443	9.802	10.160	10.188
Total	41.907	41.609	41.707	40.889
Total mondial	87.700	86.700	82.400	77.500

PRODUCTION

(en 1000 balles de 478 lbs)

Indes	4.289	4.372	3.401	4.200
Chine	2.116	2.250	1.700	2.300
Russie	1.279	1.589	1.851	2.000
Egypte	1.768	1.715	1.288	869
Divers	2.220	1.942	2.164	2.184
Total	11.672	11.868	10.404	11.553
Total mondial	26.500	25.800	27.500	23.400

On s'aperçoit en comparant ces chiffres, que l'étendue des ensemencements a peu d'élasticité dans le sens de la régression. La réduction de l'acréage mondial, qui n'est sensible qu'en 1931-32 et 1932-33, est due uniquement

1. Chiffres de la Fédération cotonnière.

aux pays exportateurs de coton brut aux Etats-Unis, à l'Egypte et à l'Inde; le pourcentage de la réduction étant d'autant plus élevé que la fraction des récoltes utilisée sur place est plus faible. L'Egypte, qui exporte la quasi-totalité du coton qu'elle produit, ensemeence en 1932 une superficie inférieure de 40 % à celle consacrée au coton en 1929. Les Etats-Unis, qui utilisent environ 50 % de leurs récoltes, diminuent, pendant la même période, leur acreage de 20 %. Enfin, l'Inde, qui consomme, elle aussi, environ la moitié de sa production cotonnière, est contrainte à la réduction, mais dans une proportion moindre (11 %), ses débouchés ne se trouvant pas fermés en raison de la résistance des industries cotonnières de la Chine et du Japon.

L'acreage mondial, malgré ces réductions, ne marque pas un recul bien important, en raison de la politique d'extension des cultures dans certains pays. Ceci nous amène à dire quelques mots de la position nouvelle occupée par la Russie comme producteur de coton.

On attache, du moins on attachait jusqu'à ces dernières années, bien peu d'importance à l'U. R. S. S., considérée comme producteur de matière première ou comme industriel. Ceci semble étrange si l'on tient compte de la rapidité des progrès accomplis en quelques années.

	1909-13	26-30	29-30	30-31	31-32	32-33
	—	—	—	—	—	—
<i>Acreag.</i> (en 1.000 acres)	1.580	2.100	2.608	3.911	5.346	5.800
<i>Production</i> (en 1.000 balles de						
178 lbs)	891	1.118	1.279	1.589	1.851	2.000
<i>Importations</i> de coton brut. . .	872	600	263	—	—	—
<i>Exportations</i> de coton brut. . .	0	3	47	—	—	—

De 1929 à 1933, l'acreage double, et la production suit, mais plus lentement en raison du rendement plus faible

des terres nouvelles. La Russie, qui occupait en 1929, la cinquième place comme producteur de coton passe en 1932 à la troisième, avant la Chine et l'Égypte.

La politique cotonnière du gouvernement consiste actuellement à développer parallèlement la culture et l'industrie, et, en raison des difficultés de transport, à installer une partie des nouvelles usines, à proximité de la matière première. La deuxième période quinquennale prévoit la fabrication des cotonnades :

en 1933	3.061.500.000 mètres
en 1937	6.500.000.000 —

soit une augmentation de 112%. Si le but actuellement visé par le gouvernement de l'U. R. S. S. était atteint, la production de coton brut serait doublée en 1938¹.

Ainsi, il apparaît que malgré la baisse des cours du coton, baisse pourtant considérable, la tendance à une régression des ensemencements est extrêmement faible. Amorcée en 1932, légèrement accentuée en 1933, elle est nettement insuffisante et il est à craindre que le moindre signe de hausse des prix ne ramène l'acréage mondial à ce qu'il était en 1929. Un fait qui vient confirmer cette crainte, c'est l'attitude des planteurs américains lors de la hausse factice des matières premières, créée par l'annonce d'une dévalorisation prochaine du dollar. Espérant que le « bill d'aide à l'agriculture prévoyant une limitation de l'acré-

1. Le gouvernement soviétique est déjà contraint de modifier sa politique. La superficie fixée pour les ensemencements de coton de 1933-34 a été de 5.108.000 acres. En 1932-33, les terres ensemencées réellement représentaient d'après une deuxième évaluation 5.367.000 acres. Il a y donc recul. Ce recul serait dû à la baisse du rendement que le gouvernement cherche à relever et espère obtenir cette année un accroissement de 15 % (et compte sur une augmentation de 75 % du rendement des terres de la Moyenne-Asie durant la 2^e période quinquennale). Evidemment, les prévisions établies pour la production de tissus de coton a été modifiée et le chiffre de 3.061.500.000 que nous indiquons remplacé par celui de 2.750.000.000.

age, ne rentrerait pas en vigueur en 1933, des dispositions furent prises en vue de l'augmentation des ensemencements de coton. Cette mentalité nous paraît d'autant plus désastreuse que nous pensons que le seul remède à la crise cotonnière réside dans une politique sévère de réduction de la production de la matière première.

Section II. — Les Prix

L'examen du marché du coton fait précédemment nous a permis de déceler des prix en baisse depuis 1924, baisse atteignant 32 % en 1928 et complètement indépendante d'un mouvement général des prix des matières premières.

Il est pratiquement impossible de déterminer le moment exact où les causes génératrices de la dépression mondiale commencèrent à agir sur les cours du coton. Alors que pour les matières premières à production régulière (les métaux par exemple) un décrochement rapide de la courbe des prix est une indication suffisante, ce peut être pour le coton aussi bien le fait d'une modification importante de l'offre présente ou prévue. Dès juillet 1929, nous voyons les prix décroître rapidement (en décembre, la baisse est de 10 % pour le « fully-middling » et 18 % pour le « Sakellaridis »), mais la récolte 1929-30 s'annonçant excellente, on peut attribuer à ce fait une partie ou la totalité de la baisse.

Quoi qu'il en soit, le mouvement s'accroît fortement pendant l'année 1930 qui enregistre une chute de 41 % des cours du « fully-middling » et de 50 % des cours du « sakellaridis ».

L'année 1931 consacre cette baisse et l'accroît encore peut-être en raison de l'abondance de la récolte 1931-32, mais cette nouvelle baisse persiste au cours de l'année 1932, avec une remontée sans lendemain aux mois de juillet et

août, conséquence de faux renseignements sur la récolte 1933, et qui était d'ailleurs hors de proportion avec des prévisions mêmes exactes.

Au début de 1933, le marché reste plat, les prix se maintenant sans changement. En mars, la crainte ou l'espoir d'une dévalorisation du dollar provoque une légère hausse, conséquence des approvisionnements corstitués par les industriels.

Nous croyons utile de donner un tableau des cours durant ces dernières années; il est facile d'y lire l'histoire des événements qui ont affecté le textile dont nous nous occupons.

PRIX DU COTON BRUT

	France : Le Havre Fully-middling Fr. par 50 kilos	Egypte : Alexandrie Piastres par Cantar Sakellaridis good fair ¹	Etats-Unis : New-Orléans Middling par 100 lbs
1928	643	690.60	19.40
Juillet 1929.....	639	621.20	18.70
Décembre 1929..	568	509.40	17.10
1929	620	628.60	18.60
Juillet 1930.....	430	512.50	12.70
Décembre 1930..	332	251.00	9.70
1930	438	445.20	13.10
Juillet 1931.....	288	251.50	9.10
Décembre 1931..	216	—	—
1931	288	—	—
Juillet 1932.....	198		
Décembre 1932..	216		
1932	220		
Juillet 1933.....	260		
Décembre 1933..	213		
1933	215		

On remarque que la chute des cours n'a épargné aucune sorte de coton et atteint aussi gravement le coton nilotique que les autres.

A ce propos, il est utile de préciser qu'il existe contrairement à ce que certains producteurs de cotons fins, les

1. En février 1932, la livre égyptienne subit la même dépréciation que la livre sterling.

égyptiens en particulier, ont cru pendant longtemps, et croient encore, une unité des cours des diverses espèces de coton. Les prix du coton fin sont évidemment supérieurs à ceux du coton américain, mais sont déterminés par eux. Plus exactement, dans le premier système des prix (à deux degrés de liberté) si les cours de l'américain sont fixés, les cours de l'égyptien peuvent encore varier, mais dans un domaine réduit, la prime de celui-ci sur celui-là dépendant alors de la récolte du coton fin¹. Cette prime qui a atteint 160 % en 1925 a constamment diminué depuis, non pas en raison de l'abondance de fibre fine, mais en raison surtout de la concurrence faite par les autres cotons. Nous ne saurions mieux faire que de citer le passage d'un des rapports du professeur Todd, relatif à ce sujet.

« Les cours du coton dans le monde entier, sont encore grandement assujettis à la récolte américaine, et ceux du coton égyptien ont accusé une corrélation étroite avec la proportion existant entre les deux récoltes.

Mais le fait le plus important dont il faut tenir compte, est que la récolte mondiale n'est plus aujourd'hui constituée par les seules récoltes américaines et égyptiennes, et ces deux récoltes ne sauraient être considérées comme étant indépendantes et séparées par des cloisons étanches, chacune répondant au besoin d'un marché spécial.

Au contraire, par suite des différences marquées observées dans les variétés de différentes récoltes et de la quantité toujours croissante de nombre d'autres récoltes, celles-ci, pour si réduites qu'elles soient séparément, n'en cons-

1. L'étude statistique de M. G. Bresciani-Turoni conduit à représenter la variation des prix moyens du coton égyptien par l'équation : $E = 3,0 + 0,576 A - 8,418 Z$ dans laquelle A indique les variations du prix américain et Z les variations de la récolte égyptienne.

tituent pas moins dans leur ensemble, une production globale et qui se classent, soit au-dessous de l'Américain soit entre l'Américain et l'Égyptien ».

Ainsi, il résulte de ces considérations, qu'il est possible dans une étude sur le coton, de ne considérer que les prix du coton américain et que l'orientation de ceux-ci est l'orientation des prix des cotons de choix, comme de ceux qui lui sont inférieurs.

Si nous avons insisté quelque peu sur ce point, c'est qu'il est nécessaire de connaître cette interdépendance des cours avant d'aborder l'étude des interventions gouvernementales, et que nous préciserons d'ailleurs davantage à cette occasion.

Il est intéressant de comparer l'avilissement du coton avec celui de matières premières nécessaires à l'industrie, des métaux par exemple.

L'année 1930 enregistre les baisses suivantes :

Cuivre 36%	Etain 36%
Zinc 27%	Coton 40%
Plomb 23%	

Pour l'année 1931, les chutes s'accroissent et sont (sur la base des prix de janvier 1930) de :

Cuivre 63%	Etain 36%
Zinc 47%	Coton 63%
Plomb 53%	

On remarquera que le coton se classe avec le cuivre comme degré d'avilissement, ce dernier étant parmi les matières premières une des plus gravement atteintes. Il est vrai que l'année 1932 sera pour le coton relativement plus clémente que pour ce métal industriel. Il est curieux de constater que la chute verticale des cours de ces deux

produits, non seulement n'a pas été évitée, mais même très probablement provoquée par des interventions maladroites. Alors que le « Farm Board » est un cadeau de l'année 1929, c'est dès 1926 que fut conclu sous le nom de « Coppers Exporters Incorporated » un accord entre les principaux producteurs de cuivre et dont l'objet était évidemment de maintenir, pour le cuivre, des prix rémunérateurs, autrement dit, anormaux.

Cette chute des prix du coton, fut d'autant plus ressentie par les planteurs que, de toutes les productions du sol, ce textile est le plus fortement affecté par la crise. La Chambre de commerce britannique en Egypte estimait dans un de ses rapports, qu'entre 1929 et 1931 le coton égyptien avait baissé de 43,3 %, alors que celui des autres denrées, durant la même période, n'avait fléchi que de 26,9 %

Donnons pour terminer un tableau comparatif des différentes baisses depuis 1928 :

Indice des prix sur la base moyenne 1928 = 100.

	<i>Cuivre</i>	<i>Zinc</i>	<i>Elain</i>	<i>Colon</i>
1928	100	100	100	100
1929	124,8	101,5	90,9	82,6
1930	85,8	72,2	63,9	71,4
1931	60,2	49,7	49,3	45,8
1932	40,5	44,8	44,2	34,3

(Chiffres indiqués par l'*Observation économique*).

Connaissant l'évolution de l'offre et celle des prix, on pourrait en déduire l'orientation de la consommation. Mais les cours instantanés (et même les moyennes annuelles) n'étant pas comme nous l'avons vu la résultante de la production et de la consommation, il est utile d'étudier directement celle-ci.

Nous savons que 1928 marque le point de départ de la régression de la consommation qui devient bientôt rapide et paraît se stabiliser en 1932. Voici deux séries de chiffres qui sont d'ailleurs concordants, provenant de deux sources différentes.

CONSOMMATION EN MILLIERS DE BALLES

	1928	1929	1930	1931	1932
Fédération cotonnière internationale ...	25.030	25.882	25.209	22.488	22.223
Annual Cotton Handbook	26.501	25.471	25.610	23.838	23.799

Quant au coefficient qui, en définitive, traduit la situation d'équilibre entre la production et la consommation, et que nous avons appelé précédemment, l'indice d'inutilisation, nous le voyons constamment monter (sauf après la mauvaise récolte de 1929) et passer successivement de 13,6 en 1929 à 15,7 en 1931 et 18,2 en 1932. L'année 1933, en raison de la constance de la consommation et de la réduction de la production, doit vraisemblablement se clôturer avec un indice sensiblement plus bas.

Bien que la plus grande diversité règne dans l'évaluation des stocks, il est pourtant indispensable d'en connaître l'ordre de grandeur des chiffres les exprimant. Mais il est nécessaire de distinguer deux catégories de stocks. A l'état normal, il existe dans les filatures des stocks qui constituent un fonds de roulement indispensable à la bonne marche de l'industrie. Selon la Fédération cotonnière Internationale, les stocks des filatures s'élèveraient toujours à 4 ou 5 millions de balles. Les chiffres donnés par cet organisme font nettement apparaître la stabilité de ces approvisionnements.

Années	1928	1929	1930	1931	1932
Stocks en filatures (en balles) au 31 juillet .	4.787.000	4.863.000	4.498.000	4.313.000	4.483.000

Quant aux stocks constitués dans les entrepôts, ils varient d'une année à l'autre suivant la situation de l'offre et de la demande. Voici pour ces dernières années, les chiffres émanant de deux sources différentes :

Au 31 juillet	1929	1930	1931	1932
Association internationale cotonnière.....	2.680.000	4.460.000	6.585.000	7.682.000
Bourse de coton de la Nouvelle-Orléans	3.799.000	5.453.000	7.428.000	9.074.000

Ces chiffres nous paraissent inférieurs à la réalité. L'année 1932 marque en effet un accroissement de stocks de 1.267.000 balles (d'après les chiffres de l'Ass. Int. et ceux indiqués pour les stocks en filatures) alors que l'excès de la production sur la consommation est 3 ou 4 fois supérieure. Malgré leur peu d'exactitude, il est certain que les tendances exprimées par les chiffres absolus des stocks, sont exactes, toutes les statistiques étant concordantes sur ce point. Cette remarque permet de préciser le point neutre de l'indice d'inutilisation; c'est-à-dire, le taux de cet indice, pour lequel la production est intégralement consommée et qui n'est pas le point zéro en raison de l'existence d'une partie non utilisable des récoltes, évaluées comme nous l'avons fait. En suivant d'année en année les stocks (voir Pl. IV), on s'aperçoit qu'un changement d'orientation de la courbe des stocks se produit chaque fois que l'indice d'inutilisation passe par le point plus 4.

La condition d'équilibre entre la production annuelle et la consommation annuelle se traduit par ce chiffre 4, mais cet équilibre n'entraîne aucune réduction des stocks, réduction qui n'aurait lieu que pour un indice inférieur. L'année 1933 marque un premier progrès puisqu'elle se termine sans augmentation de la masse pesant sur le marché;

il faut espérer que les années qui suivront continueront à améliorer la situation en faisant disparaître ce qui, réellement, constitue un élément dangereux pour la stabilisation de la situation.

LA CRISE DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE

Ainsi que nous l'avons déjà dit, nous n'envisageons ici, l'étude de la situation de l'industrie cotonnière que comme le complément indispensable de celle de la crise du coton, c'est pourquoi nous nous contenterons d'indiquer les grandes lignes de l'évolution parcourue.

Depuis l'instant où nous l'avons laissé, deux faits nouveaux se produisent, importants pour l'industrie, ce sont : la réduction du pouvoir d'achat de toutes les populations du globe et les désordres d'Asie.

Ces deux points étant intimement liés à la crise générale, sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'insister; nous nous bornerons à les préciser et à corriger certaines exagérations courantes à leur propos. Ces nouveaux facteurs sont, ou paraissent être, tellement importants qu'ils ont fait oublier aux industriels les maux antérieurs à 1929 et leur font croire que la seule solution actuelle consiste à rechercher un remède à la dépression générale, alors que seul, l'état d'équilibre de chaque système d'industrie semble devoir amener le retour à des conditions meilleures.

La réduction du pouvoir d'achat ne peut être niée; cette réduction qui s'étend à toutes les classes sociales, a atteint rapidement et profondément les populations rurales en raison de la chute des prix des produits agricoles. Le cultivateur constituant le principal client des manufactures de cotonnade, les lie à son sort. A cette réduction du pouvoir d'achat, due aux circonstances économiques générales, on

peut ajouter celle résultant de l'aggravation de la dépréciation de l'argent-métal pour l'Asie, mais c'est là une question que nous préférons étudier, à propos des remèdes à base monétaire.

Quoiqu'il en soit, la crise n'a pas eu pour résultat d'arrêter les transformations des industries asiatiques que nous avons vues en pleine activité en 1928. Malgré les circonstances, le Japon, l'Inde et la Chine continuent à multiplier leur outillage et leur production.

De 1930 à 1933, le nombre de broches croît au Japon et le nombre de métiers reste stationnaire. Durant la même période, les accroissements sont de 22 % et 13 % pour la Chine, et de 2 % pour l'Inde.

La progression de l'industrie chinoise est proportionnellement la plus forte, mais cela tient beaucoup à l'étroitesse de la base de départ.

La progression japonaise, n'est pas comme on le voit, arrêtée, quoique son industrie se développe sur un rythme plus lent. Le maintien d'une situation, somme toute favorable, ne doit pas être cherchée dans l'abandon par ce pays de l'étalon-or qui n'a pas apporté le stimulant magique qu'on attendait. Si ce pays sait maintenir ses positions, cela provient de la politique d'action énergique de ses industriels¹. Au lieu de se lamenter, de rechercher dans des conférences stériles, des moyens plus ou moins saugrenus de compliquer les choses, ils forcent les marchés nouveaux et assurent leurs débouchés dans les autres. La recrudescence de la concurrence japonaise a été particulièrement violente ces dernières années, au Siam, dans les îles Philippines et les Indes Néerlandaises. Récemment, les produits nippons apparaissaient sur les marchés de l'Afrique Orientale, de l'Amérique du Sud et même d'Europe. Pour ce dernier

point, il ne semble pas qu'il faille y voir une orientation nouvelle de la politique commerciale japonaise, mais plutôt une mesure transitoire permettant d'attendre de reconquérir le marché chinois.

Ceci nous mène à dire un mot de l'influence des troubles en Chine sur la consommation de ce pays et dont on fait si souvent état pour expliquer les difficultés de l'industrie cotonnière. Le resserrement du marché chinois, sous l'influence de causes politico-économiques, n'est pas à proprement parler un phénomène nouveau, le désordre qui règne en Chine n'a pas été considérablement aggravé par les opérations militaires récentes. Seul, le boycottage des produits japonais eut pu provoquer un changement d'orientation des échanges en Extrême-Orient. Mais ici encore, il est utile de savoir quelle a été la réaction du Japon et quel a été le résultat de sa volonté inébranlable.

Pour avoir une idée de l'ancienneté et de l'importance de la réduction des importations de cotonnades, d'origine non asiatique en Chine, il suffit de jeter un coup d'œil sur les quelques chiffres suivants relatifs aux exportations de la Grande-Bretagne dans ce pays :

Années	<i>Tissu de coton</i> (en milliers de yards carrés)
1909-13 (moyenne)	554.716
1918	216.370
1922	308.992
1926	177.685
1929	188.314
1930	61.372
1931	80.841
1932	—

Une partie de la régression de ces importations d'origine européenne fut compensée par l'accroissement des productions nationales et japonaises. Le boycottage des produits

nippons semblait devoir modifier les choses. Malgré les apparences, il n'en fut rien.

Ecrivant dans le *Chinese Economic-Journal*, M. Ho-Ping-Yin, Directeur du bureau chinois du Commerce extérieur signale que les usines cotonnières de Wuchang et de Hankow ont pour la plupart repris leur activité au début de 1933 et que leurs produits jouissent d'une bonne vente (c'est déjà là un point à méditer). Une idée de la situation générale des fabriques textiles chinoises en 1932 ressort, dit-il, de l'information qui émane de la *Chinese Cotton Millowner's Association* » :

« Il y a en Chine 128 usines cotonnières, dont 84 seulement sont chinoises. Plus de la moitié du total se trouve dans la province de Kiangsu dont 28 à Shanghai et 21 dans les autres parties de la province. Neuf sont installées dans la province du Honan, 7 dans celle de Hupch et 19 réparties dans les autres provinces. A l'exception de trois usines appartenant à une Société anglaise, toutes les autres entreprises étrangères sont japonaises. Bien que le nombre de fabriques chinoises soient plus élevé que le total des Etablissements étrangers, leurs capitaux ne représentent que la moitié environ de ceux des firmes étrangères.

...La production annuelle des fabriques japonaises atteint à peu près la moitié de la production totale chinoise. »

Au cours de ces derniers mois(début 1933), les Japonais ont envoyé de grandes quantités de tissus de coton dans la vallée du Yangtsé, tandis que des agrandissements étaient envisagés aux usines japonaises de Tsingtao. »

Plus profonde a peut être été, la modification du marché hindou depuis 1928. Les droits d'entrée décrétés en 1927, à l'instigation des nationalistes, se montrèrent insuffisants à arrêter l'afflux des tissus anglais et japonais. La campa-

gne de Gandhi en 1930 préconisant le boycottage des filés et des tissus étrangers de toute origine amena une amélioration de la situation locale et une réduction massive des importations. La Grande-Bretagne supporte la presque totalité de la diminution des importations de filés et se trouve être la principale victime du boycottage des tissus. Le Japon maintient ses positions de 1929 pour les filés, perd un peu pour les tissus, mais améliorait en 1931 sa participation relative de 18 %. Ainsi, les droits d'entrée qui avaient été portés à 20 % de la valeur en 1931, constituaient une barrière très sérieuse pour les produits du Lancashire. Récemment (en juin 1933) l'industrie cotonnière anglaise a enregistré aux Indes, un sérieux avantage sur le Japon. Le gouvernement des Indes procéda en effet à une revision de ses tarifs douaniers concernant les articles de coton et augmentent considérablement les droits des marchandises de provenance non britannique. Le droit d'entrée en question est porté, en ce qui concerne les cotonnades brutes écruës de fabrication étrangère à 75 % *ad valorem* avec minimum, pour les autres, le droit est porté à 75 % sans minimum. Les cotonnades anglaises sont donéavant frappées d'un droit de 25 % *ad valorem*. L'industrie de Lancashire se trouve donc fortement avantagée vis-à-vis de ses concurrents étrangers sur le marché hindou. L'avenir seul indiquera le bénéfice résultant de cette nouvelle mesure pour la Grande-Bretagne, pourtant, nous ne pensons pas qu'elle constitue un événement modifiant à l'avenir les échanges en Extrême-Orient. En effet, la nouvelle orientation de la politique hindoue est due à la pression toujours plus grande de la concurrence japonaise sur le marché considéré, elle s'inspire du désir d'écarter un concurrent redoutable pour l'industrie locale, en conservant

le fournisseur dont elle a encore besoin et qu'elle sait pouvoir éliminer aisément quand le pays sera en mesure de se suffire à lui-même.

En résumé, la crise n'a pas empêché la Chine et l'Inde de poursuivre leur essor. Le Japon a marqué un léger temps d'arrêt, mais au moindre signe d'amélioration de la situation générale, il faut s'attendre à le voir reprendre ses conquêtes. L'industrie cotonnière de la Grande-Bretagne souffre d'un malaise chronique qui ne cesse de s'aggraver. Il est à craindre que les petites concessions consenties au début de 1933 par les *Trade-Unions*, dont nous avons parlé précédemment, et les nouveaux tarifs douaniers hindous ne répandent dans le Lancashire une vague d'optimisme exagéré entravant toute réduction de l'outillage.

Nous ne parlons pas de la situation aux Etats-Unis, l'industrie cotonnière américaine travaillant en champ clos se trouve dépendre uniquement de la situation générale de la République.

Nous savons que devant la restriction générale de la consommation individuelle, les planteurs font, pendant plusieurs années, un effort insignifiant pour réduire la production, mais les industriels en font un encore plus dérisoire pour réduire leur outillage. Voici quelques chiffres qui permettent de se rendre compte de l'incompréhension totale de la situation de la part des usiniers :

Année	1927	1930	1931	1932
Broches existant dans les filatures (en milliers)	172.623	166.563	166.021	162.463
Métiers existant dans les tissages (en milliers)	2.228	3.085	2.964	3.021

Ainsi, au point de vue de l'outillage, l'industrie cotonnière se trouve en 1933 dans des conditions presque aussi

désavantageuses que celles de 1928. Cet état de chose actuel n'est pas seulement préjudiciable à l'industrie, mais encore à la culture cotonnière. L'excès des machines réduit au chômage, pèse sur les prix et empêche une baisse qui permettrait un accroissement des débouchés. De plus, l'abondance des moyens de transformation persuade le planteur de la nécessité d'une production semblable de matière première et crée un état d'esprit hostile à la réduction des cultures du coton. Enfin, au moindre signe de reprise, on assiste à une demande exagérée de coton brut, provoquant une hausse considérable et factice des cours, ce qui, en définitive, est préjudiciable à tous.

Après cette étude très rapide de la crise cotonnière depuis 1928 dans laquelle nous nous sommes efforcés d'analyser les facteurs importants nouveaux, évitant une énumération de faits dont beaucoup n'ont qu'un caractère passager, nous croyons possible, quoique cela soit toujours dangereux, de risquer quelques pronostics sur son avenir.

En raison de l'intensité de la crise générale, il est probable que la courbe de la consommation restera pendant un certain temps encore sensiblement horizontale. La réduction des stocks doit donc être demandée uniquement à la baisse de la production, mais il est à redouter que le léger mieux enregistré ces deux dernières années dans la réduction des ensemencements de coton, ne se trouve annihilé par la politique interventionniste des Etats-Unis. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point.

QUATRIÈME PARTIE

Les remèdes

L'étude faite précédemment nous a amené à affirmer l'existence d'un déséquilibre entre la consommation individuelle et la possibilité de consommation des usines. Le planteur, avons-nous dit, influencé par la résistance de l'industrie qui ne veut pas réduire son outillage, croit en la bonne étoile du « King cotton » et sème toujours avec le secret espoir que le coton à venir se vendra à des prix astronomiques. Chaque année le déçoit, et chaque année il espère en l'avenir. Ce déséquilibre qui crée cette mentalité morbide, peut-il être supprimé ? Nous ne le croyons pas. La difficulté réside dans la différence de gravité du mal créé par la crise dans les divers pays. Nous avons vu qu'on pouvait classer les industries cotonnières en trois groupes :

1° Les industries asiatiques, dont le développement est incessant.

2° Les industries de l'Europe continentale et des Etats-Unis.

3° L'industrie anglaise.

Il serait ridicule d'espérer un sacrifice quelconque de celles du premier groupe. Celles du deuxième, travaillant en champ clos, pour les marchés nationaux, protégées par des droits de douane élevés, attendent assez facilement le

retour de conditions meilleures. Les Etats-Unis, eux-mêmes, qui exportaient environ 15 % de leur production, ont réduit le nombre de leurs broches et de leurs métiers, depuis 1927, de 15 % et 13 %, ce qui les assimile actuellement aux pays européens. Tout le sacrifice, en matière d'assainissement industriel, devrait donc être demandé au Lancashire. Seul, un bouleversement complet (fort improbable) des méthodes de travail et de l'organisation anglaise pourrait modifier son sort. La dépréciation de la livre n'a pas apporté une amélioration notable, mais a encore créé un courant d'optimisme, que les diverses mesures récentes, dont nous avons parlé, renforcent encore. Dans ces conditions, il paraît peu probable que, dans ce pays, soit envisagé bientôt une réduction sérieuse de l'outillage. Si les industriels anglais pensent pouvoir redevenir les grands pourvoyeurs de l'Orient en cotonnades, il n'y a que les faits et le temps qui puissent éliminer ce que l'intérêt raisonné aurait peut-être condamné depuis longtemps.

N'ayant pas trouvé, et ne trouvant pas encore actuellement, dans la demande où le potentiel de demande des filatures, l'élément modérateur normal, la production cotonnière s'est donc depuis 1924 constamment maintenue à un niveau trop élevé pour que la consommation individuelle puisse l'absorber sans chute des prix. C'est du moins ce que nous croyons pouvoir conclure.

Devant les difficultés qui se sont présentées dans les différentes phases d'une crise dont les premières manifestations datent de dix ans, les gouvernements des pays gros producteurs de coton ne sont pas restés indifférents. Mais au lieu de s'attacher à éclairer les planteurs sur la situation exacte du marché, les principaux efforts ont consisté à essayer de soutenir artificiellement les cours, mode d'in-

tervention beaucoup plus tentant et facile sous un régime démocratique. Cependant, toutes les formes d'interventions possibles semblent bien avoir été employées par deux pays, l'Egypte et les Etats-Unis d'Amérique, producteurs de qualité et de quantité, auxquels nous bornerons l'étude qui va suivre.

Cette étude des essais d'intervention, comme remède à la crise, est utile pour deux raisons :

1° Elle prouve qu'il est indispensable de renoncer à toute intervention, tous les essais s'étant clôturés par des échecs.

2° Elle montre quels seraient les dangers d'une intervention même heureuse (à supposer le succès possible) ayant pour but de fausser les cours, sur l'avenir du coton.

Après quelques généralités sur l'intervention, et un essai de classification de ses principales manifestations, nous étudierons celles-ci succinctement sans entrer dans le détail des modalités d'application, et nous essaierons de tirer une conclusion de l'ensemble complexe que constitue la situation cotonnière actuelle.

CHAPITRE PREMIER

DE L'INTERVENTION EN GÉNÉRAL

La baisse des prix de coton, ayant suscité une vive préoccupation dans les milieux de producteurs, a amené les gouvernements des pays intéressés à étudier une série de remèdes. Le but essentiel de cette intervention gouvernementale est de chercher à réaliser une marge bénéficiaire suffisante pour le producteur, et protéger ainsi une classe intéressante de la population. Mais ce but, quoique essentiel, n'est pas toujours unique, et son importance varie avec l'importance relative du coton dans l'économie des pays considérés.

A titre d'exemple, prenons d'abord le cas de l'Egypte.

« Grâce à l'élévation de la valeur de son coton, l'Egypte est arrivée à un certain niveau de bien-être amenant sur son sol une large diffusion de la civilisation occidentale, et il s'agit de savoir si elle va pouvoir le conserver et continuer son ascension dans la voie du progrès, ou si elle va être obligée de revenir en arrière et de rétrograder vers le genre de vie plus primitif, qui a si longtemps été le sien, et dont elle se dégage peu à peu.

C'est que, en effet, l'affaiblissement du prix du coton que nous constatons a, pour la vallée du Nil, une importance capitale. Il ne marque pas seulement la diminution d'une des principales sources du revenu national; sa portée est beaucoup plus grave, à cause du rôle que joue la récolte

cotonnière dans l'économie générale du pays... Le coton forme, pour l'Egypte, l'article d'exportation par excellence, celui qui permet d'acquérir les nombreux articles qu'elle reçoit de l'étranger et dont l'achat, en attendant qu'elle puisse les produire elle-même, est chez elle la condition indispensable du progrès, du bien-être matériel et de la culture intellectuelle¹. »

Et M. Blanchard ajoute : « Nous en revenons donc à cette constatation que le coton et sa graine — pour la partie de la récolte de celle-ci qui est vendue au delà des frontières — forme de beaucoup la principale monnaie d'échange que possède l'Egypte sur les marchés extérieurs, qu'ils tiennent une place prépondérante, disproportionnée même, dans la valeur totale de ses exportations dont ils représentent de 80 à 90 %. »

On conçoit facilement, dans ces conditions, que la politique cotonnière de l'Egypte ne soit pas identique à celle des Etats-Unis, la production de coton représentant dans ce pays une source de richesses appréciable, mais n'étant pas l'âme de l'économie nationale. Ceci explique pourquoi le gouvernement égyptien pense surtout à assurer l'avenir du pays par le maintien d'un prix élevé global des récoltes et que celui des Etats-Unis, influencé par les doléances des planteurs, recherche des solutions immédiates à la crise.

Cette différence de situation entre les deux producteurs n'est pas la seule expliquant les divergences d'action des pouvoirs publics. Ainsi que nous l'avons vu, la grande République américaine fournit plus de la moitié de la production mondiale de coton brut, alors que le coton nilo-

1. Conférence faite par M. G. Blanchard sur « La crise en Egypte », reproduite par *L'Egypte contemporaine*, n° 27, mars 1931.

tique ne participe que pour 6 % dans ce total, il en résulte que les moyens d'action sur le marché sont totalement différents dans l'un et l'autre cas. Enfin, la différence des qualités produites peut encore être retenue, mais avec quelques restrictions.

Quoi qu'il en soit, une question liminaire se pose à tout gouvernement qui veut amorcer une politique cotonnière rationnelle. La chute des cours est-elle due à la surproduction? Nous avons cru pouvoir conclure à une surproduction cotonnière profonde, c'est ce que d'une façon plus ou moins avouée les pouvoirs publics ont toujours reconnu. Dans ces conditions, les interventions pouvaient logiquement se produire dans plusieurs sens :

Réduction et abandon d'une culture non rémunératrice et remplacement par celle d'un produit en meilleure posture;

Réduction du prix de revient, autrement dit, adaptation de l'exploitation aux prix.

Malgré la simplicité d'une solution de ce genre, et peut-être même à cause de cette simplicité, les gouvernements préfèrent des procédés à allures plus scientifiques et plus conformes à la mode du jour. Ce n'est qu'après avoir essayé une série d'échecs que l'Egypte revient à une conception plus saine des choses, mais au moins avait-elle su tirer de l'expérience une leçon, ce qui fut loin d'être le cas des Etats-Unis.

En définitive, convaincus que leur ingérence était indispensable, les pouvoirs publics sont donc intervenus, et de différentes façons. Tantôt, le coton seul les préoccupe, tantôt leur action se fait sentir sur ce produit par l'application d'un plan intéressant toute l'agriculture et parfois même toute l'économie d'un pays. Nous ne nous occupe-

rons que des interventions directes sur les conditions du textile qui nous intéresse, ou des modalités particulières d'application qui lui sont réservées dans les plans plus généraux. Nous ferons cependant une exception pour les remèdes monétaires se rapportant à la revalorisation de l'argent, quoique cette question sorte un peu du cadre de cette étude, en raison de l'importance très grande, beaucoup trop grande, que lui attribue le monde cotonnier.

Les interventions se sont produites dans les formes les plus diverses, parfois bénignes, parfois constituant de véritables applications particulières du socialisme d'Etat, mais recherchant toutes à assurer une marge de bénéfice pour le producteur en s'inspirant parfois d'autres préoccupations. Il est curieux de constater que fort peu recherchent les moyens d'ajuster l'offre à la demande d'une façon permanente, et se contentant d'un essai d'équilibre momentané ou de durée imprévisible.

Les différentes variétés d'intervention peuvent se grouper autour de trois idées :

1^o Rechercher le prix de revient minimum soit par l'amélioration de la culture, soit par une meilleure défense sociale du planteur.

2^o Attribuer la plus grande part possible du bénéfice au cultivateur par la suppression d'intermédiaires entre les filatures et lui, par la réglementation des bourses, par la création d'entrepôts permettant une courte attente de conditions saines du marché, etc...

3^o Obtenir des cours les plus élevés possibles par la création de stocks, réduction de la production, etc... Ce sont les procédés de cette catégorie qui eurent et ont encore le plus de vogue.

« Disons dès l'abord qu'il n'y avait rien de surprenant

ou de particulièrement blâmable à rechercher ces formes de secours contre le poids oppressif d'une dépression des cours. Presque dans tous les cas, ces mesures procèdent des meilleures intentions. Ainsi, il n'y avait rien de reprochable, de la part du Brésil, à décider de venir en aide à ses producteurs de café. Personne ne songea à blâmer le gouvernement de Cuba d'avoir, dans un cas désespéré, eu recours à des mesures artificielles en vue d'améliorer les cours du sucre. Tout ceci n'était qu'expériences, mais lorsqu'elles échouèrent, nous eûmes la preuve qu'elles étaient viciées à la base¹. »

Si ces expériences n'étaient pas blâmables, surtout avant 1929, elles étaient pour le moins imprudentes, en raison de l'exemple de l'échec des tentatives antérieures. Mais lorsque les conditions économiques changèrent et que la crise générale sévit, sans qu'il soit possible d'en déterminer le terme, elles devinrent pour la plupart dangereuses et injustes; dangereuses, car même sans résultats appréciables, elles entretiennent une illusion nuisible aux essais d'adaptation aux conditions nouvelles; injustes, car souvent elles compromettent les intérêts de certains, sans aucune compensation et engagent dans une voie dangereuse les finances publiques. On comprendrait à la rigueur que des remèdes du genre de ceux appliqués aux Etats-Unis aient reçu l'approbation de certains théoriciens, mais il est impossible de comprendre comment des financiers avertis aient pu les préconiser, ne pas voir le danger que présentait une opération dont on ignorait totalement les conditions de la liquidation. L'étude succincte qui va suivre permettra de se rendre compte de l'invraisemblance de la plupart des solutions envisagées.

1. Hichmat Abu Steit : *La politique colonnière de l'Egypte*.

Pour la commodité de l'exposition, nous adopterons, dans l'étude des interventions, la classification indiquée précédemment, mais il est bien évident que les séparations tracées n'ont rien d'absolu et que l'attribution, à l'une ou l'autre des classes, dépend souvent de l'angle sous lequel on envisage la question. Malgré ces imperfections, nous préférons ce procédé à une étude chronologique des faits fastidieuse et sans profit.

CHAPITRE II

INTERVENTIONS TENDANT A L'ABAISSMENT DES PRIX DE REVIENT DU COTON BRUT

Les interventions prêtent toujours à critique, mais comme il faut reconnaître que les gouvernements ne peuvent les éviter, il faut leur savoir gré de leur choix quand celui-ci se porte sur les formes les plus bénignes. De prime abord, la réduction des prix de revient est séduisante et le mal nécessaire considéré sous cet aspect ne semble pas bien effrayant, mais le tout est ici encore une question de mesure.

Deux écueils sont à redouter, et ils ne sont pas facilement évitables; ce sont l'emploi d'un accroissement de la production comme moyen de diminution du coût unitaire et l'emploi de règlements à tendance socialiste. Dans le premier cas, le pays envisagé, surtout si sa participation à la production mondiale est faible, considère que l'accroissement du volume du coton brut jeté sur le marché est trop faible pour produire une baisse des prix. On conçoit qu'une telle politique irait à l'encontre du but poursuivi par le gouvernement si elle triomphait dans quelques pays, surtout si l'on n'oublie pas le caractère spéculatif du marché cotonnier.

Le deuxième danger est mis entièrement en lumière

par le passage suivant extrait d'un article de M. G. Blanchard et se rapportant à l'Egypte¹ :

« Le gouvernement égyptien a commencé cette réadaptation (aux conditions nouvelles) en réduisant, au moins provisoirement, le loyer des terres; mais pareille mesure ne saurait être renouvelée. D'ailleurs, une fois entré dans cette voie, il serait difficile de s'arrêter; après les bénéfices des propriétaires, il lui faudrait s'attaquer à ceux des fournisseurs d'engrais et de semences, à ceux des distributeurs d'eau, à ceux des prêteurs qui font des avances aux fellahs. De proche en proche, il arriverait jusqu'à réglementer les dépenses des particuliers; ce serait l'instauration d'un régime complet de socialisme d'Etat, qui conduirait au socialisme pur et simple. »

Si donc l'idée de poursuivre la réduction du prix de revient du coton est excellente en elle-même et ne peut être qu'approuvée sa mise à exécution semble devoir se heurter à de sérieuses difficultés.

L'exemple de l'Egypte, le seul pays où ce mode d'action ait été sérieusement envisagé, prouve l'impossibilité dans laquelle se trouvent les pouvoirs publics de se substituer efficacement à l'initiative privée dans la recherche de l'adaptation des conditions d'exploitation aux prix. Une courte étude est suffisante pour s'en persuader.

Après une dure leçon, l'Egypte se décidait en 1930 à envisager l'application d'une nouvelle politique cotonnière et le sous-secrétaire d'Etat présentait à cette époque une *Note en vue de l'adoption par le Gouvernement d'une politique cotonnière stable*. Cette note, en plus des idées théoriques

1. M. G. Blanchard, « La monoculture en Egypte et la crise actuelle », *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, supplément à l'*Afrique française* de septembre 1931.

qu'elle contient, est intéressante par l'aveu de l'impuissance de toutes les mesures antérieures, des raisons qui les avaient inspirées, et des conditions dans lesquelles elles avaient été prises. Il est plus que probable qu'une généralisation à tous les pays ayant eu recours à l'intervention ne serait pas exagérée. Voici un passage très net de la note précitée :

« L'action prise par le gouvernement au cours des dix dernières années n'était pas le résultat d'une ligne de conduite bien arrêtée ou d'une étude très approfondie. Bien souvent, elle n'était point dictée par une conviction ferme et bien étayée sur des avis techniques judicieux établissant que le remède auquel on avait recours était le plus efficace et suffisait par lui-même à redresser la situation. Elle avait plutôt pour mobile le simple désir, soit d'atténuer momentanément les effets d'une crise plus ou moins aiguë, soit de donner satisfaction au public en faisant face à un besoin immédiat ou en mettant un terme à des plaintes provenant de personnes intéressées aux questions cotonnières, plaintes inspirées par un souci d'intérêt général ou d'intérêts particuliers. »

Ayant condamné tout retour à une politique de soutien des prix, le sous-secrétaire d'Etat examine les faits et aboutit aux conclusions suivantes qui constituent un mélange curieux de théorie s'inspirant du plus pur libéralisme et de théories diamétralement opposées :

1° Il est avantageux pour un pays de s'adonner à la culture des produits qu'il est le plus apte à produire et d'acheter avec le prix réalisé de la vente les articles dans la production desquels se spécialisent d'autres contrées.

Donc, l'Egypte ne devra pas chercher à se suffire à elle-même, à constituer une économie fermée. Elle devra, au

contraire, chercher à développer sa production cotonnière.

2° Il faut chercher une diminution du prix de revient par un aménagement différent de la répartition du revenu brut (autrement dit, au détriment d'autres facteurs de l'économie nationale : les propriétaires, les exploitants de pompes, les négociants, les banquiers, etc...) L'Etat devra donc fournir directement ou indirectement un crédit à bon marché.

On le voit, l'Egypte, du moins en théorie, ne sait pas éviter les écueils de l'extension des cultures et de l'intervention abusive, mais fort heureusement les circonstances et les premiers essais d'application lui font abandonner ce que ce plan d'orientation nouvelle de la politique cotonnière avait de mauvais.

C'est ainsi que le gouvernement, après avoir risqué en 1931 une intervention temporaire de réduction légale d'un cinquième des loyers des terres et, d'autre part, obtenu en 1932, de la Cour d'Appel Mixte que les ventes forcées immobilières soient suspendues pendant les mois d'été, semble résolu à ne plus s'aventurer sur le terrain dangereux de la réglementation des contrats privés.

D'autre part, la régression continue de la consommation cotonnière et les stocks existants déterminèrent le gouvernement égyptien à limiter l'acréage affecté à la culture du coton, limitation inutile d'ailleurs, la baisse persistante des prix du coton ayant amené les cultivateurs à s'occuper d'autres produits dans une telle proportion que la superficie cultivée en coton se trouvait être inférieure au maximum édicté par la loi.

En définitive, peu de chose subsiste en 1933 en conformité avec le plan élaboré en 1930, seule fonctionnait encore l'intervention financière.

L'Égypte étant un pays de très grande propriété, et de propriété extrêmement morcelée, l'idée d'aider les petits propriétaires sans contact avec le crédit des grandes banques était justifiée. Le Crédit agricole, sorte de service public à autonomie financière, est créé à cet effet, mais il se heurte à de grosses difficultés résultant de l'organisation sociale du pays et l'absence d'organisation de la vie locale.

« Plus que partout ailleurs, en cette Égypte centralisée, où la masse n'a aucune compréhension des vérités économiques ou financières, il faut craindre que s'exagèrent les recours à ce qu'on a appelé l'Etat financier à ce que s'enracine l'illusion suivant laquelle tout le monde peut vivre aux dépens de tout le monde¹. »

D'autre part, le gouvernement déploie de louables efforts pour maintenir la qualité et la renommée des cotons égyptiens, par l'amélioration constante de la technique agricole, en contrôlant la distribution des semences, en interdisant le mélange des variétés et en prenant enfin des mesures sur le degré d'humidité du coton. Le gouvernement s'efforce ainsi de tenir compte des desiderata des filateurs et se charge directement de faire une propagande active à l'étranger en vue d'y développer la consommation du coton égyptien.

Ce dernier mode d'action ne prête à aucune critique et la généralisation de son application au plus grand nombre possible de pays producteurs semble souhaitable. Ce n'est que par l'amélioration des qualités du coton, sans accroissement de son prix de revient ni de sa production, que l'on peut espérer provoquer un relèvement de la consommation

1. Opinion de M. Vincenot, président du Crédit foncier égyptien, *Europe nouvelle* du 31 décembre 1932.

mondiale et retarder les effets de la concurrence de la soie artificielle.

Quant à l'intervention sous sa forme autoritaire, l'expérience égyptienne, faite pourtant dans des circonstances et un milieu somme toute favorables, montre qu'en dépit de ses apparences séduisantes, elle constitue un danger non seulement pour le pays qui y a recours, mais aussi pour la situation cotonnière internationale.

CHAPITRE III

INTERVENTIONS TENDANT A ATTRIBUER LA FRACTION MAXIMUM DU BENEFICE AU PRODUCTEUR

Toute une série d'interventions ont pour but, non plus de réduire le coût de la production, mais de faire attribuer au planteur la part la plus grande possible de la différence existant entre ce coût et le prix payé par le filateur.

Nous avons analysé, au début de cette étude, le rôle des intermédiaires et des bourses en matière cotonnière, nous avons vu comment le nombre élevé des premiers et la spéculation étaient la cause de la mauvaise répartition des profits et de l'amplification des fluctuations des cours. L'initiative privée, ou les pouvoirs publics, sont intervenus dans certains pays pour chercher à corriger l'organisation existante, soit en diminuant le nombre des participants aux profits, soit en réglementant les bourses, ou en permettant aux producteurs de lutter contre les trop grandes variations de prix par la création d'entrepôts facilitant l'attente de conditions meilleures de vente.

Il est parfois fort difficile de distinguer les mesures de cette sorte de celles tendant uniquement à la hausse artificielle des cours. En ce qui concerne les entrepôts et les coopératives de vente, l'étude détaillée de ces organismes permet seule de faire la discrimination.

Nous verrons successivement les essais de réglementation des bourses et le rôle des entrepôts. Quant à la réduction du nombre des intermédiaires, nous avons eu l'occasion de noter les projets faits en ce sens par l'industrie japonaise; il nous suffira d'ajouter qu'une tentative récente aux Etats-Unis est demeurée sans résultat pour fixer la situation actuelle.

A cette idée que le planteur a droit à une rémunération qui parfois dans l'organisation présente revient à des tiers en raison des fluctuations des prix, on rattache celle cherchant une stabilisation, non plus locale par la réglementation des contrats, mais mondiale par la création de stocks. Nous verrons ce que vaut cette proposition ancienne restée sans solution.

Section I. — Les marchés cotonniers et leur réglementation.

Nous étudierons cette réglementation, ou plutôt cet essai, en Egypte, où la spéculation boursière se présente sous sa forme la plus nette, et, où les remèdes les plus sérieux ont été cherchés.

On sait que les producteurs égyptiens procèdent de diverses manières à l'écoulement de leur récolte cotonnière. Les uns vendent leur coton aux petits négociants établis dans la localité, d'autres le transportent à la « Halaga » ou au marché le plus proche, pour y être cédé au plus offrant; d'autres enfin, acheminent leur coton vers la « Zarbia » ou entrepôt géré par des particuliers ou bien par des banques. Les « Halagas » sont généralement des enclos entourés de petits dépôts que louent des courtiers en coton pour y procéder à la vente et au pesage

1. Voir pour plus de détails : Hichmat Abu Steit, *La politique cotonnière de l'Egypte*, 1932; Zaki Abd-el Motal, *Les bourses en Egypte*, 1930.

moyennant un léger courtage que leur paient les cultivateurs en sus d'une redevance perçue à titre de loyer.

En 1912, le gouvernement prit l'initiative d'établir des « Halagas » dans tout le pays sur une grande échelle. Il les a soumises, jusqu'à un certain point, au contrôle de l'administration locale. Depuis quelques années, la surveillance est plus méthodique et le petit cultivateur peut connaître les prix pratiqués à la Bourse durant toute la matinée.

Les « Zarbias » sont analogues mais ne sont pas soumises au contrôle gouvernemental. Les déposants peuvent obtenir des avances sans vendre si le prix ne leur convient pas.

L'achat de la récolte peut se faire suivant deux méthodes : l'une à prix fixe (vente passée avant ou après la récolte). La vente avant la récolte est dangereuse pour le planteur qui est obligé de livrer une quantité déterminée du coton même si la récolte est déficitaire. Mais cette méthode est de moins en moins pratiquée parce qu'elle rend le cultivateur indifférent aux fluctuations du marché. Aussi, depuis assez longtemps, préfère-t-on l'autre méthode qu'on dénomme *on-call*, c'est-à-dire, à l'écart, au-dessus ou au-dessous des cours pratiqués à la Bourse.

La fixation du prix définitif est laissée au choix du vendeur et doit avoir lieu dans la limite de temps convenu à l'avance. La faveur dont jouit cette méthode est due, pour une large part, à l'avantage qu'elle offre au planteur de n'effectuer la vente qu'au moment jugé opportun, pendant la période déterminée d'avance, et d'autre part, au fait que le cultivateur puisse obtenir une grande partie du prix de sa récolte pour subvenir aux besoins de cette récolte.

Cette pratique n'est pas sans inconvénients. Vers le mois de mars, de presque chaque année, se produit un mouvement de baisse qu'on ne saurait expliquer que par l'achat par anticipation. Les contrats donnant aux cultivateurs le droit de choisir le moment qui lui plaira pour réaliser la vente pendant une période qui s'étend ordinairement du mois de novembre au mois de mars. Le cultivateur caresse toujours l'espoir de voir les prix hausser et recourt à des reports parfois réitérés jusqu'au dernier moment. A ce moment, les ordres de vente multiples arrivent sur le marché, amenant avec eux une baisse rapide dans les cours et la masse des cultivateurs se trouve finalement éprouvée. C'est pour parer à cet inconvénient que le gouvernement essaya de réglementer les contrats. Un projet de loi déjà ancien tendait à interdire les ventes du coton, moyennant un prix à fixer ultérieurement. L'article premier de ce projet est ainsi conçu :

« Est nulle toute vente ou promesse de vente de coton, qu'il s'agisse de coton récolté ou de coton à provenir d'une récolte sur pied ou future, dont le prix n'est pas définitivement fixé au moment de la vente ou de la promesse de vente, mais est seulement déterminable suivant un mode convenu par les parties, tels que la fixation ultérieure sur la base des cours pratiqués à la Bourse du terme ou de toute autre manière ».

A peine paru, ce projet de loi s'est vu en but à de vives critiques et resta sans application. La raison de cet échec réside dans le fait qu'une mesure de ce genre porte atteinte à la liberté des conventions et empêche le producteur qui a besoin de fonds d'en trouver par la vente, avant la maturité de sa récolte, et profiter du prix qu'il estime convenable.

Une proposition encore plus radicale fut faite par le

Syndicat agricole général en 1931, tendant à abolir purement et simplement les ventes à découvert. Voici l'avis de M. Busciani-Turroni à ce sujet.

« L'abolition du commerce à terme sur les céréales, qui fut proclamée par la loi allemande de 1896 et par la loi autrichienne de 1903, a fourni une preuve évidente de ce que le commerce à terme, grâce aux avantages qu'il offre au commerce effectif, est devenu un rouage indispensable dans le mécanisme de l'économie moderne. Ces lois portèrent le désarroi dans le marché effectif de Berlin et de Vienne, car les importateurs de l'industrie de la minoterie n'avaient plus la possibilité de couvrir leurs transactions effectives. Ils furent obligés d'effectuer leurs opérations à terme dans la bourse de Chicago, ce qui présentait plusieurs inconvénients. Plus tard, sous la pression de nécessités économiques, le commerce à terme, que la loi allemande de 1896 avait supprimé, fut rétabli sous une nouvelle forme, qu'une loi fut obligée de reconnaître. »

... « Les faits démontrent que quelques économistes sont trop optimistes, lorsqu'ils affirment que l'intérêt personnel des spéculateurs coïncide toujours avec l'intérêt général. Les expériences faites dans les grandes bourses à terme du coton paraissent démontrer que les spéculateurs peuvent provoquer des baisses et des hausses artificielles de prix, qui quoique nécessairement temporaires, troublent profondément les marchés.

Il s'en suit qu'un contrôle assidu des pouvoirs publics sur les bourses à terme paraît tout à fait justifié et nécessaire dans l'intérêt général. Mais d'après les expériences du passé, des mesures qui rendraient impossible ou difficiles à la bourse à terme d'exercer sa fonction principale,

à savoir : l'assurance contre les risques de fluctuation des prix, seraient dangereuses. »

Cette sage opinion fut aussi celle du gouvernement égyptien qui se contenta par le décret du 29 octobre 1931 de discipliner le commerce du coton et soumet la bourse des marchandises disponibles de « Minet-el-Bassal » au contrôle de l'Etat. Cet établissement privé jusqu'à cette date devient une institution officielle analogue à la bourse des marchandises à terme d'Alexandrie.

Section II. — Constitution d'une réserve de coton brut.

Pour lutter contre les manœuvres des accapareurs et pour atténuer les effets des variations des récoltes, M. Ernest Lang (au III^e Congrès cotonnier de 1906. Rapport officiel de E. Lang : Les voies et moyens pour assurer et régulariser l'approvisionnement du coton) proposait au Congrès de la Fédération internationale de 1906 un système qui fut examiné et discuté en détail par les représentants des filateurs de toutes les nations au Congrès international de Paris de 1908.

L'étude faite précédemment de la situation cotonnière durant les années 1895-1914 nous a permis de décèler une grande analogie avec celle de l'heure présente; aussi l'exposé de M. Lang, quoique ancien, offre actuellement un intérêt certain, la surproduction n'empêchant pas les cours d'osciller dans des proportions aussi grandes que durant les années qui précédèrent la guerre, au détriment des planteurs et des industriels non spéculateurs.

Ce projet repose sur les cinq principes suivants :

1^o Fondation d'une Société à responsabilité limitée, réunissant les filateurs du monde entier.

2^o Obligation pour cette Société d'acheter, quelles que

soient les circonstances, à un prix minimum, fixé au moins un an à l'avance, une quantité de coton déterminée et comprenant les qualités courantes.

3° Obligation pour l'association de garder cette réserve absolument intacte jusqu'à ce que les prix du coton aient atteint un maximum fixé à l'avance par les filateurs eux-mêmes. A ce moment, la réserve serait cédée aux filateurs ou serait jetée sur le marché du coton en vue d'en régulariser les prix.

4° Paiement par les filateurs, pour chaque balle de coton consommé, d'une certaine contribution qui serait fixée d'après les frais généraux, et payée directement à la caisse centrale.

5° Emploi de ces contributions pour indemniser les filateurs qui se soumettraient au *short-time*, c'est-à-dire, à un chômage partiel volontaire tendant à diminuer la demande.

Cette vaste organisation, d'après son auteur, devait remédier au double inconvénient des fluctuations trop grandes du marché cotonnier dans un sens ou dans l'autre; elle avait pour but :

1° Au moment d'une baisse exagérée des prix, d'enrayer cette baisse en augmentant sensiblement la demande de coton, et en mettant en réserve les quantités acquises pour garantir au planteur un prix rémunérateur.

2° Lors d'une hausse excessive, d'enrayer cette hausse par un accroissement de l'offre, grâce à l'appoint de la réserve, par une diminution de la demande en appliquant systématiquement le *short-time*.

Mais au sein du Congrès même, de vives controverses s'engagèrent au sujet de la proposition de M. Lang. Certains délégués firent remarquer que la perspective d'un maximum fixé au prix de vente du coton brut, c'est-à-dire, au bénéfice

du planteur, pouvait faire craindre que celui-ci se décourage et en vienne à restreindre ses cultures de coton, ce qui ferait aboutir à l'inverse du résultat poursuivi.

On se heurterait d'autre part à des difficultés insurmontables « achat d'un million de balles, versement des cotisations, loyauté des industriels. »

D'autre part, un million de balles serait insuffisant en cas de disette, et le stock constitué en cas de pléthore serait un stock visible non absorbé, donc pesant sur le marché.

Ainsi qu'on le voit, les critiques adressées au projet étaient sérieuses et pouvaient en 1908 faire reculer les industriels. La proposition n'a depuis jamais été reprise, mais on peut se demander ce que vaudrait son application aujourd'hui.

D'une part, les difficultés de fonctionnement d'un organisme stabilisateur restent les mêmes, l'esprit de solidarité internationale des industriels n'ayant pas beaucoup varié. D'autre part, les difficultés de principe semblent s'être atténuées.

Il convient de remarquer avant tout que le rôle et les statuts d'une Société qui fonctionnerait suivant le plan de M. Lang sont totalement différents de ceux d'un institut de valorisation tel que le *Farm-Board* et que l'échec de celui-ci ne doit en rien faire préjuger de l'utilité et des chances de succès de celle-là.

L'anarchie règne dans la production, et un déséquilibre existe actuellement entre elle et la consommation. Or, seule l'industrie peut sonder le marché et déterminer les conditions optimum de vente. Il semble donc logique de lui laisser fixer les limites dans lesquelles doivent osciller les cours. Quant au risque de voir l'acréage cotonnier

diminuer si les prix ne sont plus rémunérateurs, non seulement il n'existe plus, mais il constituerait un moyen excellent de réajustement.

Malgré quelques réels avantages, cette idée de stabiliser les cours durant toute la durée d'une campagne cotonnière ne semble pas pouvoir recevoir d'application pratique immédiate, ni servir à un retour à des conditions économiques meilleures du marché.

Les stocks existants dans le monde ont un volume considérable et n'obéissent pas à des règles de liquidations déterminées; ceci rendrait impossible toute action qui porterait forcément sur des quantités beaucoup plus faibles.

D'autre part, pour réussir, une association de ce genre devrait grouper la presque totalité des filateurs, or, beaucoup de ceux-ci, surtout en Europe, ne croient plus au succès des interventions collectives. Ainsi, malgré ses apparences séduisantes, tout essai fait en vue d'une stabilisation des prix, stabilisation favorable au planteur et à l'industriel, semble voué à l'insuccès et ne peut donc être considéré comme remède possible à la crise cotonnière.

CHAPITRE IV

INTERVENTIONS TENDANT A LA HAUSSE DES PRIX

Nous avons jusqu'à présent passé en revue les principales mesures ayant pour but de modifier la répartition des bénéfices, modifications faites au profit du planteur cotonnier. Mais à côté de celles-ci, se placent toute une série d'interventions gouvernementales ayant la prétention de porter remède aux maux dont souffre la culture du coton et cherchant à contrecarrer le libre jeu des lois économiques. Par leur développement, par la confiance naïve qui accompagna leur proposition ou leur mise en application, et enfin par leurs échecs retentissants, elles sont de beaucoup les plus intéressantes à étudier.

La hausse des prix de gros d'une matière première quelconque peut s'obtenir de trois façons :

- 1° Par la réduction de l'offre;
- 2° Par un accroissement de la demande;
- 3° Par la dépréciation de la monnaie.

Nous ne nous occuperons que des deux premiers procédés, l'expérience américaine de dévalorisation de la monnaie étant encore trop récente pour qu'une appréciation puisse être portée. De plus, cette dévaluation a pour but le relèvement des prix de gros de toutes les matières premières et sort du cadre de cette étude. Ce qu'on peut dire, c'est que cette méthode a fort peu de partisans en

France et que l'opinion générale est conforme à celle émise par M. André Liesse¹ : « Faire monter les prix, dit-il, telle est la grande pensée directrice de la politique d'une colossale absurdité que suit M. Roosevelt. Il est des gens pour admirer avec une belle ingénuité ce tour vulgaire de gobelets. Il consiste à escamoter la valeur en la confondant avec le prix². »

Les mesures tendant à la réduction de l'offre sont de deux sortes, elles cherchent soit une réduction momentanée par l'intervention sur le marché, soit une réduction plus durable par la diminution de l'acréage planté en coton.

Celles qui essaient d'accroître la consommation sont principalement des mesures de propagande, de recherche d'usages nouveaux pour le coton et l'augmentation du pouvoir d'achat des populations asiatiques par la revalorisation de l'argent-métal.

Section I. — Réduction de l'offre.

1. *L'intervention sur le marché.*

La politique d'intervention pour la revalorisation d'un produit n'est pas un fait historique nouveau, mais qui a pris depuis quelques années une importance énorme. Sans reprendre l'étude de ces tentatives dont la plupart sont connues de tout le monde, il est bon de rappeler que toutes (à une ou deux exceptions près) ont subi le même sort : l'échec complet.

Les manœuvres du *pool* canadien pour retenir en dehors du marché de grandes quantités de blé et soutenir les prix n'ont pas vu un jour meilleur. Ce qui se produit toujours en pareil cas se produisit ici. Les prix, après avoir marqué

1. *Economiste français*, 12 août 1933 « Le Drame américain ».

2. Ajouter les nouveautés par prix liés au dollar.

une ascension rapide, tombaient bien au-dessous du niveau auquel ils s'étaient maintenus avant sa création, et le Canada fut amené à la liquidation d'énormes quantités de blé.

La manipulation artificielle du marché du cuivre aboutit ainsi que nous l'avons déjà vu, à un résultat désastreux. La *Copper Exporters*, avait réussi, de juin 1927 à avril 1929 à élever les prix du métal de 12 1/2 cents par livre à 24 cents et à le maintenir à 18 cents jusqu'en avril 1930. Mais comme on devait s'y attendre, cette hausse artificielle des prix stimula la production. Le résultat fut que la restriction de la demande pour le cuivre depuis la fin de 1929 ne fut pas accompagnée par une semblable réduction de la production. Les prix finirent par baisser sous l'influence du grossissement des stocks avec la rapidité que l'on connaît.

À côté de ces procédés d'intervention directe sur le marché, se place l'intervention indirecte sous forme de primes à la sortie.

Le Brésil, suivant en cela l'exemple du Chili pour les nitrates (augmentation des prix à la sortie par prélèvements et primes) est venu en aide à ses producteurs de café. Cette pratique étrange est purement artificielle. Toute charge destinée à majorer le prix de la marchandise tel qu'il résulterait de la libre concurrence peut agir comme un frein à la consommation ou comme stimulant pour créer une production concurrente, c'est ce qui se produisit effectivement. M. Daniel Serruys estime que toutes les mesures de restriction à la production, comme les prélèvements et primes à la sortie, ne font que bénéficier à l'« outsider ».

Nous étudierons successivement, en ce qui concerne le coton, les interventions sur le marché américain et sur le

marché égyptien, les deux séries de mesure s'étant opérées dans des circonstances différentes, ce qui n'empêcha pas l'une et l'autre d'amener les plus déplorables effets.

A. L'intervention sur le marché américain.

Nous savons que les Etats-Unis d'Amérique, constituent le premier producteur de coton; la baisse des prix de ce produit devait donc toucher gravement ce pays. La situation des producteurs américains est rendue encore plus grave par le fait déjà signalé, que la consommation mondiale du coton américain est en diminution, tandis que celle du coton d'autres provenances, n'a pas varié sensiblement.

La politique de retenue instantanée à la suite de ces circonstances débuta par la création de coopératives, lorsque les cours américains oscillaient entre 20 et 25 cents. Le marché ayant fléchi dans les environs de 14 cents, les coopératives qui portaient non seulement du coton brut, mais encore du terme qu'elles avaient accumulé pour soutenir les cours, se sont trouvées en si mauvaise posture, que l'intervention officielle s'imposa presque. « L'Agricultural Marketing Act » du 15 juin 1929, constitua le « Federal Farm-Board » dont l'action devait aider l'agriculteur américain à sortir de sa situation difficile. Le but était de mettre l'agriculture sur un pied d'égalité économique avec l'industrie. Pour réaliser ce dessein, deux grands moyens d'action avaient été proposés : développer les méthodes les meilleures pour assurer la vente des produits agricoles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et chercher à protéger, à contrôler et à stabiliser les courants commerciaux.

Pour l'application de cette politique à toute l'agricul-

ture américaine, quatre méthodes avaient été explicitement prévues :

1^o Réduire la spéculation sur les céréales;

2^o Assurer l'emploi, dans la répartition, des méthodes les meilleures et éviter le gaspillage;

3^o Grouper les producteurs dans des associations afin de mieux assurer l'unité d'efforts pour la vente et favoriser l'établissement et le financement d'un système de vente agricole par le moyen d'associations coopératives appartenant aux producteurs et dirigées par eux;

4^o Aider, par la pratique, d'une production et d'une répartition ordonnée, à prévenir la formation d'excédents dans les diverses branches de la production agricole, les contrôler de façon à ce que les marchés intérieurs restent avantageux et que les excédents d'un produit ne nuisent pas au prix de vente.

Cet institut de sauvetage devait s'occuper des produits les plus divers, mais les céréales et le coton constituaient la majeure partie de ses occupations.

Rien ne pouvait être aussi encourageant que ce programme permettant de favoriser la vente effective sur le marché des produits agricoles. De plus, il faut bien le reconnaître, les Etats-Unis qui produisent 50 % du coton récolté dans le monde, dont les ressources financières paraissent alors illimitées, pouvaient croire à la possibilité d'influencer les prix en intervenant sur le marché. Si l'opération qu'on allait entreprendre n'était soutenable, ni théoriquement, ni financièrement, les raisons qui la condamnaient n'étaient pas de nature à frapper et à convaincre l'opinion publique et à en empêcher l'exécution.

Le programme primitif tracé à l'activité du « Federal Farm-Board » ne fut pas d'ailleurs scrupuleusement res-

pecté, ainsi que l'on peut s'en rendre compte par la lecture des comptes rendus annuels du « Federal Farm-Board ». Ces comptes rendus, en plus de leur utilité pour connaître la nature exacte de la politique suivie permettent de saisir sur le vif, les difficultés avec lesquelles le Board a eu à lutter, les changements d'orientation de son action, enfin les aveux d'impuissance de ses dirigeants qui non seulement faisaient prévoir la faillite de cette tentative, mais démontrent l'impossibilité de réussir aucun essai analogue.

Le moyen capital auquel le Board eut recours tout d'abord fut la constitution d'un système d'associations coopératives de vente appartenant aux producteurs et gérées par eux, associations assez importantes pour réaliser les économies qui résultent d'opérations effectuées sur une grande échelle et pour exercer un contrôle effectif sur la vente de chaque production. Durant la première année de son existence, le Board a consacré la plus grande partie de son activité à les constituer. Au moment de son entrée en fonctions, il existait aux Etat-Unis environ, 12.000 coopératives agricoles de vente, dont le plus grand nombre ne possédaient qu'un faible rayon d'action. Le Board s'est employé à encourager leur groupement en associations régionales et nationales, susceptibles d'adopter des plans uniformes pour la vente de leurs produits; il en est ainsi arrivé à faire créer des organismes nationaux de vente coopérative pour divers produits, dont le coton.

A côté de ces mesures prises pour perfectionner le système de vente, le Board en a mis d'autres en œuvre à l'effet de réduire la production excédentaire et d'atteindre à la plus grande stabilité des prix possible.

Le but envisagé primitivement n'est pas la stabilisation si l'on donne à ce mot le sens d'une égalisation ou d'une fi-

xation rigide des prix, mais une action stabilisatrice qui aurait pour effet de limiter les fortes variations de prix et d'amortir les chocs résultant de violentes fluctuations. Ce résultat ne devait d'ailleurs être recherché que dans la mesure où il pouvait réellement profiter au fermier, non seulement au moment de l'intervention, mais durant un certain nombre d'années.

Cette action assez modérée devait se modifier devant le développement de la crise générale non prévue quand fut institué le « Cotton Stabilization Corporation ».

Lorsque se produisit la crise des valeurs boursières, les prix tombèrent rapidement. Il fallut protéger les fermiers et prévenir un recul général du prix des produits agricoles, recul qui aurait eu des répercussions sur la situation économique des Etats-Unis dans son ensemble. C'est pourquoi le Board prit la décision d'offrir aux coopératives de leur faire des prêts complémentaires, c'est-à-dire, complémentaires à ceux faits aux fermiers par les banques. De plus, il entreprend des opérations pour son propre compte et cherche à « barrer les prix » en se déclarant prêt à racheter à un prix fixé à l'avance.

C'est alors que commence la période difficile, malgré la situation privilégiée dont bénéficie le Board. Cette colossale entreprise subira le sort des expériences précédentes.

Les achats du Board augmentèrent rapidement et à tel point qu'il s'était déjà, à la date du 15 mars 1931, engagé pour 156.000.000 de dollars pour la stabilisation des céréales, 65.000.000 de dollars pour celle du coton et 250.000.000 pour les autres produits, soit en tout pour 471.000.000 de dollars sur les 500.000.000 de dollars votés par le Congrès.

Malgré l'ampleur de l'opération, les prix continuaient à baisser. « L'explication de ce désastre est que le barrage

a cédé; la masse qu'il devait contenir est trop grande, elle continuait à s'écouler sur le côté avant que le barrage fût lui-même emporté¹ ».

Quoi qu'il en soit, le « carry over » augmentait chaque année et cette institution viciée à la base non seulement était impuissante à l'éviter, mais favorisait l'augmentation de la production. En achetant à un prix fixé à l'avance, on donnait au producteur la certitude de s'assurer un bénéfice et dans une pareille période d'incertitude, il donnait naturellement la préférence aux produits sûrs. Il suffit de consulter les chiffres de la production américaine en 1931 et 1932 pour être convaincu de ce fait. Cette production excessive entraîna l'effondrement des cours.

Les rapports annuels du Conseil fédéral agricole font ressortir les difficultés où le gouvernement américain se débattait pour réglementer les cours.

Voici quelques extraits édifiants :

1° Au cours d'une opération de stabilisation, il est inévitable qu'une quantité considérable du produit doit être retenu si on tient à exercer un effet matériel sur le marché. De plus, l'accumulation de telles quantités, qui appartiennent presque entièrement à l'offre visible, exerce une influence adverse sur les cours.

L'annonce que ces accumulations ne seront pas mises en vente, ne suffit pas à rassurer les acheteurs, à moins que le volume ainsi retenu ne mette entrave à l'achat d'offres en harmonies avec la demande. Même dans ce cas, la demande diminue ou se limite aux besoins immédiats et les achats à terme en vue des besoins à venir, sont réduits d'autant.

1, Rapport de M. Serruys.

2° Ces achats effectués sur le marché au comptant ne peuvent pas eux-mêmes maintenir les cours; d'autre part, ils font beaucoup de tort aux opérations légitimes faites sur le marché à option car ils détruisent le parallélisme des cours au comptant et des cours à terme. Dans ces conditions, toute opération de stabilisation doit s'effectuer sur toute la ligne, le résultat inévitable étant d'entraîner des achats à terme considérables.

3° Des opérations sur le marché à terme ayant été commencées, il est impossible de trouver un endroit favorable où s'arrêter.

4° Le problème de l'emmagasiner présente de sérieuses difficultés au cours des opérations de stabilisation.

5° Les opérations de stabilisation qu'effectue une corporation, telles qu'on les considère généralement, se traduisent d'habitude par des achats et non des ventes.

Il en est particulièrement ainsi quand les cours sont bas et le marché actif. Les ventes tendent rapidement à faire baisser les cours et les planteurs s'en plaignent vivement.

L'ancien président des Etats-Unis M. Coolidge, a fait preuve de vues économiques pleines de sagesse, lorsqu'il a démontré, dans une étude publiée en août 1930, que les efforts faits en vue de contrôler arbitrairement les prix des produits, sont loin d'avoir été couronnés de succès, il en donne les raisons suivantes¹ :

« La valeur est une question d'opinion et les travaux des Congrès n'ont qu'un bien faible pouvoir sur ce que les hommes pensent ».

Lorsque le consommateur achète un produit, ce produit sort du marché et disparaît. Lorsque les institutions publiques ou privées achètent en vue de fixer un prix arbitraire,

1. Cité par M. Abu Steit dans *La politique cotonnière de l'Egypte*.

le produit reste encore sur le marché. Chaque consommateur sait cela et attend la revente. En soutenant les prix, on ne fait qu'user d'un expédient de caractère local ou provisoire qui ne peut, habituellement, que rendre les choses pires qu'elles ne l'étaient.

Mais parce que le tout est plus grand que la partie, même le Trésor des Etats-Unis n'est pas assez puissant pour fixer d'une façon arbitraire les cours des grands produits mondiaux avec un succès permanent.

En 1931, la situation créée par le Board était telle que le Congrès international du coton de Paris a émis le vœu suivant :

« Considérant que ce Congrès, comprenant les représentants de plus de vingt nations intéressées dans la filature et le tissage de coton, estime unanimement qu'une évolution normale des prix, exclusivement déterminée par la loi de l'offre et de la demande, est conforme aux intérêts des deux parties sur le marché cotonnier.

» Considérant que le Congrès a donné la plus grande attention à la situation dérivant du fait qu'environ 3.000.000 de balles de coton américain sont contrôlées par la « Cotton Stabilization Corporation » et par les associations coopératives cotonnières.

» Il est décidé que ce Congrès fait respectueusement appel au « Federal Farm Board » pour que, en vue de corriger les récentes interventions qui se sont produites sur le marché du coton, le « Federal Farm Board » annonce un programme défini dans lequel il déclarera que le coton devra être vendu quotidiennement par quantités déterminées qui ne seront pas assez considérables pour troubler le marché ».

M. Arno S. Pearse dit de son côté :

« L'intervention du gouvernement sur le marché des Etats-Unis a été désastreuse et elle exercera probablement un effet plus déprimant encore dans un avenir rapproché. Le gouvernement américain a détrôné le « King Cotton » et institué une dictature à caractère socialiste. Il a spéculé sur le coton plus que ne l'ont jamais fait les « Trusts Privés ».

Les vœux et la tendance de l'opinion publique n'eurent d'ailleurs pas pour effet d'améliorer sensiblement les choses et même jusqu'à un certain point, le troisième rapport annuel du « Farm Board » masque un recul de ses dirigeants dans la voie où ils semblaient vouloir s'engager.

En stabilisation, l'opinion du Board est moins favorable. Dans ses deux premiers rapports, il admettait nettement l'impossibilité d'aider la production par des opérations de stabilisation des prix quand il n'existe pas de contrôle à la production.

Dans son premier rapport, le Board expliquant de la façon que nous avons vue, son insuccès dans l'expérience de stabilisation, insistait surtout sur la nécessité de combiner les opérations au comptant aux opérations à terme.

Dans son deuxième rapport, le Board reprend :

« Les prix ne peuvent être maintenus élevés artificiellement par de telles méthodes pendant longtemps. L'expérience de ces deux dernières années montre qu'il est vain de s'engager dans des achats stabilisateurs pour plusieurs années en procédant à une accumulation; stabilisation veut dire vente aussi bien qu'achat ».

Mais le troisième rapport proclame ce fait des plus surprenants, que la stabilisation a procuré un gain de six millions de dollars.

Il y a d'abord, dit-il, une perte réelle de 239.051.478 dollars, mais le gain dû au relèvement des prix est de

245.051.478 dollars, soit un gain de six millions de dollars. Ce gain, malheureusement est établi par une série de calculs théoriques recherchant les prix qui eussent été pratiqués sans la stabilisation. Ces calculs sont basés sur l'écart existant entre les prix enregistrés sur le marché de Liverpool et ceux enregistrés sur le marché américain. Un écart étroit est, d'après le Board le signe d'un relèvement des prix nationaux.

En plus de l'arbitraire d'une semblable étude statistique, il faut reconnaître que les stocks considérables constitués par le Board, et de l'aveu même de celui-ci, si l'on s'en tient à ses deux premiers rapports, ont avili les prix de Liverpool et l'écart a en effet, bien diminué, mais dans ce sens seulement. En d'autres termes, le Board n'a pas relevé les prix nationaux, mais a baissé les prix mondiaux.

De plus, en recherchant son gain, le Board oublie de tenir compte des frais permanents de stockage. D'après le compte rendu du rapport de M. C. William, fourni devant le Comité du Sénat, les frais par balle et par année sont inférieurs à deux dollars pour l'assurance et le stockage. Mais à cela il faut ajouter l'intérêt de l'argent investi. Le coût moyen doit être d'après ce rapport, de six dollars, soit 1 1/5 cent la livre et par an, alors que le Board se base sur le coût moyen de 1,93 dollar par livre.

En tenant compte de ces divers chiffres, M. E. Boyle estimait qu'à la clôture de son troisième exercice, le Board accusait une perte de 144.000.000 de dollars rien que pour le coton.

On voit quel était en 1932, la situation difficile de l'institut de sauvetage créé en 1929; aussi le « Farm Relief Bill », signé le 12 mai 1933 par le président Roosevelt,

prévoit-il quelques mesures destinées à le dégager des stocks énormes dont la charge est écrasante¹.

Si nous avons insisté sur l'étude de cette tentative américaine, cela tient à ce qu'elle a une valeur éducative de premier ordre et que son échec est complet, malgré ce que peuvent en dire ceux qui désirent voir de telles pratiques s'introduire dans notre pays.

B. *L'intervention sur le marché égyptien.*

L'Egypte fournit 5 à 6 % de la production mondiale, mais en coton de choix. Longtemps trompés par la qualité même de leur produit, les planteurs égyptiens ont cru détenir le monopole de la production d'une fibre particulière dont on ne pouvait se passer. C'est ce qui explique et excuse la politique d'intervention pratiquée par les pouvoirs publics. Nous avons vu d'ailleurs ce que pense M. Todd de cette idée de la position privilégiée du coton égyptien, mais le passage suivant d'un rapport de cet expert bien connu permet de compléter sa pensée :

« La production mondiale forme aujourd'hui une espèce d'échelle avec, près du sommet, le coton égyptien, au centre, le coton américain, puis une multitude d'autres cotons de toutes variétés, s'échelonnant à la suite de l'américain ou entre celui-ci et l'égyptien, de façon qu'il existe actuellement une échelle des valeurs allant du plus bas au plus haut, d'où il s'ensuit qu'aucune classe de coton n'est à l'abri de la concurrence des autres grades d'une classe immédiatement supérieure ou inférieure. »

D'autre part, le professeur Bresciani, fut amené à conclure à la suite d'une étude statistique serrée, de l'élasticité de

1. Le Farm Board a terminé ses opérations le 30 avril, on évalue à plus de 50 millions de dollars la perte subie qui résultera des opérations sur le coton... Voir *E. R.*, n° 33, p. 196.

la demande du coton égyptien, à l'existence de celle-ci. Il s'ensuit donc, que si le gouvernement veut fixer un prix d'achat du coton supérieur au prix du marché, la demande grandement réduite l'obligera à acheter des quantités plus fortes que celles primitivement prévues.

Cet écart, entre la quantité du coton qui doit réellement être retirée de la circulation et celle que l'on pouvait estimer suffisante à décongestionner le marché avant le début de toute intervention, est encore aggravé par le fait que les filateurs adoptent dans ces circonstances la politique du minimum d'achat compatible avec leurs besoins journaliers.

Toutes ces considérations, qui semblent suffisantes pour arrêter les pouvoirs publics sur la voie fatale de l'intervention, n'empêchent pas le gouvernement égyptien de céder à diverses reprises devant la poussée de l'opinion. Voici comment M. Hichmat Abu Steit explique cette mauvaise orientation de l'opinion générale égyptienne¹ :

« Il est généralement admis qu'il vaut mieux éviter les interventions consistant en achats de coton sur le marché. Cependant, estiment les partisans de l'intervention, il est des circonstances provisoires qui peuvent fausser le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande rendant impérieuse l'intervention pour aussi longtemps que ces circonstances anormales dureront. Donc, les partisans n'admettent pas une intervention permanente. Mais ce qui est critiquable, de leur point de vue, c'est qu'ils exagèrent l'influence de la spéculation et la présentent comme le seul facteur responsable de toute baisse des cours du coton. Pour rendre cet argument plus convaincant, tout au moins en apparence,

1. *La politique cotonnière égyptienne.*

ils invoquent le fait que les marchés égyptiens sont mal organisés, surtout celui du « Minet-el-Bassal », et sont soustraits à toute influence gouvernementale.

» L'intervention est donc, d'après eux, le moyen d'empêcher une chute brusque et injustifiée des prix. Si le marché égyptien était régi régulièrement par la loi de l'offre et de la demande, l'action du gouvernement pourrait être superflue et même dangereuse. Mais en fait, il n'en est pas entièrement ainsi. Le producteur talonné par les besoins d'argent, pour faire face à ses engagements multiples, expose à la vente presque la totalité de la récolte en un temps très court. D'autre part, la filature n'a aucun intérêt à accumuler des stocks dès le début de la saison, elle achète au fur et à mesure de ses besoins et de ses ventes; elle s'approvisionne au meilleur prix. Il s'ensuit que le marché, gorgé de marchandises est pendant une période de temps relativement longue entre les mains de ceux qui disposent sur papier d'une marchandise prête à la vente, mais non requise par l'industrie.

» Le seul moyen de calmer les velléités des spéculateurs que l'industrie traite souvent avec complaisance, c'est de dresser en face d'eux, l'épouvantail de l'intervention gouvernementale.

» La première intervention sérieuse date de 1914, elle fut d'ailleurs justifiée par les circonstances; désorganisation du marché, difficultés des communications. L'après-guerre voit le prix du coton monter à un niveau inconnu jusque là, créant des espoirs chimériques. Quand il sème (le fellah) son coton, il sème en même temps de grands espoirs sur le prix que va valoir la récolte. Il trace de beaux projets, il emprunte de l'argent à un taux élevé et engage par trop l'avenir ».

Après la hausse fabuleuse de 1919, les cours commencèrent à subir de fortes baisses. De 200 talaris le cantar, les prix tombèrent dans les derniers mois de 1920, à 40 talaris. En mars 1921, les cours oscillaient aux environs de 23 talaris. C'est alors que le gouvernement, estimant son intervention nécessaire, fit acheter pour son compte, par les maisons d'exportation. En 1922, le Conseil des ministres approuve en date du 22 avril, la proposition du ministre des Finances tendant à intervenir sur le marché du disponible.

« Considérant que les prix du coton égyptien, comparés à ceux du coton américain, ont déçu dans une proportion inquiétante que ne saurait justifier la situation commerciale et statistique du coton égyptien; et que cet état de choses ne peut être dû qu'à des facteurs artificiels, qu'il est du devoir du gouvernement de chercher à protéger la fortune publique ».

En 1923, le gouvernement reconnaît que la baisse des prix du coton de choix est due à la situation des filatures et non à la spéculation. Ceci n'empêche pas le Conseil des ministres, d'ouvrir un crédit de L. E. 500.000 pour intervenir sur le marché, sur la proposition du ministre des Finances :

« Bien qu'on ait déjà fait ressortir que cette baisse n'est pas due à l'existence de manœuvres illicites à la Bourse, il semble cependant que le moment soit propice pour une intervention du gouvernement pour maintenir les prix à un niveau raisonnable et de permettre ainsi au cultivateur de liquider sa récolte à des conditions favorables ».

En 1925, nouvelle intervention, mais alors le gouvernement veut perfectionner ses méthodes d'action et base

ses achats d'après les prix et d'après la prime sur le coton américain, ainsi qu'il ressort du communiqué suivant :

« Considérant la baisse survenue dans les prix du coton égyptien, baisse qui menace de porter préjudice aux intérêts des producteurs égyptiens, le Conseil des ministres, après avoir examiné attentivement la situation cotonnière, décide :

1° D'étendre la limite des achats de coton par le gouvernement sur le marché de « Minet-el-Bassal » jusqu'à 500.000 cantars.

2° De garder une proportion raisonnable entre le prix du coton égyptien et celui du coton américain et ce, en prenant comme base d'achat la différence entre l'un et l'autre, cette différence étant d'ores et déjà fixée à 75 % pour le coton « Sakellaridis Fully Good Fair ».

Le gouvernement espère ainsi que les prix atteindront par l'effet des transactions commerciales sur le coton, un niveau qui donnera satisfaction aux producteurs.

Le Conseil des ministres estime que sa mission aura été achevée lorsque les prix atteindront 36 talaris pour le *Sakellaridis Fully Good Fair*.

Les prix restèrent inférieurs à 36 talaris et la prime au-dessous de 75%.

Le gouvernement égyptien resta à l'écart de toute intervention jusqu'au moment de la forte baisse des prix de novembre 1929, date à laquelle il déclara alors se porter acheteur des contrats à échéance de novembre pour le coton *Sakellaridis* à 27 talaris et de décembre pour le coton « Achmouni » à 19 talaris. Puis il continua les mois suivants, si bien que par suite de la baisse persistante, il finit par prendre livraison de 2.962.009 cantars et dépensa ainsi quatorze millions de livres égyptiennes. Cette oné-

reuse intervention n'empêcha pas la courbe décroissante des prix de fléchir de plus en plus.

Devant cet insuccès complet, qui se traduisait par des pertes considérables pour l'Etat, le gouvernement se décida à cesser toute intervention sur le marché.

Dans l'étude de l'intervention sur le marché, dans les deux pays gros producteurs de coton que sont l'Egypte et les Etats-Unis, on peut, sans risque de se tromper, conclure à l'impossibilité de parvenir par l'emploi de ce moyen, à relever le prix du coton, et affirmer que les institutions chargées de la réalisation d'une politique inspirée par ce principe, ont été en grande partie responsables, non pas de la baisse des prix, mais de la rapidité de celle-ci.

2. Réduction de la production.

A priori, la réduction de la production semble être le moyen le plus sage et le plus sûr de parvenir à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande de coton. M. Toood, dans un article du *Manchester Guardian Commercial*, après avoir comparé la progression de la production à celle de la consommation, est amené à conclure que le seul remède à la situation actuelle consisterait à suspendre la culture de coton pendant un an dans le monde entier. Il semble bien difficile, sinon impossible, de faire appliquer semblable mesure et la solution proposée reste purement théorique.

Si une restriction totale et universelle ne peut être sérieusement envisagée, il subsiste encore la possibilité d'une restriction partielle dont le programme adopté par certains pays, gros producteurs, pourrait, semble-t-il, améliorer l'état de choses présent. Mais il convient, pour porter une appréciation sur la valeur d'un tel système, de distinguer si cette restriction est volontaire ou imposée, si elle résulte de l'initiative individuelle ou collective.

Si, par suite d'une compréhension exacte de la situation, le planteur se décide à réduire la surface de ses terres ensemencées en coton, et cela dans une proportion qu'il s'est fixée lui-même, tout est pour le mieux, et cette restriction n'étant pas connue immédiatement ne favorisera pas ailleurs le développement des cultures cotonnières.

Mais si l'orientation nouvelle du plan de culture d'un pays se trouve déterminée à l'avance, si la réduction des ensemencements est imposée par les pouvoirs publics, ou si un groupement important prend cette initiative, il n'en sera plus de même. Les producteurs concurrents étrangers prévoyant une hausse des cours, résultant de la restriction envisagée, hausse qui peut être même accentuée en raison de la nature spéculative du marché cotonnier, augmenteront leur acréage cotonnier et souvent dans une proportion plus forte que la réduction primitive.

Le rôle du gouvernement d'un pays producteur de coton devrait donc se borner à renseigner les cultivateurs intéressés, le mieux possible, sur la situation du marché, tâche suffisamment compliquée.

Les expériences tentées dans le voie de la limitation de la production confirment cette opinion.

Cette forme d'intervention a été adoptée en 1922 à Ceylan, à Malaga et dans les *Straits Settlements*. Il est arrivé que les prix sont montés, mais pas pour longtemps, en raison de la concurrence faite par les colonies hollandaises dont la production augmentait sans cesse. La politique d'intervention fut du moins provisoirement abandonnée et les prix revinrent à leur niveau normal.

En 1927, à Cuba, la production du sucre fut limitée, mais la surproduction de Java, amena en 1928, le gouvernement de Cuba à renoncer à cette limitation.

Les projets de restriction touchant le caoutchouc, élaborés récemment entre l'Angleterre et la Hollande, donnent lieu à de vives critiques. M. Eric Giddes, président de la *Dunlop Rubber Co*, explique quel serait le danger d'un tel accord; après avoir indiqué que le prix de revient de certaines exploitations était en train de diminuer de façon à s'accommoder des prix actuels, il ajoute :

« Si une hausse se produisait, toute l'exploitation du caoutchouc serait en danger, car la possibilité de production serait le quintuple de la production actuelle, aucun bon système de restriction obligatoire n'ayant été trouvé... je suggère respectueusement qu'aucun gouvernement n'a le droit d'imposer un plan restrictif atteignant le producteur capable, afin d'aider d'une manière artificielle le producteur inférieur, ce serait injuste pour le producteur capable et pour le public... Pour moi, la seule chose qui pourrait aider la production du caoutchouc à se relever, en dehors des conditions mondiales, serait d'abandonner, une fois pour toutes, tout projet de restriction. »

En ce qui concerne la réduction de l'acréage cotonnier, les essais furent plus timides, et pendant quelques années, l'Egypte fut le seul pays imposant une limitation à la surface ensemencée en coton.

De son côté, le Board devait prévoir l'application d'un programme restrictif, mais les difficultés rencontrées de tous côtés annihilèrent son action. La Cour suprême des Etats-Unis rendit d'ailleurs un arrêt déclarant illégale la simple réduction partielle votée par l'Etat du Texas. Il faut arriver au *Farm Relief Bill*, signé le 12 mai 1933 par le président Roosevelt, pour se trouver en présence des dispositions applicables. Le titre premier traite des mesures destinées à relever le prix des produits agricoles.

L'espoir des auteurs du *Farm Relief Bill* est qu'en agissant à la fois sur les prix des produits agricoles et sur la monnaie, ils réussiront à surmonter les difficultés et que le mécanisme des profits agricoles, une fois remis en branle, toute l'économie du pays suivra le mouvement.

Cet espoir a dicté une curieuse profession de foi en l'économie dirigée qui occupe l'article 2 du Bill :

« Le Congrès déclare avoir pour politique :

1. D'établir et de maintenir un tel équilibre entre la production et la consommation des produits agricoles, et de telles conditions sur le marché de ces produits, que les prix payés aux cultivateurs soient rétablis à un niveau qui confère aux producteurs agricoles un pouvoir d'achat équivalent, en ce qui concerne les articles que les cultivateurs achètent, au pouvoir d'achat des dits produits dans la période de base.

La période de base, pour tous les produits agricoles, sauf le tabac, sera la période d'avant-guerre, d'août 1909 à juillet 1914.

2. De tendre à cette égalité de pouvoir d'achat, au moyen d'une correction graduelle des inégalités actuelles, à l'allure la plus rapide qui sera jugée réalisable, tenu compte de la demande de la consommation, sur les marchés internes et externes.

3. De protéger l'intérêt du consommateur en ajustant la production agricole à un niveau tel que le pourcentage revenant au fermier sur les dépenses que le consommateur fait en achats au détail des produits agricoles, ou de dérivés de ces produits, ne dépasse pas le pourcentage qui revenait au fermier dans la période d'avant-guerre, d'août 1909 à juillet 1914.

Puis la première partie du titre premier s'occupe de la

liquidation des opérations faites par le *Federal Farm Board*. Les stocks de blé acquis par cet organisme ont été liquidés finalement avec de grosses pertes, mais il reste les stocks de coton.

Le *Federal Farm Board* et les autres agences officielles qui les détiennent revendront les stocks au Ministère de l'agriculture, qui empruntera les sommes nécessaires à la « Reconstruction Finance Corporation ». Cette dernière financera l'opération en émettant des bons ou obligations.

Le secrétaire de l'Agriculture a jusqu'au 1^{er} mars 1926, pour vendre le coton, mais par un ingénieux détour cette opération visera encore un autre but. Les cultivateurs qui s'engageront à réduire leurs surfaces ensemencées en coton auront le droit de se faire consentir une option sur les cotons provenant des stocks officiels, option qu'ils pourront lever à tous moments, jusqu'au 1^{er} janvier 1934, au prix moyen que ce coton a coûté au secrétaire de l'Agriculture, plus les frais de conservation.

La loi exige que le cultivateur s'engage dans ce cas à réduire les surfaces qu'il ensemencera en coton d'au moins 30% par rapport à l'année précédente, à ne pas augmenter la quantité d'engrais qu'il emploiera, et à ne pas consacrer à la culture, à destination commerciale, d'autres produits nationaux, la superficie qu'il aura retranchée de la culture du coton.

Ces dispositions supposent une surveillance manifestement impossible, et prouvent que rien n'a pu arrêter les auteurs du projet dans leur recherche du contrôle et de rémunération de la production agricole.

La deuxième partie du titre premier du *Farm Relief Bill* est intéressante par la liaison qu'elle cherche à établir entre la production et la transformation. L'idée direc-

trice, c'est de prélever sur le consommateur américain une taxe destinée à venir en aide au cultivateur américain dans la mesure où ce dernier consent à limiter sa production aux besoins du marché national. Elle tend à faire travailler toute l'économie des Etats-Unis en circuit fermé, le citadin payant cher les produits de la ferme pour que le fermier puisse acheter les produits du citadin, tandis que de hauts tarifs douaniers empêchent l'intrusion de marchandises étrangères et qu'un système de ristourne rend possibles certaines exportations.

En compensation des réductions de surfacesensemencées le cultivateur touchera de l'Etat fédéral une indemnité dont l'Etat se remboursera en prélevant une taxe sur le premier transformateur de ses produits, sur le filateur pour le coton.

Il convient de remarquer que cette indemnité, payée au cultivateur, est destinée non seulement à compenser l'écart entre la quantité qu'il aurait pu récolter et celle qu'il récoltera effectivement, mais encore et surtout l'écart entre le prix qu'il obtiendra de sa récolte sur le marché intérieur et un prix dit équitable. Le prix équitable est celui de la période de base.

Le *Farm Relief Bill* confère des pouvoirs dictatoriaux au secrétaire de l'Agriculture qui fixe le prix équitable, contrôle la réduction de surface, surveille le commerce des produits agricoles qui ne pourra être exercé qu'avec licence et obligation de tenir une comptabilité-matière. La taxe sur la consommation sera sujette à abattements, le secrétaire pourra en modérer le taux si son résultat était de diminuer la consommation.

Tel est dans ses grandes lignes le programme du gouvernement américain en matière agricole. M. Wallace, le secré-

taire de l'Agriculture, le précisait en juin 1933 pour le coton. Le but du gouvernement, disait-il, est de relever le prix de ce textile par la location de dix millions d'acres afin de les soustraire à la production. Il estimait que la réduction minimum de production nécessaire à la réussite du plan était de 2 millions de balles.

Section II. — Accroissement de la demande.

L'accroissement de la consommation peut être recherché par des mesures de propagande et par l'emploi du coton à des usages nouveaux. Mais ces procédés ne peuvent être considérés comme des remèdes proprement dits et servent uniquement à favoriser le débouché d'une certaine quantité de coton.

Le gouvernement égyptien, par l'intermédiaire de ses consulats, cherche à écouler sa production, mais n'accroît en rien la consommation mondiale. Les tentatives faites pour orienter la mode féminine vers l'emploi de tissus de coton ne peuvent avoir qu'un effet passager. Aussi, devant l'impossibilité de l'action directe sur la demande, les industriels cotonniers ont placé leur espoir dans l'action indirecte consistant à augmenter le pouvoir d'achat des populations de l'Asie par la revalorisation de l'argent métal. Tous les congrès du coton manifestant cette tendance, nous croyons utile d'analyser rapidement les effets que produirait cette mesure.

La revalorisation de l'argent-métal.

On sait qu'après la guerre, de nombreux pays mirent l'argent hors de leur système monétaire, le public s'étant, durant les hostilités, habitué aux coupures et aux jetons. Les gouvernements en profitent pour liquider leur argent

et le remplacer par de l'or. Mais en Europe, les pays étaient déjà avant guerre attachés au monométalisme-or, cette mesure ne fait donc que supprimer une monnaie d'appoint et est, ainsi que nous l'avons vu au sujet des causes de la crise cotonnière, sans grande importance sur le cours de l'argent. Le retour à l'étalon-or, apprécie l'or et déprécie l'argent comme toutes les matières premières, mais dans une proportion légèrement plus forte, en raison de certains facteurs psychologiques.

Autrement responsables de la chute des prix de l'argent sont les pays d'Extrême-Orient depuis 1927.

A cette date, en effet, commencent les ventes d'argent du gouvernement de l'Inde qui, bien qu'il n'y soit tenu par aucune disposition législative, procède à la réalisation d'une partie des stocks d'argent de la *Payer Currency Reserve*.

En 1928, le Siam remplace le tical d'argent par le baht d'or. En 1930, la piastre indochinoise est stabilisée et notre colonie passe au régime du *Gold Bullion Standard*.

Aussi la reprise de la frappe de monnaie divisionnaire à partir de 1926 n'a aucune influence sur la hausse des cours.

Cours de l'argent à Londres.

(Indice sur base moyenne 1928 = 100)

1928		100
1929		92.1
1930		66.9
1931		49.8
1932		48.3
1933		»

Les conséquences de l'effondrement des cours de l'argent sont évidemment graves, mais il convient de se garder de toute exagération¹.

1. Voir l'Argent-métal. La chute des cours de 1929 à 1931, par Maurice Desouby, thèse Paris 1932.

Plus de 800 millions d'individus, en Asie, utilisent l'argent soit comme monnaie proprement dite en Chine, soit comme instrument d'épargne dans l'Inde, en Indochine et dans d'autres contrées. Au total, le pouvoir d'achat de près de la moitié de la population du globe dépendrait largement de la valeur de l'argent et la dépréciation actuelle réduirait considérablement le volume des achats en Europe et en Amérique. Telle est la théorie qui a grand crédit dans les pays anglo-saxons et qui conduit naturellement à penser qu'une revalorisation de l'argent s'impose. Cette affirmation fait bon marché de la situation particulière de la Chine au point de vue économique, qui justifie plus que les facteurs monétaires le déclin de ses importations. Cette diminution des importations est due en partie à la baisse des prix-or de fournitures de l'étranger et pour le reste à des facteurs divers. Mais la débâcle de l'argent n'est qu'une cause très secondaire du déclin des importations chinoises par comparaison avec la désorganisation du commerce local et de la production.

Une mise au point est nécessaire en ce qui concerne l'élévation du coût de la vie en Chine que l'on présente couramment comme corollaire obligatoire de la baisse du change. Pour une grande majorité de la population, les articles d'importation constituent un très faible élément de la consommation, ils influent donc peu sur le niveau général des prix. En réalité, le change de plus en plus défavorable a tendu à le relever, mais seulement dans les villes de la côte et dans quelques grands centres de l'intérieur. De plus, la hausse des prix est souvent la conséquence de la pénurie des denrées indigènes de grande consommation résultant de la désorganisation des transports.

En résumé, pour ce qui concerne la Chine, la déprécia-

tion de la monnaie d'argent n'a pas ralenti sensiblement la consommation des cotonnades indigènes ou des cotonnades d'importation de médiocre qualité; le seul effet imputable à ce facteur serait une réduction du pouvoir d'achat de la population des grands centres, qui ne constitue qu'une très faible fraction de la population totale.

Un autre aspect du problème de l'argent est celui de l'épargne des populations asiatiques.

En Chine, ce mot, n'est pas une question spéciale, car l'argent thésaurisé ne diffère pas de la monnaie. Dans les pays soumis au régime de l'étalon-or, la situation est différente, car l'argent-métal ne peut pas être monnayé par les particuliers. Sa valeur d'échange dépend donc de son cours commercial dont la baisse fait subir à l'épargne un grand préjudice.

La contrée la plus affectée est l'Inde qui détient un stock d'argent considérable. Lorsque pour une raison ou pour une autre le paysan voit diminuer ses ressources, il porte ses économies chez le marchand d'argent, mais en principe, cette épargne n'est pas destinée à la consommation.

Quoi qu'il en soit, l'argent vendu par les épargnants reste sur le marché intérieur et il n'apparaît pas que la dévalorisation du métal-argent détenu par les pays à monnaie d'or ait réduit leur pouvoir d'achat extérieur.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que la thésaurisation semble depuis quelques années vouloir se servir d'instruments autres que l'argent. En 1931, après avoir jeté sur le marché 130.000.000 d'onces d'argent, la convention métallique de la *Paper Currency Reserve* de l'Inde était supérieure à ce qu'elle était en 1926. Cette augmentation du stock d'argent tient à la rentrée de roupies présentées par la conversion en *currency notes* ou en *sterling*. L'appa-

rition de l'épargne sortie de ses cachettes pour se transformer en monnaie de papier et en valeurs mobilières signifiait pour l'argent une catastrophe beaucoup plus grande que celles dont on parle constamment.

Terminant son étude de la dépréciation de l'argent, M. Desouby arrive à la conclusion suivante :

« L'Inde boycotte les cotonnades de Manchester. La Chine voit l'Angleterre passer du troisième au quatrième rang de ses fournisseurs, après le Japon, les Etats-Unis et maintenant l'Inde qui lui fournit du coton pour ses filatures. Signe des temps, réveil de l'Asie qui demeure une énigme redoutable ! Pourquoi s'imaginer que le bimétallisme redonnera la vie à Manchester ? »

La revalorisation continue à avoir des partisans dans de nombreux pays et les plans proposés abondent. Le plus récent est celui du sénateur Key Pittman qui fut soumis à la Conférence économique de Londres. Il consiste à introduire 20% d'argent facultativement dans la couverture-or des banques d'émission, et d'autre part à faire adopter une série de mesures diminuant l'offre et augmentant la demande d'argent-métal.

Nous ne croyons pas qu'une semblable mesure améliore beaucoup le marché de l'argent, et même en supposant une amélioration sensible nous ne pensons pas qu'elle entraîne une modification très nette des conditions du marché d'Extrême-Orient. De plus, cette opération, obligatoirement accompagnée d'oscillations dans la valeur des monnaies, serait désastreuse à un moment où une stabilisation semble indispensable. Le Congrès cotonnier réuni à Prague en juin 1933 souhaite ce retour à un état de choses définitif : « Le Congrès exprime la conviction qu'une hausse substantielle des prix de gros est d'une extrê-

me et urgente nécessité; il estime également indispensable, pour permettre d'atteindre ce but, qu'une stabilisation générale et équitable des monnaies soit réalisée à bref délai. »

Ainsi, du point de vue cotonnier, l'application de mesures tendant à la revalorisation de l'argent métal semble, pour un résultat douteux, devoir créer des perturbations nouvelles dans les conditions économiques du monde et retarder le rétablissement de la situation.

CONCLUSION

La conclusion de cette étude résultant naturellement de ce qui précède, sera très brève. Les tentatives diverses ayant pour but d'améliorer la situation cotonnière ont été très rapidement passées en revue, une analyse plus approfondie étant inutile pour faire ressortir clairement l'impossibilité d'agir sur l'état actuel du marché par des mesures autoritaires isolées.

La seule solution interventionniste possible consisterait donc en une action combinée de tous les pays intéressés au problème du coton. Mais de ce côté encore, toute tentative est vouée à un échec certain. De nombreux exemples récents ont prouvé la vanité de toutes les Conférences économiques mondiales. Un nouvel essai dans ce domaine servirait uniquement les intérêts des spéculateurs.

Nous en sommes à une situation qui ne comporte que des stocks excessivement réduits chez le consommateur. Cette situation ne se retournera que le jour où la conviction qu'on a touché le fond sera partagée par les acheteurs et où l'activité économique reprendra. Tous les efforts faits pour modifier artificiellement cette atmosphère sont appelés à échouer et c'est ce qui explique que toutes les conférences qui se sont réunies pour réglementer la production n'ont pas réussi à enrayer le mouvement de baisse.

De plus la politique égoïste des Etats-Unis rendrait de toute façon une entente sérieuse impossible.

En attendant le retour de conditions meilleures, permettant une action internationale, la seule solution semble donc être de laisser jouer le plus librement possible les lois naturelles et d'éviter les ingérences malheureuses de l'Etat dans le domaine économique et financier, ingérences qui entraînent des conséquences désastreuses et favorisent l'infiltration progressive des théories socialistes. La non-intervention n'est pas la solution du moindre effort, mais la plus conforme à la nature humaine. « Que l'on ne se lance pas, écrit M. C. Colson dans la conclusion de son *Cours d'Economie Politique*, dans les réformes et les révolutions sociales avant d'avoir de sérieuses raisons d'en attendre une amélioration sensible du sort des hommes; que l'on ne considère pas cette amélioration comme assurée par l'application de procédés supposant une transformation de la nature humaine, dont on ne voit poindre aucun symptôme. »

Que les pouvoirs publics des pays producteurs cherchent à améliorer les qualités de leur coton, essaient d'accroître leurs débouchés par des applications industrielles nouvelles, éclairent le planteur sur la situation exacte du marché mondial, voilà à quoi semble devoir se borner actuellement leur rôle.

Le jour où la situation générale éclaircie permettra de mieux connaître la position et les possibilités du coton, alors seulement pourront être modifiées certaines conditions défavorables accompagnant la circulation de ce produit; c'est alors que nous paraît souhaitable la constitution d'une réserve de coton dont le but serait d'éviter les fluctuations brusques et inexplicables des cours qui, amenant parfois de gros bénéfices, laissent dans les esprits l'espoir d'un retour et force les cultures pendant de longues

années. Mais encore ici l'initiative de telles mesures, et leur exécution doit appartenir à des groupements professionnels intéressés et non aux pouvoirs publics.

La non-intervention nécessite un certain courage. Puisse les gouvernements l'avoir pour l'avenir du coton.

le Doyen,
Edgard ALLIX

Le Président de Thèse,
C. PERREAU

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

- Abdel Motaal** (Zaki). — *Les bourses en Egypte*, thèse Paris, 1930.
- Abu Steit** (Hichmat). — *La politique cotonnière de l'Egypte*, thèse Paris, 1932.
- Demeusy** (Marcel). — *La crise de l'industrie cotonnière*, thèse Nancy, 1914.
- Desouby** (Maurice). — *L'argent métal, la chute des cours*, thèse Paris, 1932.
- Maurette** (Fernand). — *Les grands marchés des matières premières*, 5^e édition, in-16, Paris, 1930.
- Michotte** (Félicien). — *Le coton, sa disparition prochaine et irrémédiable, l'erreur de sa culture*, in-8°, Paris, 1924.
— *Le mirage du coton, l'impossible problème démontré par lui-même*, in-8°, Paris, 1926.
- Pupin** (René). — *Le coton, sa production, sa consommation, son rôle économique*, in-8°, Paris, 1905-06.
- Robert** (Louis). — *La culture du coton en A. O. F.*, thèse Paris, 1931.
- Snyder** (Carl). — *Business Cycles and Business measurements*, in-8°, New-York, 1927.
- Whecler** (E.). — *La soie artificielle*, in-8°, Paris, 1930.

II. Revues

- Abaza** (Fouad Bey). — « La lutte contre la crise cotonnière en Egypte », *Correspondant d'Orient*, février, 1932.
- Afrique (l') française*. — « Renseignements coloniaux et documents publiés par le comité de l'Afrique française et le comité du Maroc.
- Association (l') cotonnière coloniale*.
- Ausset** (Jules). — « Production du coton, sa consommation dans le monde », *Colon et culture cotonnière*, août, 1931.
- Blanchard** (G.). — « La monoculture en Egypte et la crise actuelle », *l'Afrique française*, septembre 1931.

- « La crise en Egypte », *L'Egypte contemporaine*, mars 1931 et avril 1932.
- Boyle** (Pr James E). — « The role of Prophet », *Colton digest*, décembre 1932.
- Brasseur** (Robert). — « Répercussion des phénomènes monétaires et des restrictions au commerce sur l'avenir de l'industrie cotonnière mondiale », *Bulletin international du coton*, avril 1932.
- Bresciani-Turroni** (C.). — « L'influence de la spéculation sur les fluctuations des prix du coton », *Egypte contemporaine*, mars 1931.
- « La récolte et le prix du coton Égyptien », *Egypte contemporaine*, décembre 1930.
- Bulletin d'information et de documentation* publié par la banque nationale de Belgique.
- Bulletin international du coton* publié par la Fédération internationale du coton de Manchester.
- Carli** (F.). — « La crise de l'industrie du coton et influence sur cet article du développement de la soie artificielle », *Egypte contemporaine*, décembre, 1931.
- Correspondant d'Orient*.
- Coton et culture colonnière*, périodique consacré aux questions cotonnières publié par l'Agence générale des colonies, Paris, 24, rue Hamelin.
- Colton Digest*. — « Authoritative International weekly cotton Magazine », Houston (Texas).
- Economie (L') Internationale*. — Journal de la chambre de commerce internationale.
- Economiste (L') Français*.
- « *Egypte (L') contemporaine* ». — *Revue de la Société Royale d'économie politique, de statistique et de législation*, Le Caire (Egypte).
- Europe (L') nouvelle*.
- Garside** (Alston). — « La situation actuelle du coton, nécessité de réduire la production », *L'Economie internationale*, août, 1931.
- International affairs* publié par The Royal Institute of International Affairs.
- Isaac** (A.). — « La soie », *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1931.
- Journée (La) industrielle*.
- Lavedan** (André). — « La crise cotonnière et la production coloniale », *Journée industrielle*, 29 octobre 1930.
- Leroy-Beaulieu**. — « La production et la consommation du coton dans le monde », *L'Economiste Français*, 15 et 22 novembre 1931.

Manchester (the), Guardian commercial.

Manuel (Henri). — « Le développement de la consommation mondiale », *Coton et culture colonnière*, 1926.

Moreau (Baron Ed. de). — « La crise des industries du coton », *Bulletin de la banque nationale de Belgique*, 10 mars 1931 et 25 novembre 1932.

Observation (L') économique, publié par la Société d'études et d'informations économiques.

Pearse (Arno S.). — « Industrie cotonnière en Chine et au Japon », *L'Economie internationale*, octobre, 1929.

« The cotton industry of Japon, China and India and its effects on Lancashire », *International Affairs*, septembre 1932.

Revue (La) des Deux-Mondes.

Revue (La) économique internationale.

Siegfried (André). — « La crise de l'industrie cotonnière et la crise mondiale », *Bulletin international du coton*, octobre-novembre, 1931.

Smet (Pierre de). — « La dépression de l'industrie cotonnière », *Bulletin international du coton*, août, 1931.

III. Publications officielles

Statistiques

Annual Handbook publié par « Comletburo » à Londres.

Annuaire international de Statistique agricole, édité par l'Institut international d'agriculture de Rome.

Annuaire statistique international publié par la S. D. N.

Bulletin de la Fédération internationale cotonnière de Manchester.

Compte rendus des congrès cotonniers.

Enquête sur la production édité par le B. I. T.

Note présentée à S. E. le ministre des Finances d'Egypte en vue de l'adoption par le Gouvernement d'une politique stable.

Prospective Economice, Mortara (G.), Rome.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	1
PREMIERE PARTIE	
EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE LA CONSOMMATION DU COTON	5
Chapitre premier. — Généralités sur le coton.	6
<i>Section 1.</i> — La production	6
<i>Section 2.</i> — Les intermédiaires	8
<i>Section 3.</i> — La consommation	10
<i>Section 4.</i> — Rôle des marchés à terme	10
La spéculation	12
Chapitre deuxième. — Etude de la période de crise 1895-1914	15
<i>Section 1.</i> — Progression de la production et de la consommation	16
<i>Section 2.</i> — Prix du coton fibre	18
<i>Section 3.</i> — La situation de l'industrie cotonnière	22
Chapitre troisième. — Evolution et transformation de la situation cotonnière de 1914 à 1927	24
<i>Section 1.</i> — La période 1916-1918. L'industrie des pays neufs	24
<i>Section 2.</i> — L'après-guerre-les prodromes de la crise.	27
<i>Section 3.</i> — Développement comparé de la production cotonnière	34
DEUXIEME PARTIE	
LES CAUSES DE LA CRISE COTONNIERE	37
Chapitre premier. — Modifications des conditions du marché cotonnier	38
<i>Section 1.</i> — La population	38
<i>Section 2.</i> — Modifications des habitudes et du standard de vie.	40
<i>Section 3.</i> — Les produits concurrents	43
Chapitre deuxième. — Le nationalisme économique	45
<i>Section 1.</i> — Ses causes	45
<i>Section 2.</i> — Ses conséquences	46
Chapitre troisième. — La question de l'outillage	49
<i>Section 1.</i> — Le développement de la capacité productrice	49
<i>Section 2.</i> — Le déséquilibre entre l'outillage et la consommation	52

Chapitre quatrième. — Le déplacement du centre de gravité des forces industrielles	55
<i>Section 1.</i> — Le développement des industries d'Asie	55
<i>Section 2.</i> — Les industries non asiatiques	66
Chapitre cinquième. — Les facteurs monétaires	68
<i>Section 1.</i> — Le retour à l'étalon or	68
<i>Section 2.</i> — La question de la répartition de l'or	70
<i>Section 3.</i> — La dépréciation de l'argent métal	72

TROISIEME PARTIE.

EVOLUTION DE LA CRISE COTONNIERE	75
Chapitre premier. — La soie artificielle concurrent du coton	77
Chapitre deuxième — La crise cotonnière proprement dite	83
<i>Section 1.</i> — Production et aérage	83
<i>Section 2.</i> — Les prix	91
La crise de l'industrie cotonnière	98

QUATRIEME PARTIE

LES REMEDES	105
Chapitre premier. — De l'intervention en général	108
Chapitre deuxième — Intervention tendant à l'abaissement des prix de revient du coton brut	111
Chapitre troisième. — Interventions tendant à attribuer au producteur la fraction maximum de bénéfice	120
<i>Section 1.</i> — Les marchés cotonniers. Leur réglementation	121
<i>Section 2.</i> — Constitution d'une réserve de coton brut	125
Chapitre quatrième. — Intervention tendant à la hausse des prix	129
<i>Section 1.</i> — Réduction de l'offre	130
<i>Section 2.</i> — Accroissement de la demande	152
Conclusion	159
Bibliographie	163

